

## **PREAMBULE**

### **1) Le Décret :**

Le Décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement a été publié dans le Moniteur belge du 22 mai de la même année.

Il mettait fin à deux Décrets adoptés tous deux le 12 mai 2004. Le premier était relatif à la promotion des activités culturelles dans l'enseignement et l'autre au développement des synergies entre le monde de l'enseignement et le monde culturel.

Le Décret a été modifié une première fois le 29 janvier 2009.

Il a été modifié une seconde fois le 3 avril 2014.

Le 16 août 2014 a été promulgué une nouvelle mouture de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du Décret.

Les objectifs restent inchangés mais il inclut des modifications de fond et de forme.

« Le décret du 24 mars 2006 a pour objectifs de : (cf Titre II art.3) »

- *Permettre aux élèves des écoles d'avoir accès à la culture et aux différentes formes de la création et de l'expression artistique au cours de leur parcours scolaire en vue notamment de rencontrer les objectifs généraux définis à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;*
- *Favoriser l'émancipation des élèves en leur donnant les moyens d'accéder aux différents langages de la création, en les aidant à développer leur créativité, leur imaginaire, en éveillant leur sensibilité;*
- *Informers les jeunes sur le monde de la création artistique, les études artistiques et les métiers de la culture par le contact avec des artistes, des intervenants spécialisés et d'autres professionnels de la Communauté française;*
- *Contribuer à la lutte contre l'échec scolaire par la prise en compte dans les pratiques pédagogiques des diverses formes d'intelligence;*
- *Renforcer et valoriser, entre les écoles et les opérateurs culturels ou les établissements d'enseignement partenaires, les collaborations tendant à l'initiation des élèves aux activités culturelles et artistiques et à la pratique active de celles-ci par le biais de projets spécifiques ou innovants, d'initiatives développées par la Communauté française, ou de dispositifs complémentaires à une dynamique culturelle au sein de l'école;*
- *Organiser la mise à disposition, pour les enseignants, d'informations et d'outils pédagogiques leur permettant de développer des activités culturelles et artistiques avec leurs élèves;*

- *Sensibiliser les acteurs de l'enseignement à l'intérêt d'une démarche artistique et culturelle, continue et plurielle dans sa diversité d'expressions et sa dimension interdisciplinaire.*

a) Modifications de fond :

L'insertion dans les objectifs fondamentaux du décret d'une dimension plus pédagogique, d'une référence au décret missions, d'une référence à la lutte contre l'échec scolaire;

L'affinage des critères de sélection des projets en supprimant les différences entre les critères de sélection des projets durables et ponctuels qui n'avaient aucune raison d'être ;  
La rationalisation et la simplification de la procédure de communication de l'appel à projets auprès des écoles et des opérateurs culturels ;

La limitation à 10% maximum du nombre de projets introduits et/ou financés par un même opérateur culturel lors d'une session de la Commission de Sélection et d'Evaluation ;

La suppression de la labellisation des activités culturelles ;

La définition plus exhaustive donnée aux secteurs culturels et artistiques ;

La redéfinition et le développement des objectifs des collaborations culture-école en y intégrant notamment une référence au décret du 24 juillet 1997 relatif aux missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire ;

La mise sur un même pied d'égalité des collaborations durables et ponctuelles, tant au niveau des critères de recevabilité des projets, de leur définition, de l'appel à projets que de la forme que doivent prendre les dossiers présentés à la Commission de sélection et d'évaluation ;

La redéfinition des missions du Conseil de concertation ;

L'affinement des missions du Service Culture-Enseignement.

b) Modifications de forme :

La possibilité pour les internats et les homes d'accueil de participer à l'appel à projets, ce qui n'était pas permis par le texte originel ;

L'obligation de signature du chef d'établissement d'une école subventionnée en plus de celle du pouvoir organisateur pour que ce chef d'établissement soit informé d'une remise d'un projet, ce qui n'était pas toujours le cas ;

La possibilité pour le SG, les AG et les DG de se faire représenter par un délégué lors des réunions des Commissions de Sélection et d'Evaluation et du Conseil de Concertation ;

La possibilité pour un représentant du Service général d'Inspection de la Culture de participer à ces 2 organes ;

La rectification d'erreurs dans la composition du Conseil de concertation, avec une possibilité de délégation pour les fonctionnaires généraux ;

La rectification d'erreurs dans la composition de la Commission de sélection et d'évaluation, avec une possibilité de délégation pour les fonctionnaires généraux.

2) La déclaration de politique communautaire

Il n'y a pas de culture sans éducation et réciproquement. Voilà pourquoi la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté le Décret « Culture-Ecole » en 2006 modifié pour la dernière fois en 2014.

Celui-ci renforce les liens entre les deux secteurs et pérennise les activités qui ont fait leurs preuves, tout en encourageant de nouvelles.

Le Gouvernement souhaite cependant aller plus loin pour inscrire la Culture dans le parcours éducatif de chaque enfant.

En outre le Gouvernement sera attentif à : (page de 53 à 54)

- *Chaque citoyen, chaque élève doit pouvoir avoir accès à la culture et acquérir une capacité d'expression artistique. Pour lever les obstacles (niveau d'étude, appartenance sociale, handicap, âge, conditions économiques, etc.) qui freinent l'accessibilité culturelle, le Gouvernement souhaite repenser de manière générale le lien entre la culture et l'école et, en particulier, évaluer l'actuel dispositif « culture/école », le programme « spectacle à l'école » et leur impact auprès des publics scolaires concernés (tant en ce qui concerne les dispositifs légaux que leur exécution).*

*Dans le cadre de cette politique, il convient de :*

- *procéder à une évaluation des mécanismes existants et de leur impact auprès des publics scolaires concernés (tant en ce qui concerne les dispositifs légaux que leur exécution) ;*
- *encourager les synergies entre les établissements scolaires et le monde culturel (musées, bibliothèques, centres culturels, artistes, académies, etc.) afin d'offrir à chaque élève un accès à la culture et aux différentes formes de la création via par exemple le développement de « résidences artistes » dans les écoles ;*
- *renforcer la promotion d'une offre culturelle adaptée mais aussi des mesures d'accessibilité telles que la gratuité des musées le premier dimanche du mois et développer des outils pédagogiques pour accompagner les établissements scolaires et les enseignants dans l'éducation artistique et culturelle ;*
- *intégrer une dimension éducative, pédagogique et scolaire par tout opérateur culturel reconnu en Fédération Wallonie-Bruxelles (programmation spécifique, tarifs, support pédagogique, etc.) ;*
- *encourager de manière systématique les collaborations entre académies, écoles et opérateurs culturels ;*
- *développer des programmes de formation des artistes, opérateurs culturels et professionnels de la culture aux démarches pédagogiques ainsi que des programmes de formation à l'éducation artistique et culturelle des enseignants et futurs enseignants.*

Vu le bilan du programme d'actions concerté 2012-2015, le Conseil de Concertation propose ce programme d'actions concerté pour la période 2015-2016.

## I. Contexte réglementaire.

### A. Le PAC (Programme d'Actions concerté)

L'article 6 du Décret stipule que :

*« Tous les 3 ans, le Gouvernement arrête, sur proposition du Conseil de concertation, un programme d'actions concerté pour une politique de collaboration entre la culture et l'enseignement »*

*Ce programme d'actions comprend notamment :*

- *Les stratégies adoptées pour atteindre les objectifs repris à l'article 3 (voir supra) ainsi que les axes prioritaires en termes de disciplines et de publics, à cet égard, une attention particulière est accordée aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;*
- *Les actions à mettre sur pied pour atteindre ces objectifs;*
- *Les indicateurs (voir page 27) permettant d'évaluer dans quelle mesure les objectifs auront été rencontrés;*
- *Les processus de coordination destinés à accroître les synergies entre les mondes de la culture et de l'enseignement;*
- *Des propositions relatives à la mise en oeuvre de partenariats privilégiés visés aux articles 23 et suivants en veillant à ce que les différentes disciplines artistiques soient représentées.*
- *Des propositions relatives aux collaborations s'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française visées à l'article 22.*

**B. Implication budgétaire**

Les budgets, en fonction des crédits disponibles, sont inscrits sur les DO suivantes :

| Division organique | Direction ou Service concerné   | Allocation de base | Objets de l'allocation  | Montant de l'allocation |
|--------------------|---|--------------------|---|-------------------------|
| 11                 | Services communs, Affaires générales, Recherches en Education, Pilotage de l'Enseignement (interréseaux) et orientation – Relations Internationales | 01.02.41           | Dépenses de toutes natures relatives à la promotion et à la diffusion de la Culture à l'Ecole, à la sensibilisation, des élèves à l'éducation aux Médias et à la lecture de la presse quotidienne.                                    | 769.000€                |
| 11                 | Secrétariat général - Affaires générales  | 33.01.41           | Subvention aux établissements scolaires ou organismes culturels dans le cadre du Décret Culture-Ecole.  | 102.000€                |
| 11                 | Secrétariat général - Affaires générales  | 12.01.41           | Dépenses permanentes pour achat de biens non durables et de service.  | 5.000€                  |
| 11                 | Secrétariat général - Affaires générales  | 01.01.41           | Dépenses de toute nature visant à favoriser l'épanouissement de l'élève par des pratiques culturelles, notamment les activités liées à la Littérature des Arts de la scène, et à établir des passerelles entre la Culture et l'Ecole. | 0€                      |
| <b>Total :</b>     |   |                    |   | <b>876.000€</b>         |

## II. Programme d'actions

Les collaborations entre les écoles et les opérateurs culturels telles que décrites dans le décret peuvent être de quatre types : (A1, A2, A3, A4). Elles sont soit le résultat d'une relation privilégiée, fixée par convention liant l'enseignant d'une école et un opérateur culturel (duo école/artiste) ou soit organisées selon une formule « clé sur porte », soit résultant d'un partenariat privilégié (convention entre un opérateur culturel et la Cellule Culture-Enseignement d'une durée de 3 ans). L'artiste/opérateur culturel peut dans le cadre des collaborations durable et ponctuelle, être une école d'enseignement partenaire (académie).

### A. Projets et activités menés par la Cellule Culture-Enseignement

#### A.1 Projets « culture-école » : Collaborations durables

Ces projets lient, à travers une convention, un opérateur culturel d'un côté, un enseignant et une école de l'autre, durant une année scolaire.

##### A.1.1 Organisation administrative

De manière générale, la Cellule Culture-Enseignement:

- Centralise la gestion électronique administrative des dossiers de collaboration durable ;
- Maîtrise les divers processus administratifs de gestion de ces collaborations ainsi que de mise à disposition des écoles, des opérateurs culturels et des partenaires, des outils informatiques adéquats tels les formulaires électroniques « intelligents ». Ceux-ci ont été adaptés en intégrant l'information selon laquelle l'école organise ou non un enseignement différencié.
- Le calendrier des 3 prochaines années est le suivant :

|  | Collaboration durable |
|--|-----------------------|
| Envoi électronique de la circulaire            | 15 JANVIER            |
| Réception des projets                          | 15 MARS               |
| Envoi des projets aux membres de la Commission | 22 MARS               |
| Réunion de la Commission de sélection          | AVRIL/MAI             |
| Sélection du Gouvernement                      | MAI                   |
| Notification aux écoles                        | JUIN (*)              |

(\*) Dans l'idéal, dans les faits, dès réception de l'autorisation du Gouvernement par les Services de la Cellule Culture-Enseignement.

**A.1.2 Procédure:**

- Les projets de collaboration durable font l'objet d'un appel à projets lancé en janvier (15 janvier au plus tard) de chaque année au moyen d'une circulaire ;
- La circulaire d'appels à projets est envoyée dans toutes les écoles de la FW-B et est téléchargeable sur le site [www.culture-enseignement.be](http://www.culture-enseignement.be);
- Les sites « [www.culture.be](http://www.culture.be) » et « [www.enseignement.be](http://www.enseignement.be) » reprennent sa version électronique et permettent ainsi d'informer tant les enseignants que les opérateurs culturels ;
- Un « formulaire intelligent » de candidature est disponible sur le site [www.culture-enseignement.be](http://www.culture-enseignement.be);
- Les dossiers arrivent électroniquement et sont stockés dans une base de données sur le site de la Cellule Culture-Enseignement pour pouvoir être consultés « on line » par les membres de la Commission de sélection et d'évaluation qui ont reçu un code d'accès spécifique (adresse orpheline) ;
- Une confirmation papier intégrant les signatures du chef d'établissement, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la FWB, par le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la FWB et de l'opérateur culturel est envoyée à la Cellule Culture-Enseignement ;
- La Cellule procède à l'analyse des dossiers selon les critères de recevabilité définis ;
- Un tableau électronique récapitulatif des dossiers de candidature, reprenant le numéro du projet, le nom et l'adresse de l'établissement scolaire et de l'opérateur culturel, la province, la subvention sollicitée, la cohérence avec les référentiels communs d'enseignement, le total des points obtenus et l'écart type est établi ;
- La reconnaissance comme opérateur culturel (personne physique et personne morale) est validée par les Services de l'AGE et de l'Administration générale de la Culture, approuvée par la Ministre de l'Enseignement, de la Culture et de l'Enfance ;
- Une grille de présélection en format Excell est confectionnée à l'attention des membres de la Commission de sélection et d'évaluation. Cette grille impose une notation pour chacun des critères ;
- Un tableau définitif de classement des projets, est établi sur base des notations émises par les membres de la Commission de sélection et d'évaluation ;
- En sont retirés les projets jugés irrecevables suite à la procédure de demande de complément d'information, suite à la non reconnaissance de l'opérateur culturel par la Ministre de la Culture ou suite à la non spécificité du projet par rapport aux activités déjà subventionnées par les services de la Culture ou de l'Enseignement ;
- La Commission procède à la sélection des projets et détermine le nombre de projets pouvant être subventionnés dans l'ordre du classement, sur base des crédits disponibles et en tenant compte le cas échéant des deux critères de 10% du nombre de projets et du budget global ;
- La Cellule Culture-Enseignement assure la gestion administrative du suivi des décisions de la Commission à proposer au Gouvernement.

### A.1.3 Engagement budgétaire

Le budget 2015-2016 est inscrit sur la DO 11 (AB 01.02.41) à hauteur de 363.085,10€.

Proposition : Au cours de l'année 2015-2016, suite à l'attribution de 50.000€ supplémentaires au budget de la Cellule Culture-Enseignement, par Madame la Ministre Joëlle Milquet, cette somme sera injectée dans les projets de collaboration durable et ponctuelle.

Elle sera ensuite réservée au prochain appel à projets des partenariats privilégiés.

### A.2 Projets « culture-école » : Collaborations ponctuelles

Ces projets lient, à travers une convention, un opérateur culturel d'un côté, un enseignant et une école de l'autre, durant un semestre maximum.

#### A.2.1 Organisation administrative

Le calendrier des 3 prochaines années est le suivant :

|  | Collaboration ponctuelle<br>1er semestre | Collaboration ponctuelle<br>2ème semestre |
|--|--|---|
| Envoi électronique de la circulaire            | 15 Janvier                               | 15 Janvier                                |
| Réception des projets                          | 15 Mars                                  | 1 Octobre                                 |
| Envoi des projets aux membres de la Commission | 22 Mars                                  | 8 Octobre                                 |
| Réunion de la Commission de sélection          | Avril                                    | Novembre                                  |
| Sélection du Gouvernement                      | Mai                                      | Novembre                                  |
| Notification aux écoles                        | Juin (*)                                 | Décembre (*)                              |

(\*) Dans l'idéal, dans les faits, dès réception de l'autorisation du Gouvernement par les Services de la Cellule Culture-Enseignement.

#### A.2.2 Procédure :

L'organisation de la sélection des projets de collaboration ponctuelle est identique à celle des projets de collaboration durable et suit le calendrier susmentionné.

#### A.2.3 Engagement budgétaire

Le budget est inscrit sur la DO 11 (AB 33.01.41) à hauteur de 102.000€.

Pour l'année 2015-2016, un budget supplémentaire est inscrit sur la DO 11 (AB 01.02.41) à hauteur de 82.914,90€.



### A.3 Collaborations entre les écoles et les opérateurs culturels fondées sur des partenariats privilégiés

Les partenariats privilégiés en cours jusqu'au 31/08/2016 et dont l'action conjointe s'étend à l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont les suivants :

#### **2015 au 31/08/2016:**

| OPERATEURS CULTURELS   | Disciplines rencontrées      | Durée de la Convention   | Montant        |
|------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------|
| Ateliers de la Colline | Théâtre                      | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |
| Promotion Théâtre      | Théâtre                      | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |
| CDWEJ                  | Danse - Ecriture             | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |
| MUS-E Belgium          | Arts plastiques              | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |
| Hypothèse              | Patrimoine Culturel-Sciences | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |
| Jolies Notes           | Musique                      | 01/09/2013 au 31/08/2016 | 20.000€/par an |

Un nouvel appel à projets paraîtra en 2015 avec à la clé une convention d'une durée de 3 ans (du 01/09/2016 au 31/08/2019).

#### **Engagement budgétaire :**

D O 11 – AB 01.02.41 : 120.000€

#### **Descriptif :**

A la fin de l'année 2015, le Gouvernement lancera un nouvel appel à candidatures pour conclure de nouveaux partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels justifiant d'une expérience et d'une notoriété pédagogiques et dont l'action est accompagnée de productions pédagogiques.

Les partenariats privilégiés seront conclus sur proposition du Conseil de concertation et sur base des critères suivants :

1. la qualité des objectifs visés;
2. la qualité du processus et des méthodes utilisées;
3. le caractère interdisciplinaire;
4. l'implication et la participation active des élèves et des enseignants dans les projets;
5. l'apport des projets aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :
  - a) le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique et l'initiation à une démarche citoyenne;
  - b) la lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;

- c) le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les oeuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;
- d) le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leur quartier, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent;
6. les prolongements envisagés une fois les activités réalisées;
7. la qualité des productions pédagogiques;
8. la fiabilité du budget qui doit reposer sur des estimations dûment détaillées et argumentées.

### **Programme pour l'année 2015-2016**

#### **A.4 Activités organisées en « régie directe » par la Cellule Culture- Enseignement 2015-2016**

##### **A.4.1. Lis-nous une histoire**

###### **a) Description**

Opération destinée à développer le goût de la lecture. Elle est réservée uniquement aux personnes retraitées ou préretraitées qui souhaitent lire des histoires à des enfants de l'enseignement maternel.

L'opération est organisée en collaboration avec les bibliothèques partenaires et des formatrices spécialisées en littérature de jeunesse.

###### **b) Engagement budgétaire**

DO 11 AB 01.02.41 → 30.000€

###### **c) Description du budget**

- Formation dispensée → 20.000€
- Achat de livres → 1.000€
- Journée des bénévoles → 2.000€
- Déplacements → variables

##### **A.4.2. Prix des lycéens de Littérature**

###### **a) Description**

Organisé une année sur deux, le Prix des lycéens de Littérature vise à développer auprès des élèves de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> secondaire une meilleure connaissance de la littérature belge d'expression française en leur proposant de lire cinq romans belges récents avant d'élire leur favori.

Il permet aussi une rencontre avec les écrivains en classe.

**b) Engagement budgétaire** (une année sur deux : 2014-2015 (en cours) et 2016-2017)

DO 11 AB 01.02.41 → 12.000€

DO 11 AB 12.01.41 → 5.000€

c) **Description du budget**

- Fourniture d'un jeu de 5 livres par classe → 11.000€
- Lancement de l'opération (Théâtre professionnel) 200 personnes → 3.500€
- Frais de déplacement des auteurs et des membres du Comité de pilotage + jetons de présence → 2.400€
- Journée de délibération des délégués de classe → 1.500€
- Cérémonie de remise pour 750 invités → 15.600€

### A.4.3 Prix des lycéens du Cinéma

a) **Description**

Organisé une année sur deux, en collaboration avec le Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias (SGAM), le Prix des lycéens du Cinéma belge francophone vise à faire découvrir et apprécier notre cinéma par les élèves de 5e et 6e secondaire en leur proposant de visionner cinq films récemment produits en FW-B pour élire ensuite leur favori.

Il permet une rencontre avec l'un ou l'autre professionnel du Cinéma en classe.

b) **Engagement budgétaire** (une année sur deux : 2015-2016 et 2017-2018)

DO 11 AB 01.02.41 → 15.000 €

DO 25 AB 41.03.21 → 12.000 € (un an sur deux)

c) **Description du budget**

- Achat des DVD des 5 films en compétition → 10.500€
- Achat des dossiers pédagogiques des Grignoux → 2.500€
- Formation à l'exploitation d'un film en classe (3jours x 100 personnes) → 5.400€
- Visite des professionnels du Cinéma en classe → 4.000€
- Frais de déplacement des écoles et des membres du comité de pilotage + jetons de présence → 2.100€
- Journée de délibération des délégués → 2.500€
- Cérémonie de remise des prix pour 750 personnes → 15.000€

### A.4.4 La Bataille des livres

a) **Description**

Opération de développement du goût de la lecture et d'échanges culturels avec d'autres enfants francophones dans le monde, destinée aux élèves de l'enseignement fondamental (de 3ème à 6ème).

b) **Engagement budgétaire**

DO 11 AB 01.02.41 → 50.000€

**c) Description du Budget**

- Subvention ASBL Contalyre (apport pédagogique ) →> 9.000€
- Achat de livres (1 kit à 300€ pour 4 degrés x 40 classes) → 48.000€
- Participation des écoles ci-dessus → - 16.000€
- 4 journées « Fête du Livre » → 9.000€

**A.4.5 Tournoi de Théâtre « Sur les planches »****a) Description**

Concours de théâtre destiné aux élèves de l'enseignement secondaire supérieur leur permettant d'interpréter une pièce à l'affiche dans des décors professionnels.

**b) Engagement budgétaire**

DO 11 AB 01.02.41 → 20.000€

**c) Description du Budget**

- Location du Théâtre → 3.600€
- Paiement de 8 comédiens → 6.400€
- Cérémonie de clôture → 5.000€
- Promotion Théâtre → 1.000€
- Participation aux frais de déplacements des participants → 4.000€

**A.4.6 Les Quartz de la Chanson****a) Description**

Opération destinée aux classes des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire dont le but est d'explorer l'univers musical, et en particulier celui de la chanson d'expression française.

**b) Engagement budgétaire**

DO 11 AB 01.02.41 → 17.500€

**c) Description du budget**

- Dossiers pédagogiques -> 5.000€
- Frais de jury → 3.000€
- CD et SABAM → 4.000€
- Achat de prix cadeaux → 10.000€
- Cocktails + réception → 5.000€
- Frais de salle et technicien → 3.000€
- Concerts artistes et animateur → 3.500€

- Frais de déplacement des classes → 1.500€

#### A.4.7 Journalistes en herbe

##### a) Description

Les opérations « Ouvrir mon Quotidien » et « Journalistes en classe » relevant stricto sensu du domaine de l'éducation aux médias, l'opération « Journalistes en herbe » utilise le vecteur du « journal » pour mettre en avant la créativité, l'expression écrite et graphique et l'accès à la culture des enfants à travers la production d'un journal. L'opérateur culturel est déterminé par procédure de marché public. Il est pour l'opération en cours, la SPRL Calami.

##### b) Engagement budgétaire

DO 11 AB 01.02.41 → 50.000€

##### c) Description du budget

- Ateliers animés par un journaliste → 31.000€
- Documents pédagogiques + envoi des quotidiens JFB → 5.000€
- Frais de jury → 4.000€
- Achats cadeaux → 10.000€

#### A.4.8 Au Bonheur de Lire

##### a) Description

La publication « Au bonheur de lire » propose aux élèves de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années de l'enseignement secondaire une sélection commentée de lectures contemporaines, toutes nationalités confondues.

Cette liste est établie par un comité de professeurs de français en exercice dans l'enseignement secondaire supérieur. La sélection tient compte des centres d'intérêt des élèves, des thématiques abordées ainsi que de la nécessaire qualité littéraire des œuvres examinées. Les livres sont classés par niveaux de difficulté et de courts résumés permettent à chacun de choisir ses lectures en fonction de ses affinités.

La brochure est envoyée gratuitement en 3 exemplaires à tous les établissements secondaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi qu'à toute personne qui en fait la demande.

##### b) Engagement budgétaire

DO 11 AB 01.02.41 → 2.500€

##### c) Description du budget

- Jetons de présence (5 réunions annuelle avec le jury) → 2.500€

#### A.4.9 Création d'un outil pédagogique

##### a) **Description**

Mise en place d'un appel à projets permettant la création annuellement d'un outil pédagogique à mettre à la disposition de l'ensemble du monde enseignant. Cet outil sera mis en ligne sur le site de la Cellule Culture-Enseignement.

##### b) **Engagement budgétaire**

DO 11 AB 01.02.41 → 6.000€

### **III. Renforcement des processus d'information, de coordination et de collaboration**

#### **A. Internet**

Actualisation permanente et renforcement de l'information via le site Internet de la Cellule [www.culture-enseignement.be](http://www.culture-enseignement.be), via Facebook et transmission des informations aux gestionnaires des sites [www.culture.be](http://www.culture.be), [www.enseignement.be](http://www.enseignement.be) et [www.fw-b.be](http://www.fw-b.be).

#### **Agenda.be**

Depuis mars 2014, la Cellule Culture-Enseignement dispose d'un nouvel outil : un agenda culturel à destination du monde scolaire. Cet espace est organisé par la Cellule Culture-Enseignement et l'Administration générale de la Culture.

Pour ce faire, ils ont signé une convention avec l'opérateur Visit Brussels. Celui-ci fournit directement à la Fédération Wallonie-Bruxelles l'ensemble des informations nécessaires pour alimenter quotidiennement l'agenda de son site [www.culture.be](http://www.culture.be) et son dérivé destiné au monde enseignant sur [culture-enseignement.be](http://culture-enseignement.be).

La Fédération Wallonie-Bruxelles bénéficie dès lors d'un agenda culturel exhaustif couvrant l'entièreté de la Région de Bruxelles-Capitale sans avoir à gérer la collecte et le traitement des informations nécessaires à la réalisation de cet agenda.

Les données seront fournies quotidiennement par flux XML.

Les prestations de VisitBrussels dans le cadre de la présente offre ont pour objectif de :

- permettre à la Fédération Wallonie-Bruxelles de diffuser un agenda culturel bruxellois fiable et exhaustif ;
- favoriser le rayonnement de l'offre culturelle et événementielle bruxelloise ;
- éviter des doubles emplois en matière de traitement de l'information (double collecte auprès des institutions, double encodage).

La Fédération Wallonie-Bruxelles, en tant que service public, a le droit de diffuser gratuitement les informations de l'agenda culturel vers ses sous-sites culturels, ses opérateurs et ses partenaires directs comme la RTBF.

La Fédération Wallonie-Bruxelles demande également au prestataire de services d'ajouter dans les rubriques déjà existantes des informations culturelles, une partie spécifiant les activités développées par les partenaires culturels à destination des publics scolaires.

Les types d'événements répertoriés sont les expositions, les spectacles (théâtre, variétés), les concerts rock, de variétés, de musique du monde, de jazz, d'événements divers comme les festivals, la danse, l'opéra, etc.

Actuellement, tous les partenaires travaillent à l'élargissement de cet agenda à l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui sera réalisée courant 2015.

## **B. Publications**

Edition de :

- « Les Chemins de Traverse », éditée annuellement et envoyée à tous les établissements scolaires tous niveaux et tous réseaux, met en exergue une partie des projets « culture-école » et les activités de la Cellule.
- La « Circulaire d'informations culturelles » envoyée mensuellement à tous les établissements scolaires, informe de l'actualité culturelle à destination du public scolaire au sens large.
- Impression de signets concernant les activités du Service Culture-Enseignement qui sont mis à disposition du public.

**Engagement budgétaire** : D.O 11 Secrétariat général

## **C. Partenariats particuliers**

Le Service Culture-Enseignement aide logistiquement certaines asbl ou institutions en échange d'une mise en valeur de ses activités et de ses missions.

- ASBL Ortho+ « Dictée du Balfroid »
- Opération cARTable Europe
- CDWEJ convention pour la Semaine de « Art à l'Ecole »

Le Service Culture-Enseignement est partenaire, avec la ville de La Louvière, ses écoles, le CDWEJ, la ville de Lyon, ses écoles, la Caisse des écoles de la ville de Lyon – Enfance, Art et Langages, l'Université de Lyon (IUFM, le musée Gagagne, Cap Services et Yveline Loiseur), du projet Comenius Regio intitulé « cARTable d'Europe – Approach of the concept in arts and cultural education from experiences of artists' residences at school ».

**Engagement budgétaire** : pas d'objet, assistance logistique et partenariat « intellectuel ».



#### **IV. Indicateurs**

Une procédure de mesure quantitative de chacune des activités de la Cellule Culture-Enseignement est systématisée.

Il s'agit d'évaluer :

- Le nombre de projets rentrés.
- Le nombre d'élèves touchés
- Le nombre de projets sélectionnés
- La répartition géographique des écoles
- Les types d'enseignement
- Les types de projets introduits
- Les publics visés
- Les écoles en enseignement différencié
- Les types d'opérateurs culturels
- Qualité des opérateurs culturels – physique ou moral

#### **Questionnaire de qualité.**

Le questionnaire suivant est envoyé annuellement à tous les participants aux projets « Culture-Ecole ».

Il est inclus dans le bilan du Programme d'Actions concerté.

#### **Organisation**

*J'estime être informé(e) correctement du processus administratif lié aux subventions des projets de collaboration durable et ponctuelle.*

*Lors de mon contact avec l'administration (courriel ou téléphone), j'ai reçu une réponse adéquate à ma demande.*

*Le site internet de la cellule me semble un moyen d'information approprié.*

*Le formulaire électronique sur le site me semble aisé à remplir.*

*Je connais la brochure « Chemins de traverse » éditée par la Cellule Culture-Enseignement.*

*J'estime que la brochure « Chemins de traverse » est une bonne manière de valoriser le travail réalisé.*

#### **Conception du projet**

*J'ai rencontré des difficultés pour concevoir le projet.*

*J'ai rencontré des difficultés pour établir un partenariat avec une école ou un opérateur culturel.*

*Concevoir le projet a constitué une surcharge de travail.*

**Réalisation pratique du projet et impact auprès des élèves****Point de vue de l'enseignant**

*J'ai eu du plaisir à mener le projet avec un opérateur culturel.*

*J'ai eu du plaisir à réaliser le projet avec mes élèves.*

*Je suis satisfait du résultat obtenu.*

*J'ai rencontré des difficultés à mener à bien le projet de partenariat*

*La réalisation de ce projet a modifié ma démarche pédagogique.*

*Le projet a amené les élèves à découvrir une facette méconnue de leur personnalité.*

*Le projet a amené les élèves à découvrir un mode d'expression nouveau.*

*Le projet a amené les élèves à s'ouvrir à d'autres cultures.*

*La réalisation du projet a amené les élèves à faire preuve de créativité et d'innovation.*

*Les élèves ont participé activement aux activités.*

*Les élèves ont eu du plaisir à mener le projet.*

*J'ai l'impression que des élèves, en difficulté scolaire ont pu révéler de nouvelles aptitudes.*

*La spontanéité des élèves a pu s'exprimer au cours du projet.*

*J'ai eu des réactions des parents.*

*Cette réaction a été positive.*

**Point de vue de l'opérateur culturel**

*J'ai eu plaisir à mener un projet avec un enseignant.*

*J'ai eu du plaisir à réaliser un projet avec les élèves.*

*Je suis satisfait du résultat obtenu.*

*La réalisation du projet a amené les élèves à faire preuve de créativité et d'innovation.*

*Je considère que la réalisation de ce projet a rencontré les objectifs fixés.*

*L'enseignant a été un partenaire actif.*

*J'ai rencontré des difficultés à mener à bien le projet de partenariat*

*J'ai l'impression que les élèves ont été sensibles à la démarche proposée.*

*La spontanéité des élèves a pu s'exprimer au cours du projet.*

## **V. A mettre en œuvre**

En fonction des crédits disponibles.

### **1. Intégrer structurellement la Culture à l'école.**

Cette problématique devrait être placée dans un contexte plus vaste que celui du simple Décret Culture-Ecole du 24 mars 2006 et déboucher sur une réflexion sur le cadre général de cette intégration.

Participation de la Cellule Culture-Enseignement aux travaux du Pacte d'Excellence et des couples Culture.

### **2. Relations avec l'AG Culture et l'AGE (prioritaire)**

Amplifier les relations vers l'AG Culture et l'AGE. Des relations plus étroites ont été mises en place avec l'Administration générale de la Culture mais celles-ci doivent être développées.

Trouver du sens et de la cohérence dans l'organisation d'activités culturelles vers les écoles émanant des Services.

En effet, alors que le Décret Culture-Ecole stipule que le Service Culture-Enseignement est un guichet unique, il apparaît que diverses activités restent organisées et financées par leur Service respectif (« Ecrivains en classe », « Spectacle à l'école », « Planches à l'école », etc.)

Participation au projet « Classes Culture ».

### **3. Partenariats privilégiés (prioritaire)**

Mettre en place une procédure de sélection et déterminer de nouveaux partenaires éventuels.

Augmenter le budget alloué à chaque partenaire.

### **4. Agenda.be (prioritaire)**

Ouvrir « Agenda.be » à l'ensemble de la Wallonie en collaborant avec l'AG Culture (projet en cours avec finalisation prévue courant 2015).

Négocier avec l'AG Culture l'introduction dans les conventions et les contrats-programmes des opérateurs culturels d'au moins une mission à destination du public scolaire et du public enseignant.

### **5. Collaborations avec CSEM – Conseil Supérieur d'Education aux Médias**

Amplifier les relations avec le Conseil supérieur de l'Education aux Médias dans la mesure où ce Conseil l'accepte.

### **6. Information et sensibilisation des acteurs du monde scolaire et/ou culturel au Décret du 24 mars 2006 et à ses multiples possibilités**

Renforcer le processus d'information à l'intention des écoles de l'enseignement obligatoire.

Renforcer le processus d'information à l'intention des Hautes Ecoles.

Sensibiliser les responsables de l'enseignement obligatoire sur l'importance des activités culturelles et artistiques dans la formation des Directeurs d'école.

Augmenter le film « Demo » d'une durée de 8 minutes, déjà réalisé, montrant certaines des réalisations des projets Culture-Ecole ou des activités du Service Culture-Enseignement.

Amplifier les rencontres entre enseignants, opérateurs culturels et artistes afin qu'ils puissent initier ou consolider des relations de collaboration ou de partenariat.

Réfléchir au développement de l'offre de formation de base et continuée avec l'IFC et l'AGE.

### **7. Relations et coopération avec la Communauté flamande et l'Union européenne.**

La Cellule Culture-Enseignement participe aux travaux organisés par l'Union européenne réunissant divers acteurs de l'Enseignement et de la Culture (réseau ACEnet et un des groupes MOC)

Des liens particuliers ont été créés avec certains collègues des 28 états membres et seront amplifiés.

De la même manière des relations ont été établies avec les collègues de « Canon CultuurCel » et le projet d'un appel à projets communs (collaborations durable et ponctuelle entre 2 écoles et un opérateur culturel) devrait voir le jour.

Budget prévisionnel : 10.000 euros à prélever sur les subventions des collaborations durables.

### **8. Collaboration avec les services de l'Egalité des Chances.**

Créer des relations avec les services de l'Egalité des Chances et la Direction de Démocratie et Barbarie (DOB).

### **9. Echange de bonnes pratiques.**

Favoriser la circulation de l'information concernant les bonnes pratiques générées par les enseignants dans les domaines de « l'art à l'école » ou par les artistes ou opérateurs culturels.

Développer l'onglet « Bonnes pratiques » sur le site de la Cellule Culture-Enseignement.

### **10. Projets futurs.**

Intégration du programme « Classe Lecture ».

Intégration du programme « Classe Culture ».

Finalisation du projet « mon Patrimoine revisité » à l'attention des élèves du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement primaire.



Secrétariat Général du Ministère de la Communauté française  
Cellule Culture-Enseignement  
Boulevard Léopold II, 44  
1080 Bruxelles  
Tél : 02/413.23.54 - Fax : 02/413 23 53  
Courriel : culture-enseignement(at)cfwb.be

Annexe 1 :

**Composition du Conseil de Concertation**

|   |  |
|---|--|
| Secrétaire général : Président  | Frédéric DELCOR<br>(Olivier DEGRYSE)                         |
| Le Responsable de la Cellule Culture-Enseignement   | Eric FRERE   |
| 1 représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire  | Marion BEECKMANS   |
| 1 représentant du Ministre en charge de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit                                     | Thierry CHLEIDE  |
| 1 représentant du Ministre en charge de la Culture  | Quentin HAYOIS   |
| Le Directeur général de l'Enseignement obligatoire  | Lise-Anne HANSE<br>(Emmanuel RIFAUT)                         |
| Le Directeur général de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit   | Chantal KAUFMANN<br>(Alain Detrez)                           |
| L'Administrateur général de la Culture  | André-Marie PONCELET<br>(Christian Leclercq)                 |
| Le Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias   | Jeanne BRUNFAUT<br>(Catherine Bouillet)                      |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement fondamental                          | Franz TOUSSAINT  |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement secondaire                           | Dominique VILAIN   |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement spécialisé                           | Robert BOUCHEZ   |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit | Claudine SWANN   |
| 3 experts externes désignés par les Ministres   | Sabine DE VILLE<br>Pierre HEMPTINNE<br>Jean Pierre VERHEGGEN |
| 1 représentant du service général de l'Inspection de la Culture   | Freddy CABARAUX<br>Azita BANAI                               |

Inviter un représentant de la COCOF : Loubna BEN YAACOUB

Annexe 2 :

**Composition de la Commission de Sélection et d'Évaluation**

|   |  |
|---|--|
| Secrétaire général : Président  | Frédéric DELCOR<br>(Olivier DEGRYSE)   |
| Le Responsable de la Cellule Culture-Enseignement   | Eric FRERE   |
| 1 représentant du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire  | Marion BEECKMANS   |
| 1 représentant du Ministre en charge de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit                                       | Thierry CHLEIDE  |
| 1 représentant du Ministre en charge de la Culture  | Quentin HAYOIS   |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement fondamental                            | Philippe DUPONT  |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement secondaire                             | Françoise CHATELAIN  |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement spécialisé                             | Robert BOUCHEZ   |
| 1 représentant des Services de l'Inspection de la Communauté française : pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit | Pierre KOLP  |
| L'Administrateur général de la Culture  | André-Marie PONCELET<br>(Christian LECLERCQ)   |
| Le Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias   | Jeanne BRUNFAUT<br>(Catherine BOUILLET)  |
| Le Directeur général de l'Enseignement obligatoire  | (Lise-Anne HANSE)<br>Emmanuel RIFAUT   |
| Le Directeur général de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit   | Chantal KAUFMANN<br>(Alain DETREZ)   |
| 1 représentant du Service général de l'inspection de la Culture   | Freddy CABARAUX<br>Azita BANAI   |
| Le Directeur général adjoint du Service général du Pilotage du système éducatif   | Olivier VAN WASSENHOVE   |
| 3 experts externes désignés conjointement par les Ministres chargés de l'Ens. obligatoire, de l'ESAHR et de la Culture              |  |
| 4 représentants désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement          | Marie-Christine ROUTHÉUT<br>Michèle HOUTEMANS<br>Paul de THEUX<br>Olivier VAN WASSENHOVE |

Inviter un représentant de la COCOF : Loubna BEN YAACOUB

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29264]

**4 MEI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het overlegd actieprogramma 2015-2016, ingesteld bij het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende het toezicht op de mededelingen van de Regeringsleden;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 2014 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 december 2015 en 8 april 2016;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Met toepassing van artikel 6 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, wordt het overlegd actieprogramma voor de periode van 1 juli 2015 tot 30 juni 2016, zoals bepaald als bijlage, goedgekeurd, binnen de perken van de beschikbare jaarkredieten.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2015.

Brussel, 4 mei 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27140]

**24 MAI 2016. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice**

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.5, D.6, D.95, D.102, D.104, D.105, D.113 et D.114;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, les articles 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 et 18;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices « Assistant Usage professionnel », « Usage professionnel », « Distribution/Conseil » et « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel - NP »;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 février 2016;

Vu l'avis 59191/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;



Considérant l'avis de la Commission Formation agricole n° 7, donné le 4 avril 2016,

Arrête :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

#### Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application et définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en application de l'article D.95 du Code wallon de l'Agriculture, les dispositions relatives à l'organisation des formations de phytolice s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

#### Section 2. — L'agrément des centres de formation

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup> Tout centre qui souhaite être agréé en application du chapitre I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 pour organiser les formations initiales ou continues envoie à l'Administration les données mentionnées à l'annexe 6 du présent arrêté, au minimum soixante jours avant l'organisation de la première activité de formation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les centres qui répondent au 1° ou au 5° de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 peuvent être agréés ou peuvent renouveler leur agrément automatiquement sur simple demande par courrier électronique à l'Administration.

§ 2. La demande d'agrément fait l'objet d'un accusé de réception dans les quinze jours suivant son envoi.

L'accusé de réception indique la date de la réception et le caractère complet et recevable de la demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Administration transmet au demandeur un envoi par tout moyen permettant de conférer date certaine au sens des articles D.15 et D.16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les trente jours de la réception de l'envoi par le demandeur.

Passé ce délai, ou lorsque les compléments ne sont pas de nature à compléter utilement le dossier, la demande est considérée comme irrecevable.

L'Administration en avise le demandeur, dans les quinze jours à dater de l'expiration du délai.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup> Tout centre qui souhaite obtenir le renouvellement de son agrément pour organiser les formations initiales ou continues conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 envoie à l'Administration les données mentionnées à l'annexe 6 du présent arrêté, dans les délais prescrits visés à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016.

§ 2. Les dispositions de l'article 3, § 2, sont applicables *mutatis mutandis* à la procédure de demande de renouvellement de l'agrément.

#### Section 3. — Les frais de participation

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Si les pouvoirs publics subventionnent les activités de formation, les frais de participation ne donnent pas lieu à des bénéfices dans le chef du centre de formation. La participation aux frais couvre une partie raisonnable et ne pouvant pas dépasser les frais généraux générés par son activité de formation non couverts par des subventions.

§ 2. L'Administration peut demander aux candidats des frais d'évaluation d'un montant maximum, soumis à l'indexation, de :

1° 50 euros pour les phytolices P1, P2 et NP;

2° 100 euros pour la phytolice P3.

Les montants indiqués dans le présent arrêté suivent le développement de l'indice santé tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Les montants sont adaptés chaque année, au 1er janvier. L'indice de base est l'indice applicable au 1er janvier 2016.

### CHAPITRE II. — Les formateurs

**Art. 6.** Les formateurs :

1° pour les formations initiales et continues relatives aux phytolices P1, P2 et P3, détiennent une phytolice « Distribution/conseil » (P3) ou son équivalent dans un autre Etat-membre;

2° pour la formation initiale et continue, démontrent une connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation.

Concernant le 1°, dans le cas d'une formation pour l'obtention ou le renouvellement d'une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » (NP), les formateurs détiennent une phytolice « Distribution/conseil » (P3) ou une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » (NP) ou leur équivalent dans un autre Etat-membre.

Par dérogation au 1°, les enseignants des réseaux libres et officiels dans le cadre de leurs cours ainsi que les experts qui interviennent dans le cadre de formations initiales et continues sur des thématiques spécifiques qui ne sont pas liées aux produits phytopharmaceutiques ne disposent pas nécessairement d'une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » ou « Distribution/conseil ».

Les éléments prouvant que les formateurs répondent aux conditions exigées sont transmis à l'Administration à sa demande.

CHAPITRE III. — *Les formations initiales et continues**Section 1<sup>re</sup>. — La preuve de l'intérêt à suivre une formation*

**Art. 7.** Pour accéder aux formations, à la demande du centre de formation, le participant apporte la preuve par toute voie de droit, soit :

- 1° d'un intérêt à suivre des formations de phytolice;
- 2° que la fonction qu'il exerce nécessite la détention d'une phytolice.

*Section 2. — La formation initiale*

**Art. 8.** Les programmes des formations initiales conditionnant l'accès aux phytolices "Assistant Usage professionnel (P1)", "Usage professionnel (P2)", "Distribution/Conseil (P3)" et "Distribution/conseil de produits à usage non professionnel (NP)", visées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, sont définis à l'annexe 1.

*Section 3. — La formation continue*

**Art. 9.** Conformément aux articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, la formation continue est nécessaire dans le cadre du renouvellement de la phytolice d'un candidat ou si la réussite de l'évaluation ou l'obtention du diplôme ou du certificat d'un candidat date de plus de six ans avant la demande d'octroi de la phytolice.

**Art. 10.** Conformément à l'article 38 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, la formation continue concernant la phytolice « Distribution/Conseil de produits à usage non professionnel (NP) », « Assistant usage professionnel (P1) », « Usage professionnel (P2) » ou « Distribution/Conseil (P3) » implique la participation à respectivement deux, trois, quatre et six modules de formation qui traitent d'un ou de plusieurs sujets de l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup> Un module de formation continue a une durée minimale de deux heures.

§ 2. Tout module de formation continue est agréé par l'Administration.

Un centre de formation envoie à l'Administration une demande d'agrément du ou des modules de formation continue contenant les données mentionnées à l'annexe 7, au minimum trente jours avant l'organisation de la première activité de formation continue.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans les quinze jours suivant sa réception.

L'accusé de réception indique la date de la réception et le caractère complet et recevable de la demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Administration transmet au demandeur un envoi, par tout moyen permettant de conférer date certaine au sens des articles D.15 et D.16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de l'envoi par le demandeur.

Passé ce délai, ou lorsque les compléments ne sont pas de nature à compléter utilement le dossier, la demande est considérée comme irrecevable.

L'Administration en informe le demandeur, dans les quinze jours à dater de l'expiration du délai.

L'Administration statue et notifie sa décision au demandeur dans les trente jours à dater de la réception du dossier complet.

**Art. 12.** Un module de formation est agréé pour une période de trois ans maximum, cette période ne dépassant pas la durée d'agrément du centre de formation.

Un module de formation est agréé seulement une fois au cours de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sauf si le centre de formation y apporte des modifications substantielles.

Lorsque le centre de formation procède à une modification mineure d'un élément repris à l'annexe 7 du présent arrêté, il le notifie directement, par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, à l'Administration.

**Art. 13.** Au plus tard soixante jours avant la date de fin de validité de son agrément, un centre de formation peut introduire une demande de renouvellement des modules de formation auprès de l'Administration, selon le modèle présenté à l'annexe 7 du présent arrêté.

La procédure visée à l'article 11 s'applique *mutatis mutandis* aux demandes de renouvellement des modules de formation.

**Art. 14.** Les modules de formation continue sont ouverts à toute personne inscrite selon les modalités prévues par le présent arrêté et qui répondent aux conditions énoncées à la section 1<sup>re</sup>.

Lorsque le candidat en fait la demande, le centre de formation lui délivre une attestation d'inscription reprenant les données mentionnées à l'annexe 8.

**Art. 15.** Pour chaque module de formation, le candidat signe une feuille de présence en début et en fin de module reprenant ses nom, prénom, date et lieu de naissance et, s'il est déjà détenteur d'une phytolice, le numéro de celle-ci.

Le centre de formation transmet la liste de présences à l'Administration dans les dix jours ouvrables suivant le module de formation.

**Art. 16.** En cas d'annulation du module de formation, le centre de formation concerné prévient directement l'Administration et réoriente les candidats vers le site internet du Service public de Wallonie.

**Art. 17.** En cas de retrait de l'agrément de la formation continue conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016, le centre de formation annule sans délai les formations programmées et réoriente les candidats vers d'autres centres de formation.

Le cas échéant, les participants sont remboursés des frais d'inscription.

**Art. 18.** Au plus tard trente jours après le suivi de chaque module de formation continue, le centre de formation qui en a fait la demande auprès du Service public fédéral de la Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et de l'Environnement, transmet les données nécessaires au renouvellement de la phytolicense à ce service.

#### CHAPITRE VI. — *L'évaluation*

**Art. 19.** L'Administration organise les évaluations dont le contenu et les méthodes sont déterminés aux annexes 2, 3, 4 et 5.

#### CHAPITRE V. — *La sanction de l'évaluation*

**Art. 20.** L'Administration corrige l'évaluation selon les modalités déterminées aux annexes 2, 3, 4 et 5.

**Art. 21.** Dans les trente jours après la date de l'évaluation, l'Administration corrige les évaluations écrites et délivre au candidat une attestation de réussite ou d'échec.

Les attestations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprennent les données mentionnées à l'annexe 9, 10, 11 ou 12, en fonction de la phytolicense visée.

**Art. 22.** L'attestation de réussite visée à l'article 21 porte, en fonction de la phytolicense visée, la dénomination suivante: « Attestation de réussite de l'évaluation P1 », « Attestation de réussite de l'évaluation P2 », « Attestation de réussite de l'évaluation P3 », « Attestation de réussite de l'évaluation NP ».

**Art. 23.** Si le candidat échoue lors de l'évaluation, il peut consulter la copie de son évaluation écrite auprès de l'Administration, ou demander une explication aux évaluateurs de son évaluation orale, dans les trente jours à partir de la date de la notification du résultat de l'évaluation.

Toute consultation ou demande d'explication fait l'objet d'un procès-verbal dont le modèle est repris dans l'annexe 13 et est communiquée à l'Administration dans les cinq jours ouvrables suivant la consultation ou l'explication.

#### CHAPITRE VI. — *Voie de recours*

**Art. 24.** Après la consultation ou l'explication visée à l'article 23, le candidat peut introduire un recours, auprès de l'Administration, contre le résultat de l'évaluation, dans les dix jours à partir de la date de consultation ou d'explication prévue à l'article 23.

L'Administration accuse réception du recours dans les quinze jours ouvrables de sa réception.

L'Administration notifie sa décision au candidat dans les trente jours de la réception du recours.

**Art. 25.** Un recours contre les décisions visées aux articles 3, 4, 11 et 13 peut être introduit devant l'Administration dans les trente jours suivant la notification de la décision par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code.

Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° la dénomination ou la raison sociale du centre, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 2° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

L'Administration procède à son instruction et transmet une proposition de décision motivée au Ministre dans les trente jours de la réception du recours.

Le Ministre décide dans les soixante jours suivant la réception du recours et notifie sa décision par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code dans les quinze jours de son adoption.

#### CHAPITRE VII. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 26.** L'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices « Assistant Usage professionnel », « Usage professionnel », « Distribution/Conseil » et « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel - NP » est abrogé.

#### CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

**Art. 27.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mai 2016.

### Annexe 1. La formation initiale

Département des Politiques Européennes et des Accords internationaux

PWRP - Phytolice "Distribution/conseil de produits non professionnels - NP" - Programme de formation

*Programme de formation élaboré en concertation avec IPES Ath, CTHCF, DGO5 du SPW et Comité Régional Phyto*

| Thématiques  | Volume horaire indicatif | Contenu  |
|--|--------------------------|--|
| Législation  | 1h                       | <p>Arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable</p> <p>Arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole</p> <p>Arrêté royal du 10 janvier 2010 modifiant l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole (+ FAQ scission des agrégations)</p> <p>Future législation wallonne</p> |
| Produits phytopharmaceutiques à usage non professionnel (PPP NP) | 2h                       | <p>Définition des PPP NP : glossaire</p> <p>Classification des PPP NP</p> <p>Mode d'action</p> <p>Phytoweb</p>   |
| Bases de production végétale et bonnes pratiques de jardinage    | 3h                       | <p>Biologie des végétaux (morphologie simplifiée, taxonomie simplifiée,....)</p> <p>Causes et dégâts aux végétaux (ravageurs, maladies parasitaires, non parasitaires et conditions pédo-climatiques)</p> <p>Bonnes pratiques de jardinage</p>   |

|   |                                   |   |
|---|-----------------------------------|---|
| Stratégies de luttés et techniques<br>IPM | 7h (y inclus une partie pratique) | <p>Présentation des différents systèmes de traitement et moyens de lutte alternative</p> <p>Choix de la technique la plus appropriée</p> <p>Choix et dosage du produit</p> <p>Application des PPP et respect du dosage</p> <p>Nettoyage du matériel - élimination des restes de traitement &amp; emballages &amp; produits périmés</p> <p>Précautions de stockage</p>   |
| Risques                                   | 2h                                | <p>Décodage de l'étiquette (et évolution de la législation)</p> <p>Protection de l'utilisateur et des tiers (EPI, bonnes pratiques, consignes en cas de reconnaissance des symptômes et en cas d'intoxication, numéros utiles)</p> <p>Protection de l'environnement (impact sur l'environnement (plantes non cibles, insectes utiles, faune sauvage, biodiversité, ESU et ESO) pendant/après utilisation des produits, gestion et élimination des restes de bouillies et fons de traitement, bonnes pratiques et interdictions légales)</p> |
| Communication                             | 1h                                | <p>Capacité de communiquer les acquis de manière concrète</p> <p>Procédure d'analyse de cas (identification du problème, recherche de la/des solutions appropriée(s), conseils sur la mise en œuvre de la/des solution(s) appropriée(s))</p> <p>Capacité de proposer des solutions concrètes aux questions pratiques relatives aux thématiques suivantes: gestion et traitement des emballages, équipement, gestion et élimination des fonds de traitement,....)</p>  |

## PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLOGIE P1 ASSISTANT À USAGE PROFESSIONNEL

| MATIERES   | CONTENU   | THEORIE               | PRATIQUE              | SECTORIEL      |
|--|---|-----------------------|-----------------------|----------------|
| <b>Législation</b>                                 | Législations relatives à l'utilisation des PPP (zones de protection, distances à respecter,...)<br>1,00<br>Implications en cas de non respect de la législation<br>Types de phytotoxicités et prérogatives des détenteurs du niveau de phytotoxicité P1                 | X<br>X<br>X           |                       |                |
| <b>Principes de lutte</b>                          | <i>Alternatives aux PPP chimiques</i><br>1,00<br>Moyens de lutte (identification et manutention des auxiliaires, méthodes physiques, méthodes thermiques de désherbage,...)<br>Utilisation optimale des agents/produits de contrôle<br>Appareils et techniques de lutte | X<br>X<br>X           | X<br>X                | X<br>X<br>X    |
| <i>Produits phytopharmaceutiques (PPP)</i><br>1,00 | Définition des PPP, y compris des bio-pesticides<br>Classification des PPP<br>Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application<br>Phytoweb  | X<br>X<br>X<br>X      |                       |                |
| <b>Utilisation correcte des PPP</b>                | <i>Décodage d'une étiquette</i><br>6,00<br>Analyse des informations figurant sur l'étiquette<br>Sensibilisation aux points essentiels des fiches de données de sécurité des PPP   | X<br>X                | X<br>X                |                |
| <i>Préparation de la bouillie</i>                  | Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie<br>Unités de volume, surface, distance et poids<br>Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)   | X<br>X<br>X           | X<br>X<br>X           |                |
| <i>Pulvérisation</i>                               | Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien<br>Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...)<br>Remplissage du pulvérisateur<br>Nettoyage pulvérisateurs et bidons<br>Récupération et élimination des eaux chargées en PPP          | X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br><br><br>X |
| <i>Stockage des PPP</i>                            | Compréhension et respect de l'organisation du local phyto<br>Stockage et élimination des emballages   | X<br>X                | X                     |                |

|  |   |              |   |     |   |
|--|---|--------------|---|-----|---|
| <b>Risques des PPP</b><br><i>Pour l'homme</i>  | Notion de toxicité (aiguë et chronique)   | 2,00         | X |     |   |
|  | Voies de contamination  |              | X |     |   |
|  | Impact d'une contamination sur la santé   |              | X |     |   |
|  | Bonnes pratiques pour l'utilisateur et les tiers  |              | X |     |   |
|  | Premiers secours  |              | X | (X) |   |
|  | Protection contre la pénétration de PPP dans le corps :   |              | X |     |   |
|  | - Protection de la peau (gants, vêtements de protection)  |              |   |     |   |
|  | - Protection du système respiratoire (types de masques et de filtres)   |              |   |     |   |
|  | - Protection des yeux   |              |   |     |   |
|  | Stockage, entretien et élimination des équipements de protection individuels (EPI)  |              | X |     |   |
| <i>Pour l'environnement</i>  | Bonnes pratiques (pertes diffuses, pertes ponctuelles, protection des eaux de surface, protection des eaux souterraines, ...)         |              | X |     |   |
|  | Effets des PPP sur le monde vivant (sol, végétal et animal)   |              | X |     |   |
|  | Apparition de résistances   |              | X |     |   |
| <i>Erreurs et accidents de manipulation</i>  | Types d'erreurs et d'accidents  |              | X |     |   |
|  | Risques liés à l'utilisation des machines   |              | X |     |   |
|  | Actions à entreprendre  |              | X |     |   |
| <b>Lutte phytosanitaire appliquée</b><br>(au choix parmi: grandes cultures, légumes industriels, fruiticulture, cultures horticoles, aménagement parcs et jardins, pépinières forestières) | <i>Causes des dégâts aux végétaux</i>   | 4,00         | X |     |   |
|  | Types de dégâts   |              | X |     |   |
|  | Causes de dégâts  |              | X |     | X |
|  | Conséquences des dégâts sur les plantes   |              | X |     | X |
|  | Application pratique des moyens de lutte  |              | X |     |   |
|  | Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses ( <i>uniquement pour secteurs concernés</i> ) |              | X | X   |   |
|  | Autres spécificités   |              | X |     | X |
|  | <i>Communication avec les tiers</i>   |              | X |     |   |
|  | <i>Communication avec le P2 et/ou le P3</i>   |              | X |     |   |
| <b>Evaluation/examen</b>   |   | 1,00         |   |     |   |
|  | <b>TOTAL</b>  | <b>16,00</b> |   |     |   |

## PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLICENCE P2 UTILISATEUR À USAGE PROFESSIONNEL

| MATIERES   | CONTENU  | THEORIE                    | PRATIQUE             | SECTORIEL            |
|--|--|----------------------------|----------------------|----------------------|
| Législation  | Législations concernées par l'utilisation des PPP (zones de protection, distances à respecter,...)<br>Implications en cas de non respect de la législation<br>Dispositions concernant les mesures de protection des travailleurs<br>Types de phytolicensances et prérogatives des détenteurs de chaque niveau de phytolicensance   | X<br>X<br>X<br>X           |                      |                      |
| Stratégies et techniques de protection intégrée des cultures<br>Prophylaxie et moyens de lutte alternatifs | 10,00<br><br>Concept de lutte intégrée<br><br>Bonnes pratiques agricoles pour le contrôle des ravageurs et des maladies (rotation, choix variétal, fertilisation et gestion de la matière organique, organismes utiles,...)<br>Utilisation optimale des produits de contrôle: diagnostic, seuil d'alarme et d'intervention<br>Méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables<br>Service d'avertissement<br>Appareils et techniques de lutte | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br><br>X<br>X<br>X | X<br><br>X<br>X<br>X |
| Produits phytopharmaceutiques (PPP)  | 15,00<br><br>Définition des PPP, y compris les bio-pesticides<br>Classification, catégorie et formulation des PPP<br>Phytoweb<br>Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application<br>Association et mélange de PPP : avantages et inconvénients  | X<br>X<br>X<br>X<br>X      |                      |                      |
| Décodage d'une étiquette   | Analyse des informations figurant sur l'étiquette<br><br>Compréhension des fiches de données de sécurité   | X<br>X                     | X<br>X               |                      |
| Préparation de la bouillie   | Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie<br><br>Unités de volume, surface, distance et poids<br>Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)  | X<br>X<br>X                | X<br><br>X<br>X      |                      |
| Pulvérisation  | Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien<br><br>Principes des bas volumes<br>Seuil d'intervention économique  | X<br>X<br>X                | X<br>X<br>X          | X                    |



|   |   |       |  |   |     |   |
|---|---|-------|--|---|-----|---|
|   | Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...)   |       |  | X |     |   |
|   | Remplissage du pulvérisateur  |       |  | X |     |   |
|   | Nettoyage pulvérisateurs et bidons  |       |  | X |     | X |
|   | Récupération et élimination des eaux chargées en PPP  |       |  | X |     | X |
|   | Aménagement et gestion du local phyto   |       |  | X |     |   |
|   | Stockage et élimination des emballages  |       |  | X |     |   |
| <b>Risques des PPP</b>                      | Toxicité (aiguë et chronique) et autres dangers des PPP   | 10,00 |  | X |     |   |
|   | Voies de contamination  |       |  | X |     |   |
|   | Impact d'une contamination sur la santé de l'utilisateur et du consommateur   |       |  | X |     |   |
|   | Bonnes pratiques pour l'utilisateur et les tiers  |       |  | X |     |   |
|   | Premiers secours  |       |  | X | (X) |   |
|   | Protection contre la pénétration de PPP dans le corps :   |       |  | X |     |   |
|   | - Protection de la peau (gants, vêtements de protection)  |       |  |   |     |   |
|   | - Protection du système respiratoire (types de masques et de filtres)   |       |  |   |     |   |
|   | - Protection des yeux   |       |  |   |     |   |
|   | Stockage, entretien et élimination des équipements de protection individuels (EPI)  |       |  | X |     |   |
|   |   |       |  |   |     |   |
| <i>Pour l'environnement</i>                 | Bonnes pratiques (pertes diffuses et pertes ponctuelles, protection des eaux de surface, protection des eaux souterraines, ...) |       |  | X |     |   |
|   | Effets des PPP sur le monde vivant (sol, végétal et animal)   |       |  | X |     |   |
|   | Dispersion des PPP dans l'air   |       |  | X |     |   |
|   | Ecotoxicité   |       |  | X |     |   |
|   | Apparition de résistances   |       |  | X |     |   |
| <i>Erreurs et accidents de manipulation</i> | Types d'erreurs et d'accidents  |       |  | X |     |   |
|   | Risques liés à l'utilisation des machines   |       |  | X |     |   |
|   | Actions à entreprendre  |       |  | X |     |   |

|   |  |  |   |   |   |
|---|--|--|---|---|---|
| <b>Lutte phytosanitaire appliquée</b><br>(au choix parmi : légumes industriels, cultures horticoles, fruiticulture, aménagement parcs et jardins, grandes cultures et pépinières forestières) | <i>Principes généraux de botanique</i>   | Morphologie et reconnaissance des plantes (plantes vivaces, monocotylédones, dicotylédones, ...) et liens avec les modalités d'application<br>Processus de croissance et de développement des végétaux (photosynthèse, processus d'absorption d'eau, de nutriments, ...) | X | X | X |
| <i>Causes des dégâts aux végétaux (adventices, ravageurs, maladies des plantes)</i>   | Types de dégâts<br>Ravageurs, maladies et carences<br>Dommages causés par les conditions climatiques (eau, soleil, vent, gel, pollution, ...)  | X  | X | X | X |
| <i>Phytotoxicité</i>  | Conséquences des dégâts sur la plante : impacts quantitatifs et qualitatifs (rendement, qualité organoleptique, qualité visuelle, ...)   | X  | X | X | X |
| <i>Appareils/techniques de lutte spécifiques</i>  | Choix du traitement selon le stade de développement du ravageur et de la plante<br>Application pratique des moyens de lutte  | X  | X | X | X |
| <i>Communication avec les tiers envers le P1</i>  | Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses ( <i>uniquement pour secteurs concernés</i> )<br>Choix du matériel et des accessoires<br>Autres spécificités | X  | X | X | X |
| <i>Communication avec les résidents, les passants, ...</i>  | Communication des consignes de travail et des règles d'aménagement du local Phyto  | X  | X | X | X |
| <b>Evaluation/examen</b>  | <b>TOTAL</b>   |  |   |   |   |
|   | <b>60,00</b>   |  |   |   |   |



|  |  |   |       |   |   |
|--|--|---|-------|---|---|
| <b>Stratégies et techniques de protection intégrée des cultures</b><br><b>Prophylaxie et moyens de lutte alternatifs</b> | Concept de lutte intégrée  | X | 21,00 | X | X |
|  | Bonnes pratiques agricoles pour le contrôle des ravageurs et des maladies (rotation, choix variétal, fertilisation et gestion de la matière organique, organismes utiles, ...) | X |       |   | X |
|  | Utilisation optimale des produits de contrôle: diagnostic, seuil d'alarme et d'intervention  | X |       |   | X |
|  | Méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables  | X |       |   | X |
|  | Service d'avertissement  | X |       |   | X |
|  | Appareils et techniques de lutte   | X |       |   | X |
|  | <b>Produits phytopharmaceutiques (PPP)</b>   |   |       |   |   |
|  | <i>Définition</i>  |   | 30,00 |   |   |
|  | Définition des PPP, y compris les bio-pesticides   | X |       |   | X |
|  | Classification, catégorie et formulation des PPP   | X |       |   | X |
| Phytoweb   | X  |   |       | X |   |
| Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application   | X  |   |       | X |   |
| Association et mélange de PPP : avantages et inconvénients   | X  |   |       | X |   |
| Identification et risques des PPP illégaux   | X  |   |       | X |   |
| <i>Décodage d'une étiquette</i>  |  |   |       |   |   |
| Analyse des informations figurant sur l'étiquette  | X  |   |       | X |   |
| Compréhension des fiches de données de sécurité  | X  |   |       | X |   |
| <i>Préparation de la bouillie</i>  |  |   |       |   |   |
| Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie  | X  |   |       | X |   |
| Unités de volume, surface, distance et poids   | X  |   |       | X |   |
| Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)   | X  |   |       | X |   |
| <i>Pulvérisation</i>   |  |   |       |   |   |
| Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien  | X  |   |       | X |   |
| Principes des bas volumes  | X  |   |       | X |   |
| Seuil d'intervention économique  | X  |   |       | X |   |
| Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...)  | X  |   |       | X |   |
| Remplissage du pulvérisateur   | X  |   |       | X |   |
| Nettoyage pulvérisateurs et bidons   | X  |   |       | X |   |
| Récupération et élimination des eaux chargées en PPP   | X  |   |       | X |   |
| <i>Stockage</i>  |  |   |       |   |   |
| Aménagement et gestion du local phyto  | X  |   |       | X |   |
| Stockage et élimination des emballages   | X  |   |       | X |   |



| Conséquences des dégâts sur la plante : impacts quantitatifs et qualitatifs (rendement, qualité organoleptique, qualité visuelle, ...) |  |                  |
|--|--|------------------|
| <i>Appareils/techniques de lutte spécifiques</i>   | Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses<br>Choix du matériel et des accessoires<br>Autres spécificités | X<br>X<br>X<br>X |
| <i>Communication avec les tiers</i>  | Communication avec les résidents, les passants, ...  | X                |
| <i>Communication envers le P1 et le P2</i>   | Communication des consignes de travail et des règles d'aménagement du local Phyto  | X                |
| <i>Communication envers la clientèle</i>   | Communication relative à la vente et aux conseils  | X                |
| <b>Evaluation/examen</b>   | <b>TOTAL</b>   | <b>120,00</b>    |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 2. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice  
«Assistant Usage Professionnel» (P1)

| Type d'évaluation   | Evaluation écrite   |
|---|---|
| Contenu de l'évaluation   | L'évaluation porte sur :<br>1° le <b>programme de formation initiale</b> permettant l'accès à la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1)<br>2° les <b>objectifs pédagogiques</b> de la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1)  |
| Organisation de l'évaluation                                    | <b>L'évaluation écrite</b> est organisée de la manière suivante :<br>1° une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs est établie par l'Administration;<br>2° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM;<br>3° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière;<br>4° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie;<br>5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel autorisé. |
| Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation | L'Administration corrige l'évaluation écrite.   |
| Seuil de réussite   | Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.   |
| Titre obtenu  | « Attestation de réussite de l'évaluation P1 ».   |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 3. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice «Usage Professionnel» (P2)

| Type d'évaluation   | Évaluation écrite  |
|---|--|
| Contenu de l'évaluation   | L'évaluation porte sur :<br>1° le <b>programme de formation initiale</b> permettant l'accès à la phytolice « Usage professionnel » (P2);<br>2° les <b>objectifs pédagogiques</b> de la phytolice « Usage professionnel » (P2).   |
| Organisation de l'évaluation                                    | <b>L'évaluation écrite</b> est organisé de la manière suivante :<br>1° l'Administration établit une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Usage professionnel » (P2) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs;<br>2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie;<br>3° l'examen prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM;<br>4° pour chaque examen, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière;<br>5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'examen : durée, procédure, document ou matériel autorisé. |
| Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation | L'Administration corrige l'évaluation écrite.  |
| Seuil de réussite   | Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.  |
| Titre obtenu  | « Attestation de réussite de l'évaluation P2 ».  |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 4. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice «Distribution/Conseil» (P3)

|   |   |
|---|---|
| Type d'évaluation   | L'évaluation comporte:<br>1° une partie <b>écrite</b> ;<br>2° une partie <b>orale</b> .   |
| Contenu de l'évaluation   | L'évaluation porte sur :<br>1° le <b>programme de formation initiale</b> permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil » (P3);<br>2° les <b>objectifs pédagogiques</b> de la phytolice « Distribution/Conseil » (P3);  |
| Organisation de l'évaluation                                    | <b>L'évaluation écrite</b> est organisée de la manière suivante :<br>1° l'Administration établit une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil » (P3) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs;<br>2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie;<br>3° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM;<br>4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière;<br>5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel autorisé.<br><b>L'évaluation orale</b> est organisée de la manière suivante :<br>1° l'Administration établit une liste de questions orales couvrant l'ensemble de la matière, ainsi qu'une grille d'examen contenant les critères et indicateurs;<br>2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie;<br>3° l'Administration identifie au minimum deux personnes qui constituent le « jury »;<br>4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à ce que l'évaluation couvre l'ensemble de la matière;<br>5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités : durée, procédure, document ou matériel autorisé. |
| Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation | L'Administration corrige <b>l'évaluation</b> .  |
| Seuil de réussite   | Seuil de réussite : minimum 70 pour cent au total, avec un minimum de 60 pour cent dans chaque partie d'évaluation.   |
| Titre obtenu  | « Attestation de réussite de l'évaluation P3 ».   |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## Annexe 5. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice « Distribution/Conseil de produits à usage non professionnels » (NP)

| Type d'évaluation   | Evaluation écrite  |
|---|--|
| Contenu de l'évaluation   | L'évaluation porte sur :<br>1° le <b>programme de formation initiale</b> permettant l'accès à la phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnels » (NP);<br>2° les <b>objectifs pédagogiques</b> de la phytolice « Distribution/conseil de produits non professionnels » (NP);   |
| Organisation de l'évaluation                                    | <b>L'évaluation écrite</b> est organisée de la manière suivante :<br>1° une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil de produits non professionnels » (NP) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs est établie par l'Administration;<br>2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie;<br>3° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM;<br>4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière;<br>5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel. |
| Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation | L'Administration <b>corrige l'évaluation écrite</b> .  |
| Seuil de réussite   | Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.  |



| Type d'évaluation | Evaluation écrite                              |
|-------------------|--|
| Titre obtenu      | « Attestation de réussite de l'évaluation NP » |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### Annexe 6. Liste des éléments à transmettre pour une demande ou un renouvellement d'agrément comme centre de formation

La demande d'agrément ou de renouvellement d'un centre de formation est introduite auprès de l'Administration par le demandeur et est accompagnée, au minimum, des documents et renseignements suivants :

1. Identification de l'opérateur de formation :
  - a) description/présentation de la structure (comprenant le numéro d'entreprise);
  - b) coordonnées de l'opérateur de formation;
  - c) siège social de l'opérateur de formation;
  - d) lieu d'activité;
  - e) personne de contact pour le traitement du dossier;
2. La description des moyens et ressources matériels, humains et financiers nécessaires au bon fonctionnement du centre de formation, en ce compris :
  - a) la copie de l'attestation de souscription d'une assurance en responsabilité civile couvrant au minimum tout risque causé ou encouru par le participant;
  - b) les moyens techniques et logistiques ainsi que l'équipement didactique pour l'organisation des activités du centre de formation;
  - c) la liste du personnel administratif nécessaire à la bonne gestion du centre de formation, en ce compris en termes d'encadrement et de coordination des activités;
  - d) la demande faite au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement de pouvoir encoder directement les formations suivies et réussies par les détenteurs de phytolice.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### Annexe 7. Formulaire de demande ou de renouvellement d'agrément du module de formation continue

1. Informations générales
  - i. Intitulé de la formation
  - ii. Thèmes de formation en ce compris les thèmes de formation reconnus en vertu du chapitre 3, section 2
  - iii. Type de phytolice
  - iv. Public cible
  - v. Année
  - vi. Formateurs
2. Objectifs  
Quelles sont les compétences que la formation va développer ?
3. Description générale du module de formation en français (le programme complet sera joint en annexe)
4. Durée totale de la formation en heures
5. Prix de la formation

## 6. Subventionnement

La formation est-elle subventionnée par la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par un organisme d'intérêt public régi par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ?

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 8 : Attestation d'inscription à un module de formation continue pour la phytolice

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M ..... s'est inscrit(e), le ..... auprès du centre de formation ....., pour suivre la formation continue nécessaire pour l'obtention ou le renouvellement de l'attestation de réussite à la phytolice Px à la date du .....

Signature

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 9. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P1

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) a démontré, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P1**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

**En cas d'échec :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) n'a pas su démontrer, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Mme/M ..... ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P1.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M ..... suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 10. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P2

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) a démontré, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P2**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

**En cas d'échec :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) n'a pas su démontrer, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ..... ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P2.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M ..... suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## Annexe 11. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P3

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) a démontré, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P3**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

**En cas d'échec :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) n'a pas su démontrer, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ..... ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P3.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M ..... suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## Annexe 12. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice NP

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) a démontré, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation NP**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

**En cas d'échec :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M ..... (numéro de registre national : .....) n'a pas su démontrer, le ....., une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ..... ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation NP.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M ..... suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

**Annexe 13. Procès-verbal de consultation de l'évaluation écrite/orale**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je soussigné(e) Mme/M. ...., déclare avoir consulté la copie de mon évaluation écrite auprès de l'Administration ou reçu des explications de la part des examinateurs concernant l'évaluation orale présentée à la date du .....

Ce rapport, réalisé à la date du ..... est transmis à l'Administration dans les cinq jours ouvrables suivant la consultation ou la demande d'explications. Une copie est remise à l'évalué.

Signature de l'évalué

Lieu et Date

Signature de l'examineur

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2016/27140]

**24. MAI 2016 – Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz**

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.5, D.6, D.95, D.102, D.104, D.105, D.113 und D.114;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz, Artikel 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 und 18;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Nutzung", "berufliche Nutzung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" ermöglichen;

Aufgrund des am 28. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 27. April 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59191/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 zwecks einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutz- und entsprechenden Zusatzmitteln;

In Erwägung des am 4. April 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 7 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Beschließt:

## KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

### Abschnitt 1 — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

In Abweichung von Absatz 1 und in Anwendung von Artikel D.95 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft sind die Bestimmungen über die Organisation der Kurse über Phytolizenzen auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anwendbar.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016" der Erlass der Wallonischen Regierung über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz.

### Abschnitt 2 — Die Zulassung der Ausbildungszentren

**Art. 3** - § 1. Ein Zentrum, das in Anwendung von Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 zugelassen werden möchte, um Erstaus- bzw. Weiterbildungen zu organisieren, übermittelt der Verwaltung die in Anhang 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Angaben wenigstens sechzig Tage vor der Durchführung der ersten Ausbildungsaktivität.

In Abweichung des vorerwähnten Absatzes können die Zentren, die die unter Ziffer 1 oder 5 von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 erwähnten Bedingungen erfüllen, ihre Zulassung automatisch oder auf einfache Anfrage durch eine an die Verwaltung gerichtete E-Post erneuern.

§ 2. Der Zulassungsantrag ist innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Aufgabe Gegenstand einer Empfangsbestätigung.

Die Empfangsbestätigung enthält das Eingangsdatum sowie eine Erklärung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Ist die Akte unvollständig, teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller durch jedes Mittel mit, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei sie ihn auffordert, die Akte binnen dreißig Tagen ab dem Eingang des Schreibens des Antragstellers zu vervollständigen.

Nach Ablauf dieser Frist oder falls die übermittelten weiteren Angaben die Akte nicht sinnvoll ergänzen, wird der Antrag als unzulässig gewertet.

Die Verwaltung teilt dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist mit.

**Art. 4** - § 1. Ein Zentrum, das die Erneuerung seiner Zulassung erlangen möchte, um gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 Erstaus- bzw. Weiterbildungen zu organisieren, übermittelt der Verwaltung die in Anhang 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Angaben innerhalb der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 vorgeschriebenen Fristen.

§ 2. Die Bestimmungen von Artikel 3 § 2 sind sinngemäß auch auf das Antragsverfahren zur Erneuerung der Zulassung anwendbar.

### Abschnitt 3 — Die Teilnahmekosten

**Art. 5** - § 1. Falls die öffentlichen Behörden die Ausbildungsaktivitäten bezuschussen, dürfen die Teilnahmekosten nicht dazu führen, dass das Ausbildungszentrum einen Gewinn erwirtschaftet. Die Kostenbeteiligung deckt einen angemessenen Teil, der die allgemeinen Kosten in Verbindung mit der Aktivität der Ausbildung, die nicht durch Zuschüsse gedeckt werden, nicht übersteigen darf.

§ 2. Die Verwaltung darf von den Teilnehmern einen Kostenbeitrag verlangen, dessen indexierter Höchstbetrag sich beläuft auf:

1° 50 Euro für die Phytolizenzen P1, P2 und NP;

2° 100 Euro für die Phytolizenz P3.

Die in dem vorerwähnten Erlass angeführten Beträge folgen der Entwicklung des Gesundheitsindex nach Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonzurrenzfähigkeit. Die Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres angepasst. Bei dem Basisindex handelt es sich um den am 1. Januar 2016 anwendbaren Index.

## KAPITEL II — Die Ausbilder

**Art. 6** - Die Ausbilder:

1° für die Erstaus- und Weiterbildungen im Bereich der Phytolizenzen P1, P2 und P3 sind Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) oder einer gleichwertigen Lizenz in einem anderem Mitgliedstaat;

2° für die Erstaus- und Weiterbildungen erbringen den Beweis aktueller Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung stehen.

Bezüglich Ziffer 1 und falls es sich um eine Ausbildung für die Erlangung oder die Erneuerung einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" handelt, sind die Ausbilder Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) oder einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" oder einer gleichwertigen Lizenz in einem anderem Mitgliedstaat.

In Abweichung von Ziffer 1 sind die Lehrkräfte des freien und des offiziellen Netzes im Rahmen ihrer Unterrichtsstunden sowie die Sachverständigen im Rahmen der Erstauss- und Weiterbildungen in spezifischen Themenbereichen, die nicht im Zusammenhang mit Pflanzenschutzmitteln stehen, nicht verpflichtet, Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" oder einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" zu sein.

Die Angaben, anhand deren belegt wird, dass die Ausbilder die verlangten Bedingungen erfüllen, werden der Verwaltung auf deren Antrag übermittelt.

### KAPITEL III — *Erstauss- und Weiterbildungen*

#### *Abschnitt 1 — Nachweis des Interesses, an einer Ausbildung teilzunehmen*

**Art. 7** - Um Zugang zu den Ausbildungen zu erhalten, erbringt der Teilnehmer auf Anfrage des Ausbildungszentrums durch jegliches Rechtsmittel den Beweis:

- 1° des Interesses, an Ausbildungen zur Erlangung der Phytolizenz teilzunehmen;
- 2° dass das von ihm ausgeübte Amt den Besitz einer Phytolizenz voraussetzt.

#### *Abschnitt 2 — Die Erstausbildung*

**Art. 8** - Die Erstausbildungsprogramme, die Voraussetzung für den Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent - berufliche Nutzung (P1)", "berufliche Nutzung (P2)", "Vertrieb/Beratung (P3)" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte (NP)" gemäß Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 sind, werden in Anhang 1 bestimmt.

#### *Abschnitt 3 — Die Weiterbildung*

**Art. 9** - Gemäß den Artikeln 31 und 32 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 ist die Weiterbildung erforderlich im Rahmen der Erneuerung der Phytolizenz eines Teilnehmers, oder falls die erfolgreiche Teilnahme an einer Bewertung oder die Ausstellung des Diploms oder des Zeugnisses eines Bewerbers mehr als sechs Jahre vor dem Antrag auf Gewährung einer Phytolizenz zurückliegt.

**Art. 10** - Gemäß Artikel 38 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 setzt die Weiterbildung im Rahmen der Phytolizenzen "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte (NP)", "Assistent - berufliche Nutzung (P1)", "berufliche Nutzung (P2)", "Vertrieb/Beratung (P3)" die Teilnahme an jeweils zwei, drei, vier und sechs Ausbildungsmodulen voraus, die einen oder mehrere Themenbereiche von Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 behandeln.

**Art. 11** - § 1. Ein Weiterbildungsmodul hat eine Mindestdauer von zwei Stunden.

§ 2. Jedes Weiterbildungsmodul wird von der Verwaltung zugelassen.

Ein Ausbildungszentrum übermittelt der Verwaltung wenigstens dreißig Tage vor der Durchführung der ersten im Rahmen der Weiterbildung organisierten Ausbildungsaktivität einen Zulassungsantrag über das(die) Ausbildungsmodul(e), der die in Anhang 7 angeführten Angaben beinhaltet.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Zulassungsantrags innerhalb von zwei Wochen nach dessen Eingang.

Die Empfangsbestätigung enthält das Eingangsdatum sowie eine Erklärung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Ist die Akte unvollständig, teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller durch jedes Mittel mit, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei sie ihn auffordert, die Akte binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Schreibens des Antragstellers zu vervollständigen.

Nach Ablauf dieser Frist oder falls die übermittelten weiteren Angaben die Akte nicht sinnvoll ergänzen, wird der Antrag als unzulässig gewertet.

Die Verwaltung teilt dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist mit.

Die Verwaltung fasst ihren Beschluss und übermittelt diesen dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab Eingang der vollständigen Akte.

**Art. 12** - Ein Ausbildungsmodul wird für eine Dauer von maximal drei Jahren zugelassen, wobei diese Dauer die Dauer der Zulassung des Ausbildungszentrums nicht übersteigt.

Ein Ausbildungsmodul wird im Laufe der in Absatz 1 erwähnten Dauer nur einmal zugelassen, es sei denn, das Ausbildungszentrum ändert dieses Modul grundlegend ab.

Ändert das Ausbildungszentrum einen in Anhang 7 des vorliegenden Erlasses angeführten Bestandteil geringfügig ab, so teilt es dies der Verwaltung unmittelbar durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, mit.

**Art. 13** - Spätestens sechzig Tage vor Ablaufdatum der Gültigkeit seiner Zulassung kann das Ausbildungszentrum nach dem in Anhang 7 des vorliegenden Erlasses festgelegten Muster bei der Verwaltung einen Antrag auf Erneuerung der Ausbildungsmodule einreichen.

Das in Artikel 11 erwähnte Verfahren ist sinngemäß auch auf die Anträge auf Erneuerung der Ausbildungsmodule anwendbar.

**Art. 14** - Die Weiterbildungsmodule sind jeder Person zugänglich, die nach den Modalitäten des vorliegenden Erlasses eingeschrieben ist und die in Abschnitt 1 angeführten Bedingungen erfüllt.

Falls der Bewerber dies beantragt, stellt das Ausbildungszentrum ihm eine Einschreibebescheinigung aus, die die in Anhang 8 festgelegten Angaben umfasst.

**Art. 15** - Für jedes Ausbildungsmodul unterzeichnet der Teilnehmer zu Beginn und bei Abschluss des Moduls eine Anwesenheitsliste mit seinem Namen, Vornamen, Geburtsdatum und -ort und - falls er bereits eine Phytolizenz besitzt - deren Nummer.

Das Ausbildungszentrum übermittelt der Verwaltung die Anwesenheitslisten innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dem Ausbildungsmodul.

**Art. 16** - Fällt ein Ausbildungsmodul aus, benachrichtigt das betroffene Ausbildungszentrum unmittelbar die Verwaltung und verweist die Teilnehmer auf die Internetseiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 17** - Beim Entzug der Zulassung der Weiterbildung nach Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 sagt das Ausbildungszentrum die anberaumten Ausbildungen unmittelbar ab und verweist es die Teilnehmer auf andere Ausbildungszentren.

Gegebenenfalls werden den Teilnehmern die Einschreibgebühren erstattet.

**Art. 18** - Spätestens dreißig Tage nach der Teilnahme an jedem Weiterbildungsmodul übermittelt das Ausbildungszentrum, das dies bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt beantragt hat, diesem Dienst die zur Erneuerung der Phytolizenz erforderlichen Angaben.

#### KAPITEL VI — *Bewertung*

**Art. 19** - Die Verwaltung organisiert die Bewertungen, deren Inhalt und Methoden in den Anhängen 2, 3, 4 und 5 festgelegt werden.

#### KAPITEL V — *Das Sanktionieren der Bewertung*

**Art. 20** - Die Verwaltung korrigiert die Bewertungen nach den in den Anhängen 2, 3, 4 und 5 festgelegten Modalitäten.

**Art. 21** - Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Bewertung korrigiert die Verwaltung die schriftlichen Bewertungen und stellt dem Teilnehmer eine Bescheinigung über den Erfolg oder den Misserfolg aus.

Die in Absatz 1 angeführten Bescheinigungen umfassen die in den Anhängen 9, 10, 11 oder 12 angeführten Angaben je nach der angestrebten Phytolizenz.

**Art. 22** - Die in Artikel 21 angeführte Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss trägt je nach der angestrebten Phytolizenz folgende Bezeichnung: "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P1", "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P2", "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss NP".

**Art. 23** - War der Teilnehmer bei der Bewertung nicht erfolgreich, kann er innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem ihm das Ergebnis seiner Bewertung übermittelt wurde, seine schriftliche Bewertung bei der Verwaltung einsehen, oder die Personen, die seinen mündlichen Prüfungsteil bewertet haben, um eine Erklärung bitten.

Jede Einsichtnahme oder jede Bitte um Erklärungen ist Gegenstand eines Protokolls, dessen Muster in Anhang 13 angeführt wird, und das der Verwaltung innerhalb von fünf Arbeitstagen nach der Einsichtnahme oder Erklärung übermittelt wird.

#### KAPITEL VI — *Einspruchsmöglichkeiten*

**Art. 24** - Nach der in Artikel 23 erwähnten Einsichtnahme oder Erklärung kann der Teilnehmer bei der Verwaltung gegen das Ergebnis der Bewertung Einspruch einlegen und zwar innerhalb von zehn Tagen ab dem Datum der in Artikel 23 vorgesehenen Einsichtnahme oder Erklärung.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Einspruchs innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach dessen Eingang.

Die Verwaltung teilt dem Teilnehmer ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs mit.

**Art. 25** - Ein Einspruch gegen die in den Artikeln 3, 4, 11 und 13 erwähnten Beschlüsse kann vor der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung des Beschlusses durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eingelegt werden.

Der Einspruch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° Bezeichnung oder Gesellschaftsname des Zentrums, seine Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;
- 2° die gegen den angefochtenen Beschluss erläuterten Mittel.

Die Verwaltung untersucht den Einspruch und übermittelt dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs einen begründeten Beschluss.

Der Minister trifft seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Einspruchs. Er teilt diesen Beschluss durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Verabschiedung mit.

#### KAPITEL VII — *Aufhebungsbestimmung*

**Art. 26** - Der Ministerialerlass vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Nutzung", "berufliche Nutzung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" ermöglichen, wird aufgehoben.

#### KAPITEL VIII — *Schlussbestimmung*

**Art. 27** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Mai 2016

## Anhang 1 - Erstausbildung

Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen

WPVP - Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" - Ausbildungsprogramm

*In Absprache mit IPES Ath, C.T.H.C.F., DGO5 des SPW und "Comité Régional Phyto" ausgearbeitetes Ausbildungsprogramm*

| Thematik   | Stundenvolumen<br>(informativ) | Lernstoff  |
|--|--------------------------------|--|
| Gesetzgebung   | 1 St.                          | KE vom 19. März 2013 zwecks einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutz- und entsprechenden Zusatzmitteln<br>KE vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft<br>KE vom 10. Januar 2010 zur Abänderung des KE vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft (+ Fragen Teilung der Zulassungen)<br>Künftige Wallonische Gesetzgebung |
| Pflanzenschutzmittel<br>für eine nichtberufliche Nutzung<br>(PSM NP) | 2 St.                          | Definition der PSM NP: Glossar<br>Klassifizierung der PSM NP:<br>Wirkungsweise<br>Phytoweb   |
| Grundlagen der   |                                | Biologie der Pflanzen (vereinfachte Morphologie, vereinfachte Taxonomie ...)   |



|   |  |   |
|---|--|---|
| <p>Pflanzenproduktion und bewährte Praktiken im Gartenbau</p> | <p>3 St.</p>   | <p>Pflanzenschäden und Ursachen (Schädlinge, parasitäre und nicht parasitäre Krankheiten, Boden- und Klimaverhältnisse)<br/>                 Bewährte Praktiken im Gartenbau<br/>                 Darstellung der verschiedenen Behandlungssysteme und alternativen Bekämpfungsmittel<br/>                 Wahl der geeignetsten Technik</p>  |
| <p>Strategien zur Schädlingsbekämpfung und IPM-Verfahren</p>  | <p>7 St.<br/>                 (einschl. eines praktischen Teils)</p> | <p>Wahl und Dosierung des Produkts<br/>                 Anwendung der PSM und Einhaltung der Dosierung<br/>                 Reinigung der Ausrüstungen – Beseitigung der Rückstände, Verpackungen und abgelaufener Produkte<br/>                 Vorsichtsmaßnahmen bei der Lagerung</p>  |
| <p>Risiken</p>  | <p>2 St.</p>   | <p>Entzifferung des Etiketts (und Weiterentwicklung der Gesetzgebung)<br/>                 Schutz des Verbrauchers und von Dritten (individuelle Schutzausrüstungen, bewährte Praktiken, Anweisungen bei Erkennung der Symptome und bei Vergiftung, nützliche Nummern)<br/>                 Umweltschutz (Umweltauswirkungen (Nichtzielpflanzen, nützliche Insekten, Wildtiere, Biodiversität, OW und GW) während / nach der Benutzung der Produkte, Behandlung und Entsorgung der Brührückstände und Restmengen, bewährte Praktiken und gesetzliche Verbote)</p> |
| <p>Kommunikation</p>  | <p>1 St.</p>   | <p>Fähigkeit, die erworbenen Kenntnisse konkret zu übermitteln<br/>                 Verfahren zur Analyse von Fällen (Identifizierung des Problems, Suche nach der / den optimalen Lösung(en), Beratung bei der Durchführung der optimalen Lösung(en))<br/>                 Fähigkeit, bei praktischen Fragen in Zusammenhang mit folgenden Bereichen konkrete Lösungen vorzuschlagen: Behandlung und Entsorgung der Verpackungen, Ausrüstung, Behandlung und Beseitigung der Restmengen, ...)</p>  |

### Ausbildungsprogramm Phytolizenz P1 Assistent - berufliche Nutzung

| LERNINHALTE                       | LERNSTOFF   | THEORIE          | PRAXIS | SEKTC       |
|-----------------------------------|---|------------------|--------|-------------|
| <b>Gesetzgebung</b>               | Gesetzgebung bezüglich der Verwendung von PSM (Schutzgebiete, einzuhaltende Abstände,...)<br>Auswirkungen bei Nichteinhaltung der Gesetzgebung<br>Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber der Art Phytolizenz P1   | X<br>X<br>X      |        |             |
| <b>Bekämpfungsgesamtsätze</b>     | <i>Alternativen zu chemischen PSM</i><br>Bekämpfungsmittel (Identifizierung und Handhabung der Hilfsmittel, physische Methoden, thermische Methoden für Unkrautjäten...)<br>Optimale Benutzung der Kontrollmittel/-produkte:<br>Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung | X<br>X<br>X      | X<br>X | X<br>X<br>X |
| <b>Pflanzenschutzmittel (PSM)</b> | Definition der PSM einschließlich der Bio-Pestizide<br>Klassifizierung der PSM<br>Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den Anwendungsverfahren<br>Phytoweb   | X<br>X<br>X<br>X |        |             |



|  |   |              |                  |        |  |
|--|---|--------------|------------------|--------|--|
|  | Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...)<br>Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen) |              | X                |        |  |
|  | Entstehung von Resistenzen  |              | X                |        |  |
| <i>Manipulationfehler und -unfälle</i>   | Arten von Fehlern und Unfällen<br>Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen<br>Zu unternehmende Schritte   |              | X<br>X<br>X      |        |  |
| <b>Angewandte Schädlingsbekämpfung</b><br>(wahlweise unter: Ackerbau, Industriegemüse, Obstbau, Gartenbaukultur, | <i>Ursachen der Pflanzenschäden</i><br>Art der Schäden<br>Ursachen der Schäden<br>Folgen der Schäden auf die Pflanzen:<br>Praktische Anwendung der Bekämpfungsmittel        | 4,00         | X<br>X<br>X<br>X | X<br>X |  |
| Einrichtung Parks und Gärten, Forstgärten)   | <i>Spezifische Geräte/Techniken zur Schädlingsbekämpfung</i><br><i>Kommunikation mit Dritten</i><br><i>Kommunikation mit P2 bzw. P3</i>                                     |              | X<br>X           | X<br>X |  |
|  | Kommunikation mit Anwohnern, Vorbeigängern, ...<br>Kommunikation mit P2 bzw. P3   |              | X<br>X           |        |  |
| <b>Bewertung / Prüfung</b>   |   | 1,00         |                  |        |  |
|  | <b>INSGESAMT</b>  | <b>16,00</b> |                  |        |  |

## Ausbildungsprogramm Phytolizenz P2 Benutzer - berufliche Nutzung

| LERNINHALTE   | LERNSTOFF  | THEORIE   | PRAXIS                              | SEKTORIEL<br>L                      |
|---|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Gesetzgebung  | <p>Gesetzgebung bezüglich der Verwendung von PSM (Schutzgebiete, einzuhaltende Abstände,...)</p> <p>Auswirkungen bei Nichteinhaltung der Gesetzgebung</p> <p>Bestimmungen über die Maßnahmen zum Schutz der Arbeitnehmer</p> <p>Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber jeder Art Phytolizenz</p>   | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>                   |                                     |                                     |
| Strategien und Verfahren zum integrierten Schutz der Kulturen<br>Prophylaxe und alternative Bekämpfungsmittel | <p>Begriff der integrierten Schädlingsbekämpfung</p> <p>Gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft für die Kontrolle der Schädlinge und Krankheiten (Fruchtwechsel, Sortenwahl, Düngung und Behandlung der organischen Stoffe, nützliche Organismen, ...)</p> <p>Optimale Benutzung der Kontrollprodukte: Diagnose, Alarm- und Eingriffsschwelle</p> <p>Biologische, physikalische und sonstige nicht chemische nachhaltige Methoden</p> <p>Warndienst</p> <p>Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> |

**Pflanzenschutzmittel (PSM)**

|   |   |       |                                      |                                      |  |                                 |
|---|---|-------|--------------------------------------|--------------------------------------|--|---------------------------------|
| <i>Definition</i>                                       | Definition der PSM einschließlich der Bio-Pestizide<br>Klassifizierung, Kategorie und Formulierung der PSM<br>Phytoweb<br>Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den<br>Anwendungsverfahren<br>Assoziierung und Vermischung von PSM: Vor- und<br>Nachteile   | 15,00 | X<br>X<br>X<br>X<br>X                |                                      |  |                                 |
| <i>Entzifferung<br/>eines<br/>Etiketts</i>              | Analyse der auf dem Etikett stehenden Informationen   |       | X                                    | X                                    |  |                                 |
| <i>Zubereitung<br/>der<br/>Pflanzensch<br/>utzbrühe</i> | Verständnis der Sicherheitsdatenblätter<br>Vorsorgemaßnahmen bei der Zubereitung der Brühe<br><br>Volumen-, Flächen-, Abstands- und Gewichtseinheiten<br>Berechnungen im Hinblick auf die Zubereitung der Brühe<br>(Verdünnung, Umrechnung, Dosis)  |       | X<br>X                               | X<br>X                               |  |                                 |
| <i>Versprühen</i>                                       | Basiseinstellungen, Eichung, Funktion und Wartung<br>Grundsätze für die niedrigen Volumeneinheiten<br>Wirtschaftliche Interventionschwelle<br>Bewährte Sprühverfahren (Wetter, ...)<br>Füllen des Sprühgeräts<br>Reinigung der Sprühgeräte und Kanister<br>Rückgewinnung und Entsorgung des mit PSM belasteten<br>Wassers |       | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X |  | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X |
| <i>Lagerung</i>   | Einrichtung und Verwaltung des Raums zur Lagerung von<br>PSM<br>Lagerung und Entsorgung der Verpackungen  |       | X<br>X                               | X<br>X                               |  |                                 |

|                        |   |  |       |                                      |          |
|------------------------|---|--|-------|--------------------------------------|----------|
| <b>Risiken der PSM</b> | <i>Für den Menschen</i>                   | (Akute und chronische) Toxizität und sonstige Gefahren der PSM<br>Kontaminierungswege<br>Auswirkungen einer Kontaminierung auf die Gesundheit des Benutzers und Verbrauchers<br>Bewährte Praktiken für den Benutzer und für Dritte<br>Erste Hilfe<br>Schutz gegen das Eindringen von PSM in den Körper:<br>- Schutz der Haut (Handschuhe, Schutzkleidung)<br>- Schutz der Atemwege (Masken, Filter)<br>- Schutz der Augen<br>Lagerung, Instandhaltung und Entsorgung der persönlichen Schutzausrüstungen | 10,00 | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | (X)<br>X |
|                        | <i>Für die Umwelt</i>                     | Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...)<br>Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen)<br>Streuung der PSM in der Luft<br>Ökotoxizität<br>Entstehung von Resistenzen  |       | X<br>X<br>X<br>X<br>X                |          |
|                        | <i>Manipulation sfehler und - unfälle</i> | Arten von Fehlern und Unfällen<br>Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen<br>Zu unternehmende Schritte  |       | X<br>X<br>X                          |          |

|   |  |  |       |   |   |
|---|--|--|-------|---|---|
| <b>Angewandte Schädlingsbekämpfung</b><br>(wahlweise unter: Ackerbau, Industriegemüse, Gartenbaukultur, Obstbau, Einrichtung Parks und Gärten, fortschrittliche Kulturen und Baumschulen) | Algemeine Grundsätze der Botanik   | Morphologie und Erkennung der Pflanzen (Dauerpflanzen, Einkeimblättrige, Zweikeimblättrige, ...) und Zusammenhang mit den Anwendungsverfahren  | 15,00 | X | X |
|   | Wachstums- und Entwicklungsprozesse der Pflanzen (Photosynthese, Wasser- und Nährstoffaufnahme, ...)                             |  |       | X |   |
| Ursachen der Pflanzenschäden (Adventivpflanzen, Schädlinge Pflanzenkrankheiten)   | Art der Schäden  |  |       | X |   |
|   | Schädlinge, Krankheiten und Mängel   |  |       | X |   |
|   | Witterschäden (Wasser, Sonne, Wind, Frost, Verschmutzung ...)  |  |       | X |   |
|   | Unerwünschte Kräuter   |  |       | X |   |
|   | Pflanzenschädlichkeit  |  |       | X |   |
|   | Folgen der Schäden auf die Pflanze: qualitative und quantitative Auswirkungen (Leistung, organoleptische Qualität, Aussehen ...) |  |       | X |   |
|   | Wahl der Behandlung je nach dem Entwicklungsstadium des Schädlings und der Pflanze   |  |       | X |   |
|   |  |  |       | X |   |
|   | Spezifische Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung  | Arten von Sprüngeräten: Rückenspritzen und sonstige Geräte + Spritzdüsen ( <i>nur für die betreffenden Sektoren</i> )<br>Wahl der Ausrüstung und des Zubehörs<br>Sonstige Besonderheiten |       | X | X |
|   |  |  |       | X | X |
| Kommunikation mit Dritten<br>Kommunikation gegenüber P1   | Kommunikation mit Anwohnern, Vorbeigängern, ...  |  | X     |   |   |
|   | Mitteilung der Arbeitsvorschriften und der Regeln für die Einrichtung des Raums zur Lagerung von PSM                             |  | X     |   |   |
| <b>Bewertung / Prüfung</b>  |  |  |       |   |   |
|   | <b>INSGESAMT</b>   |  | 60,00 |   |   |



**Ausbildungsprogramm Phytolizenz P3 – Vertrieb/Beratung**

Die nachstehenden Lerninhalte müssen für alle verschiedenen Bereiche behandelt werden

| LERNINHALTE         | LERNSTOFF   | THEORIE | PRAXIS |
|---------------------|---|---------|--------|
| <b>Gesetzgebung</b> | Gesetzgebung über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung von Pflanzenschutzmitteln   | X       | X      |
|                     | Gesetzgebung über die nachhaltige Verwendung von Pestiziden, einschließlich der Verringerung des Pestizideinsatzes  | X       | X      |
|                     | Die Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber jeder Art Phytolizenz  | X       | X      |
|                     | Gesetzgebung über die Maschinen zur Anwendung von Pestiziden + über die obligatorische Kontrolle der Spritzgeräte einschließlich der zugelassenen Kontrolleinrichtungen, denen die Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette die Kontrolle der Spritzgeräte anvertrauen kann | X       | X      |
|                     | Gesetzgebung über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode bei Kernobst, die Kontrolleinrichtungen sowie die Erzeuger, die diese Methode anwenden  | X       | X      |



**Pflanzenschutzmittel  
(PSM)**

|  |   |   |       |   |   |
|--|---|---|-------|---|---|
| <i>Definition</i>  | Definition der PSM, einschließlich der Bio-Pestizide                | X   | 30,00 | X |   |
|  | Klassifizierung, Kategorie und Formulierung der PSM                 | X   |       | X |   |
|  | Phytoweb  | X   |       |   |   |
|  | Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den Anwendungsverfahren | X   |       |   |   |
|  | Assoziierung und Vermischung von PSM: Vor- und Nachteile            | X   |       |   |   |
|  | Identifizierung und Gefahren von illegalen PSM                      | X   |       |   |   |
|  | <i>Entzifferung eines Etiketts</i>                                  | Analyse der auf dem Etikett stehenden Informationen |       | X | X |
|  |   | Verständnis der Sicherheitsdatenblätter             |       | X | X |
|  | <i>Zubereitung der Pflanzenschutzbrühe</i>                          | Vorsorgemaßnahmen bei der Zubereitung der Brühe     |       | X | X |
|  |   | Volumen-, Flächen-, Abstands- und Gewichtseinheiten |       | X | X |
| Berechnungen im Hinblick auf die Zubereitung der Brühe (Verdünnung, Umrechnung, Dosis) |   | X   | X     |   |   |
| Basiseinstellungen, Eichung, Funktion und Wartung                                      |   | X   | X     |   |   |
| Grundsätze für die niedrigen Volumen   |   | X   | X     |   |   |
| <i>Versprühen</i>  | Wirtschaftliche Interventionsschwelle                               | X   | X     |   |   |
|  | Bewährte Sprühverfahren (Wetter, ...)                               | X   | X     |   |   |
|  | Füllen des Sprühgeräts  | X   | X     |   |   |
|  | Reinigung der Sprühgeräte und Kanister                              | X   | X     |   |   |
|  | Rückgewinnung und Entsorgung des mit PSM belasteten Wassers         | X   | X     |   |   |
|  | Einrichtung und Verwaltung des Raums zur Lagerung von PSM           | X   | X     |   |   |
|  | Lagerung und Entsorgung der Verpackungen                            | X   | X     |   |   |

| Risiken der PSM                         |   |       |   |     |   |
|---|---|-------|---|-----|---|
| <i>Für den Menschen</i>                 | (Akute und chronische) Toxizität und sonstige Gefahren der PSM                                      | 21,00 | X |     |   |
|   | Kontaminierungswege   |       | X |     |   |
|   | Auswirkungen einer Kontaminierung auf die Gesundheit des Benutzers und Verbrauchers                 |       | X |     |   |
|   | Bewährte Praktiken für den Benutzer und für Dritte  |       | X |     |   |
|   | Erste Hilfe   |       | X | (X) |   |
|   | Schutz gegen das Eindringen von PSM in den Körper:  |       | X |     | X |
|   | - Schutz der Haut (Handschuhe, Schutzkleidung)  |       |   |     |   |
|   | - Schutz der Atemwege (Masken, Filter)  |       |   |     |   |
|   | - Schutz der Augen  |       |   |     |   |
|   | Lagerung, Instandhaltung und Entsorgung der persönlichen Schutzausrüstungen                         |       | X |     | X |
| <i>Für die Umwelt</i>                   | Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...) |       | X |     |   |
|   | Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen)                                |       | X |     |   |
|   | Streuung der PSM in der Luft  |       | X |     |   |
|   | Ökotoxizität  |       | X |     |   |
|   | Entstehung von Resistenzen  |       | X |     |   |
| <i>Manipulationsfehler und -unfälle</i> | Arten von Fehlern und Unfällen  |       | X |     |   |
|   | Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen  |       | X |     |   |
|   | Zu unternehmende Schritte   |       | X |     |   |

|  |  |  |   |                         |
|--|--|--|---|-------------------------|
| <b>Angewandte<br/>Schädlingsbekämpfung</b> | <p><i>Allgemeine Grundsätze der Botanik</i></p> <p><i>Grundsätze der Bekämpfung von Pflanzenkrankheiten und -schädlingen</i></p> | Morphologie und Erkennung der Pflanzen (Dauerpflanzen, Einkeimblättrige, Zweikeimblättrige, ...) und Zusammenhang mit den Anbauverfahren | X | 36,00                   |
|  |  | Wachstums- und Entwicklungsprozesse der Pflanzen (Photosynthese, Wasser- und Nährstoffaufnahme, ...)                                     | X |                         |
|  |  | Wechselwirkung Umwelt - hohen Pflanzen - Pathogenen  | X |                         |
|  |  | Pathogene (Arten und Entwicklungsstadien)  | X |                         |
|  |  | Unerwünschte Kräuter   | X |                         |
|  |  | Physiologische Schäden   | X |                         |
|  |  | Witterschäden (Wasser, Sonne, Wind, Frost, Verschmutzung ...)  | X |                         |
|  |  | Schäden durch Phytotoxizität   | X |                         |
|  |  | Schäden wegen Mangeln  | X |                         |
|  |  | Beschluss eines Bekämpfungsschemas   | X |                         |
|  |  | Wahl der Behandlung je nach dem Entwicklungsstadium des Schädlings und der Pflanze   | X |                         |
|  |  | Folgen der Schäden auf die Pflanze: qualitative und quantitative Auswirkungen (Leistung, organoleptische Qualität, Aussehen ...)         | X |                         |
|  |  | <i>Spezifische Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung</i>   |   |                         |
| <i>Kommunikation mit Dritten</i>           |  |  | X |                         |
| <i>Kommunikation gegenüber P1 und P2</i>   |  |  | X |                         |
| <i>Kommunikation mit der Kundschaft</i>    |  |  | X |                         |
| <b>Bewertung / Prüfung</b>                 |  |  |   | <b>INSGESAMT 120,00</b> |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstausschreibung und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz  
"Assistent - berufliche Nutzung" (P1) erforderlich sind

| Art der Bewertung   | Schriftliche Bewertung  |
|---|---|
| Inhalt der Bewertung  | Die Bewertung bezieht sich auf:<br>1° das <b>Erstausbildungsprogramm</b> , das den Zugang zur Phytolizenz "Assistent - berufliche Nutzung" (P1) ermöglicht<br>2° die <b>Lernziele</b> der Phytolizenz "Assistent - berufliche Nutzung" (P1)   |
| Durchführung der Bewertung  | <b>Die schriftliche Bewertung</b> wird in folgender Weise durchgeführt:<br>1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Assistent - Berufliche Nutzung" (P1) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt;<br>2° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens;<br>3° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt;<br>4° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt;<br>5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material. |
| Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren | Die Verwaltung benotet das <b>schriftliche Bewertungsformular</b> .   |
| Mindestergebnis   | Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.   |
| Erworbener Befähigungsnachweis  | "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1".  |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

Anhang 3 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz  
"Berufliche Nutzung" (P2) erforderlich sind

| Art der Bewertung   | Schriftliche Bewertung  |
|---|---|
| Inhalt der Bewertung  | Die Bewertung bezieht sich auf:<br>1° das <b>Erstausbildungsprogramm</b> , das den Zugang zur Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2) ermöglicht<br>2° die <b>Lernziele</b> der Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2)   |
| Durchführung der Bewertung  | <b>Die schriftliche Bewertung</b> wird in folgender Weise durchgeführt:<br>1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt;<br>2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt;<br>3° Die Prüfung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens;<br>4° Für jede Prüfung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt;<br>5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Prüfungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material. |
| Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren | Die Verwaltung benotet das <b>schriftliche Bewertungsformular</b> .   |
| Mindestergebnis   | Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.   |
| Erworbener Befähigungsnachweis  | "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P2".  |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

Anhang 4 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz  
"Vertrieb/Beratung" (P3) erforderlich sind

|   |  |
|---|--|
| Art der Bewertung   | Die Bewertung besteht aus:<br>1° einem <b>schriftlichen</b> Teil;<br>2° einem <b>mündlichen</b> Teil.  |
| Inhalt der Bewertung  | Die Bewertung bezieht sich auf:<br>1° das <b>Erstausbildungsprogramm</b> , das den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) ermöglicht;<br>2° die <b>Lernziele</b> der Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3);  |
| Durchführung der Bewertung  | <b>Die schriftliche Bewertung</b> wird in folgender Weise durchgeführt:<br>1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt;<br>2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt;<br>3° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens;<br>4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt;<br>5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material.<br><b>Die mündliche Bewertung</b> wird in folgender Weise durchgeführt:<br>1° Die Verwaltung erstellt eine Liste von mündlichen Fragen, die den ganzen Lehrstoff abdecken, sowie ein Bewertungsraster mit den Kriterien und Indikatoren;<br>2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt;<br>3° Die Verwaltung bestimmt mindestens zwei Personen, die den "Prüfungsausschuss" bilden;<br>4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, so dass die Bewertung den ganzen Lehrstoff abdeckt;<br>5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Modalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material. |
| Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren | Die Verwaltung benotet das <b>Bewertungsformular</b> .   |
| Mindestergebnis   | Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent insgesamt und mindestens 60 Prozent für jeden Teil der Bewertung.   |
| Erworbener Befähigungsnachweis  | "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P3".   |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

Anhang 5 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz  
"Vertrieb/Beratung - nicht berufliche Produkte" (NP) erforderlich sind

|                            |  |
|----------------------------|--|
| Art der Bewertung          | <b>Schriftliche Bewertung;</b>   |
| Inhalt der Bewertung       | Die Bewertung bezieht sich auf:<br>1° das <b>Erstausbildungsprogramm</b> , das den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP) ermöglicht;<br>2° die <b>Lernziele</b> der Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP);  |
| Durchführung der Bewertung | <b>Die schriftliche Bewertung</b> wird in folgender Weise durchgeführt:<br>1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt;<br>2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt;<br>3° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens;<br>4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt;<br>5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, Dokument oder Material. |

| Art der Bewertung   | Schriftliche Bewertung;  |
|---|--|
| Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren | Die Verwaltung <b>benotet das schriftliche Bewertungsformular.</b> |
| Mindestergebnis   | Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.                            |
| Erworbener Befähigungsnachweis  | "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss NP"                |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

#### Anhang 6 - Liste der für einen Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Ausbildungszentrum zu übermittelnden Angaben

Der Zulassungs- oder Erneuerungsantrag eines Ausbildungszentrums wird von dem Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht. Ihm werden mindestens die folgenden Unterlagen und Auskünfte beigefügt:

1. Identifizierung des Ausbildungsanbieters:

- a) Beschreibung/Darstellung der Struktur (einschließlich der Unternehmensnummer);
- b) Kontaktangaben des Ausbildungsanbieters;
- c) Gesellschaftssitz des Ausbildungsanbieters;
- d) Tätigkeitsort;
- e) Kontaktperson für die Bearbeitung der Akte;

2. Die Beschreibung der materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen, die für das ordnungsgemäße Funktionieren des Ausbildungszentrums erforderlich sind, einschließlich:

- a) der Kopie der Bescheinigung über den Abschluss einer Haftpflichtversicherung, die mindestens jede Gefahr, die von dem Teilnehmer ausgeht oder der dieser ausgesetzt ist, abdeckt;
- b) der technischen und logistischen Mittel sowie des Lehrmaterials für die Organisation der Aktivitäten des Ausbildungszentrums;
- c) der Liste des Verwaltungspersonals, das für die einwandfreie Verwaltung des Ausbildungszentrums erforderlich ist, einschließlich auf dem Gebiet der Betreuung und der Koordinierung der Aktivitäten;
- d) des an den Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt gerichteten Antrags, um die Ausbildungen, die die Inhaber einer Phytolizenz absolviert und erfolgreich abgeschlossen haben, direkt eintragen zu dürfen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

#### Anhang 7 - Formular zur Beantragung oder Erneuerung der Zulassung für ein Weiterbildungsmodul

1. Allgemeine Angaben

- i. Titel des Weiterbildungslehrgangs
- ii. Weiterbildungsthemen einschließlich der aufgrund von Kapitel 3 Abschnitt 2 anerkannten Themen
- iii. Art der Phytolizenz
- iv. Zielgruppe
- v. Jahr
- vi. Ausbilder

2. Zielsetzungen

Welche Kompetenzen wird der Lehrgang entwickeln?

3. Allgemeine Beschreibung des Weiterbildungsmoduls auf Französisch (das vollständige Programm wird im Anhang beigefügt)

4. Gesamte Dauer des Lehrgangs in Stunden



5. Preis des Lehrgangs

6. Bezuschussung

Wird dieser Lehrgang durch die Wallonische Region, die Föderation Wallonie-Brüssel oder eine Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses unterliegt, bezuschusst?

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

#### Anhang 8: Einschreibebestätigung für ein Weiterbildungsmodul für die Phytolizenz

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr ....  
..... sich am .....  
bei dem Ausbildungszentrum .....angemeldet hat, um am .....  
an dem Weiterbildungslehrgang teilzunehmen, der für die Erlangung oder die Erneuerung der Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Phytolizenz Px notwendig ist.

Unterschrift

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

#### Anhang 9 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P1

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr ....  
..... (Nationalregisternummer: .....)  
am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

#### **Bei nicht erfolgreichem Abschluss:**

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr ....  
..... (Nationalregisternummer: .....)  
am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr ..... kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr .....  
..... verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

**Anhang 10 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P2**

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P2** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

**Bei nicht erfolgreichem Abschluss:**

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr ..... kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P2 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr ..... verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

**Anhang 11 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P3**

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P3** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

**Bei nicht erfolgreichem Abschluss:**

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr ..... kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P3 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr ..... verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

**Anhang 12 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz NP**

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung NP** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

**Bei nicht erfolgreichem Abschluss:**

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr .....  
(Nationalregisternummer: .....) am ..... eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr ..... kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung NP keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr ..... verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

**Anhang 13 - Protokoll der Einsichtnahme in die schriftliche/mündliche Bewertung**

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

erklärt die/der Unterzeichnete, Frau/Herr .....  
in ihre/seine schriftliche Prüfungsarbeit bei der Verwaltung Einsicht genommen zu haben oder Erklärungen betreffend die am ..... abgelegte mündliche Prüfung von den bewertenden Personen erhalten zu haben.

Dieser Bericht, der am ..... erstellt wurde, wird der Verwaltung innerhalb von fünf Werktagen nach der Einsichtnahme oder nach der Bitte um Erklärungen übermittelt. Eine Abschrift wird dem Teilnehmer übergeben.

Unterschrift des Teilnehmers

Ort und Datum

Unterschrift der bewertenden Person

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27140]

**24 MEI 2016. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolizentie**

De Minister van Leefmilieu, van Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.5, D.6, D.95, D.102, D.104 tot D.105, D.113 en D. 114;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de aanvullende voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie, inzonderheid op de artikelen 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 en 18 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het advies 59191/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr 7, gegeven op 4 april 2016,

Besluit :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

### Afdeling 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

In afwijking van het eerste lid, zijn de bepalingen betreffende de organisatie van cursussen voor de fytolicensie overeenkomstig artikel D.95 van het Landbouwwetboek van toepassing op het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder : besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 : besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie.

### Afdeling 2. — Erkenning van de opleidingscentra

**Art. 3.** § 1. Elk centrum dat erkend wenst te worden overeenkomstig hoofdstuk 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 om de aanvankelijke of voortgezette opleidingen te organiseren, dient de gegevens vermeld in bijlage 6 bij dit besluit bij de administratie in minstens zestig dagen voor de organisatie van de eerste opleidingsactiviteit.

In afwijking van vorig lid kunnen de centra die voldoen aan 1° tot 5° van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 erkend worden of een verlenging van hun erkenning krijgen na eenvoudig verzoek via e-mail, gericht aan de administratie.

§ 2. Voor de erkenningsaanvraag wordt, binnen de vijftien dagen na versturen ervan, een bericht van ontvangst gekregen.

Op het bericht van ontvangst wordt de datum van ontvangst vermeld, evenals het feit of de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, richt de administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek een bericht aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de dertig dagen na ontvangst van dat bericht te vervolledigen.

Als die termijn eenmaal verstreken is of indien de aanvullende gegevens niet van dien aard zijn dat ze het dossier op nuttige wijze aanvullen, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De administratie licht de aanvrager daar binnen de vijftien dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn over in.

**Art. 4.** § 1. Elk centrum dat zijn erkenning om de aanvankelijke of voortgezette opleidingen overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 verlengd wenst te zien, dient de gegevens vermeld in bijlage 6 van dit besluit bij de administratie in binnen de termijn opgelegd bij en bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016.

§ 2. De bepalingen bedoeld in artikel 3, § 2, zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de procedure betreffende de aanvraag tot verlenging van de erkenning.

### Afdeling 3. — Deelnamekosten

**Art. 5.** § 1. Als de overheid de opleidingsactiviteiten subsidieert, mogen de deelnamekosten het opleidingscentrum geen winst opleveren. De deelname in de kosten dekt een redelijk gedeelte dat de algemene, niet onder subsidie vallende kosten voortvloeiend uit zijn opleidingsactiviteit niet mag overstijgen.

§ 2. De administratie kan van de kandidaten een evaluatiekostprijs vragen met een, te indexerende, maximumbedrag van :

1° 50 euro voor fytolicensies P1, P2 en NP;

2° 100 euro voor fytolicensie P3.

De bedragen vermeld in dit besluit volgen de ontwikkeling van de gezondheidsindex zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Jaarlijks op 1 januari worden de bedragen aangepast. Het basisindexcijfer is het indexcijfer van toepassing op 1 januari 2016.

HOOFDSTUK 2. — *Opleidingenverstrekkers*

**Art. 6.** De opleiders :

- 1° voor de aanvankelijke en voortgezette opleidingen betreffende fytolicensies P1, P2 en P3, zijn houder van een fytolicensie « Distributie/voorlichting » (P3) of equivalent ervan in een andere lidstaat ;
- 2° voor de aanvankelijke en voortgezette opleiding, tonen aan dat ze over een bijgehouden kennis beschikken in verband met de onderwerpen die verband houden met de opleidingsinhoud.

Betreffende 1° zijn de opleidingenverstrekkers in het geval van een opleiding voor het verkrijgen of het verlengen van een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) houder van een fytolicensie « Distributie/voorlichting » (P3) of een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) of equivalent ervan in een andere lidstaat.

In afwijking van 1° hoeven de leraren van het vrij en het officieel net in het kader van hun cursussen, evenals de experts die optreden in het kader van aanvankelijke en voortgezette opleidingen op specifieke thema's die niet verband houden met fytofarmaceutische producten niet noodzakelijk houder te zijn van een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" of « Distributie/Voorlichting ».

De gegevens aan de hand waarvan aangetoond wordt dat de opleidingenverstrekkers voldoen aan de vereiste voorwaarden worden op haar aanvraag aan de administratie overgemaakt.

HOOFDSTUK 3. — *De aanvankelijke en voortgezette opleidingen**Afdeling 1. — Bewijs van het belang om een opleiding te volgen*

**Art. 7.** Om toegang te krijgen tot de opleidingen, toont de deelnemer op verzoek van het opleidingscentrum met elk rechtsmiddel aan ofwel :

- 1° een belang om opleidingen inzake fytolicensie te volgen ;
- 2° dat de functie die hij uitoefent het houden van een fytolicensie noodzakelijk maakt.

*Afdeling 2. — De aanvankelijke opleiding*

**Art. 8.** De programma's van de aanvankelijke opleidingen die de voorwaarden regelen voor de toegang tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik" (P1), "Professioneel gebruik" (P2), "Distributie/Voorlichting (P3)" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)", bedoeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013, worden omschreven in bijlage 1.

*Afdeling 3. — De voortgezette opleiding*

**Art. 9.** Overeenkomstig de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 is de voortgezette opleiding noodzakelijk in het kader van de verlenging van de fytolicensie van een kandidaat of als het slagen voor de evaluatie of het verkrijgen van het diploma of het getuigschrift van een kandidaat dateert van zes jaar voor de aanvraag tot toekenning van de fytolicensie.

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 38 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 houdt de voortgezette opleiding betreffende de fytolicensies "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)", "Assistent professioneel gebruik" (P1), "Professioneel gebruik" (P2) of "Distributie/Voorlichting (P3)" de deelname in aan respectievelijk twee, drie, vier en zes opleidingsmodules die één of meerdere onderwerpen van bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 behandelen.

**Art. 11.** § 1. Een module van de voortgezette opleiding heeft een minimumduur van twee uur.

§ 2. Elke module van de voortgezette opleiding wordt door de administratie erkend.

Een opleidingscentrum dient minstens dertig dagen voor de organisatie van de eerste activiteit van de voortgezette opleiding een erkenningsaanvraag bij de administratie in voor de module(s) van de voortgezette opleiding die de gegevens vermeld in bijlage 7 bevatten.

De administratie geeft een ontvangstbericht van de erkenningsaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan af.

Op het bericht van ontvangst wordt de datum van ontvangst vermeld, evenals het feit of de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, richt de administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek een bericht aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de vijftien dagen na ontvangst van dat bericht te vervolledigen.

Als die termijn eenmaal verstreken is of indien de aanvullende gegevens niet van dien aard zijn dat ze het dossier op nuttige wijze aanvullen, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De administratie licht de aanvrager daar binnen de vijftien dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn over in.

De administratie neemt haar beslissing en geeft er kennis van aan de aanvrager binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier.

**Art. 12.** Een opleidingsmodule wordt erkend voor een periode van maximum drie jaar, waarbij die periode de erkenningsduur van het opleidingscentrum niet mag overschrijden.

Een opleidingsmodule wordt enkel één maal in de loop van de periode bedoeld in lid 1 erkend, behalve als het opleidingscentrum deze substantieel wijzigt.

Indien het opleidingscentrum een gegeven bedoeld in bijlage 7 bij dit besluit lichtjes wijzigt, geeft het daar onmiddellijk bij elk middel dat een vaste datum verleent aan het bericht in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek kennis van aan de administratie.

**Art. 13.** Ten vroegste zestig dagen vóór de einddatum van de geldigheidsduur van zijn erkenning kan een centrum een aanvraag tot verlenging van de opleidingsmodules indienen bij de administratie, volgens het model bepaald in bijlage 7 bij dit besluit.

De procedure bedoeld in artikel 11 is *mutatis mutandis* van de toepassing op de aanvragen tot verlenging van de opleidingsmodules.

**Art. 14.** De modules van de voortgezette opleiding staan open voor iedere persoon ingeschreven volgens de modaliteiten bedoeld bij dit besluit die voldoen aan de voorwaarden verwoord in afdeling 1.

Indien de kandidaat daar de aanvraag toe indient, verstrekt het opleidingscentrum hem een inschrijvingsattest met vermelding van de gegevens bedoeld in bijlage 8.

**Art. 15.** Voor elke vormingsmodule ondertekent de kandidaat een aanwezigheidsblad bij het begin en aan het einde van de module, waarop zijn naam, voornaam, geboortedatum en –plaats vermeld zijn en, indien hij reeds houder is van een fytollicentie, het nummer ervan.

Het opleidingscentrum maakt de aanwezigheidslijst binnen de tien werkdagen volgend op de opleidingsmodule aan de administratie over.

**Art. 16.** Bij schrapping van de opleidingsmodule stelt het betrokken opleidingscentrum de administratie daar onmiddellijk van in kennis en verwijst de kandidaten naar de website van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 17.** Wanneer de erkenning voor de voortgezette opleiding overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 wordt ingetrokken, schrapt het opleidingscentrum onverwijld de geprogrammeerde opleidingen en worden de kandidaten naar andere opleidingscentra doorverwezen.

In voorkomend geval worden de inschrijvingskosten aan de deelnemers terugbetaald.

**Art. 18.** Uiterlijk dertig dagen na de opvolging van iedere module voor de voortgezette opleiding maakt het opleidingscentrum dat de aanvraag daartoe indient bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu de gegevens betreffende de vernieuwing van de fytollicentie over aan die dienst.

#### HOOFDSTUK 4. — *Evaluatie*

**Art. 19.** De administratie organiseert de evaluaties waarvan de inhoud en de methodes bepaald zijn in de bijlagen 2, 3, 4 en 5.

#### HOOFDSTUK 5. — *Sanctie van de evaluatie*

**Art. 20.** De administratie corrigeert de evaluatie volgens de modaliteiten bepaald in de bijlagen 2, 3, 4 en 5.

**Art. 21.** Binnen de dertig dagen na de datum van de evaluatie corrigeert de administratie de schriftelijke evaluaties en verstrekt de kandidaat een attest van welslagen of niet-slagen.

De attesten bedoeld in lid 1 vermelden de gegevens bedoeld in bijlage 9, 10, 11 of 12 in functie van de beoogde fytollicentie.

**Art. 22.** Het attest van welslagen bedoeld in artikel 21 heeft in functie van de beoogde fytollicentie volgend opschrift als titel : « Attestation de réussite de l'évaluation P1 (Attest van welslagen voor de evaluatie P1) », « Attestation de réussite de l'évaluation P2 (Attest van welslagen voor de evaluatie P2) », « Attestation de réussite de l'évaluation P3 (Attest van welslagen voor de evaluatie P3) », « Attestation de réussite de l'évaluation NP (Attest van welslagen voor de evaluatie NP) ».

**Art. 23.** Als de kandidaat niet slaagt voor de evaluatie, wordt hem bij de administratie inzage in zijn kopij van de schriftelijke evaluatie verleend of kan hij uitleg vragen van de evaluatoren bij zijn mondelinge evaluatie, binnen de dertig dagen te rekenen van de datum van kennisgeving van de uitslag van de evaluatie.

Elke inzage of elke vraag om uitleg wordt in een proces-verbaal vastgelegd, waarvan het model opgenomen is in bijlage 13 en aan de administratie gericht binnen de vijf werkdagen volgend op bedoelde inzage of uitleg.

#### HOOFDSTUK 6. — *Beroepsmiddel*

**Art. 24.** Na de inzage of de uitleg bedoeld in artikel 23 kan de kandidaat een beroep bij de administratie indienen tegen de uitslag van de evaluatie binnen de tien dagen te rekenen van de datum van inzage of uitleg bedoeld in artikel 23.

De administratie meldt ontvangst van elk beroep binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan.

De administratie geeft kennis van haar beslissing aan de kandidaat binnen de dertig dagen van de ontvangst van het beroep.

**Art. 25.** Er kan een beroep tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 3, 4, 11 en 13 ingediend worden bij de Administratie binnen dertig dagen van de kennisgeving van haar beslissing bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de benaming of de firmanaam van het centrum, haar rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die het beroep mag instellen;
- 2° de middelen aangevoerd tegen de omstreden beslissing.

De administratie behandelt het beroep en maakt een voorstel tot gemotiveerde beslissing over aan de Minister binnen de dertig dagen van de ontvangst van het beroep.

De Minister beslist binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het beroep en deelt binnen de vijftien dagen van het aannemen van haar beslissing, deze beslissing mee bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

#### HOOFDSTUK 7. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 26.** Het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytollicenties "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP" wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 8. — *Slotbepaling*

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 mei 2016.

**Bijlage 1. Aanvankelijke opleiding**

| Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden  |  |
|--|--|
| WaaIs ontwerp-programma voor de vermindering van pesticiden (PWRP)-Fytocentrie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP)- Opleidingsprogramma  |  |
| Opleidingsprogramma uitgewerkt in samenwerking met "IPES Ath", "CTHCF", "DGO5" van de Waalse Overheidsdienst en "Comité Régional Phyto" (Gewestelijk comité Fyto)  |  |
| Thema's  | Indicatief<br>uurvolume                          |
| Wetgeving  | 1h   |
| <p>Koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen</p> <p>Koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik</p> <p>Koninklijk besluit van 10 januari 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik (+ FAQ (frequently asked questions) splitsing van de erkenningen)</p> <p>Toekomstige Waalse wetgeving</p>          |  |
| Gewasbeschermingsmiddelen voor niet-professioneel gebruik (GBM NP)   | 2h   |
| Definitie van de gewasbeschermingsmiddelen voor niet-professioneel gebruik (GBM NP): glossarium  |  |
| Classificatie van de GBM's NP  |  |
| Werkingswijze  |  |
| Phytowebe  |  |
| Basis voor de plantenproductie en goede praktijken inzake tuinverzorging   | 3h   |
| Plantkunde (gesimplificeerde morfologie, gesimplificeerde taxonomie,...)   |  |
| Oorzaken en schade aan de planten (vernielers, parasitaire ziekten, niet-parasitaire ziekten en pedo-klimatologisch voorwaarden) goede praktijken inzake tuinverzorging  |  |
| Strategieën voor bestrijdingen en technieken IPM   | 7u (met inbegrip van één uur praktisch gedeelte) |
| <p>Voorstelling van de verschillende behandelingsystemen en alternatieve bestrijdingsmiddelen</p> <p>Keuze van de meest aangepaste techniek</p> <p>Keuze en dosering van het product</p> <p>Toepassing van de GBM's en naleving van de dosering</p> <p>Reiniging van het materiaal – verwijdering van de behandelingsresten en verpakkingen en vervallen producten</p> <p>Voorzorgen inzake opslag</p> <p>Decodering van het etiket (en ontwikkeling van de wetgeving)</p> <p>Bescherming van de gebruiker en van derden (Individuele Beschermingsuitrusting, instructies in geval van erkenning van de symptomen en in geval van vergiftiging, nuttige nummers)</p> |  |
| Risico's   | 2h   |

|              |   |
|--------------|---|
|              | Milieubescherming (effect op het milieu (niet tot de doelsoorten behorende planten, nuttige insecten, wilde fauna, biodiversiteit, OPW en GRW) tijdens/na het gebruik van de producten, beheer en verwijdering van de resten van pappen, behandelingsresten, goede praktijken en wettelijke verbodsbepalingen)  |
| Communicatie | <p>Vermogen om de verworven kennis op concrete manier over te brengen</p> <p>Procedure m.b.t. de analyse van een geval (identificatie van het probleem, het zoeken naar de geschikte oplossing(en), raadgevingen over de uitvoering van de geschikte oplossing (en))</p> <p>Vermogen om concrete oplossingen voor te stellen voor de praktische vragen m.b.t. de volgende thema's: beheer en behandeling van de verpakkingen, uitrusting, beheer en verwijdering van de behandelingsresten,...)</p> |

**PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLICENCE P1 ASSISTANT À USAGE PROFESSIONNEL**

| ONDERWERPEN                                 | INHOUD  | THEORIE          | PRAKTIJK         | SECTORAAL        |
|---|---|------------------|------------------|------------------|
| <b>Wetgeving</b>                            | Wetgevingen inzake het gebruik van de GBM (beschermingsgebieden, na te leven, afstanden,...)<br>Gevolgen in geval van niet-naleving van de wetgeving<br>Types fytolicenties en voorrechten van de houders van het fytolicentieniveau P1 | X<br>X<br>X      |                  |                  |
| <b>Bestrijdingsbeginselen chemische GBM</b> | Bestrijdingsmiddelen (identificatie en hantering van de hulpmachines, fysieke methodes, thermische onkruidbestrijdingsmethodes,...)<br>Optimaal gebruik van de controle-agentia/producten<br>Bestrijdingsapparaten en -technieken       | X<br>X<br>X      | X<br>X           | X<br>X<br>X      |
| <b>Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)</b>      | Definitie van de GBM's met inbegrip van de bio-pesticiden<br>Rangschikking van de GBM's<br>Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten<br>Phytoweb  | X<br>X<br>X<br>X |                  |                  |
| <b>Correct gebruik van de GBM's</b>         | <i>Decodering van een etiket</i><br><i>Voorbereiding van de pap</i><br><i>Verstuiving</i><br><i>Opslag van de GBM's</i>   | X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X |



|   |  |   |  |   |
|---|--|---|--|---|
| <p><b>Risico's van de GBM's</b> Voor de mens</p>  | <p>Opslag en verwijdering van de verpakkingen<br/>                 Toxiciteit (acuut en chronisch)<br/>                 Besmettingsmogelijkheden<br/>                 Gevolg van een besmetting op de gezondheid<br/>                 Goede praktijken voor de gebruiker en derden<br/>                 Eerste hulp<br/>                 Bescherming van het lichaam tegen de GBM's<br/>                 -Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij)<br/>                 -Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters)<br/>                 -Bescherming van de ogen<br/>                 -Bescherming van de verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI)</p> | <p>2,00</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>  | <p>(X)<br/>                 X</p>   |
| <p>Voor het milieu</p>  | <p>Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...)<br/>                 Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren)<br/>                 Het opduiken van weerstand</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p> | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>  | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>   |
| <p>Fouten en ongevallen tijdens de hantering</p>  | <p>Soorten fouten en ongevallen<br/>                 Risico's in verband met het gebruik van de machines<br/>                 Te ondernemen acties</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X</p>                        | <p>X<br/>                 X<br/>                 X</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X</p>  |
| <p><b>Toegepaste fytosanitaire bestrijding</b><br/>                 (naar keuze onder: grote gewassen, Industriële groenten, fruitteelt, Tuinbouwgewassen, inrichting parken en tuin bosboomkwekerijen)</p> | <p>Oorzaken van de schade aan de planten<br/>                 Typen schade<br/>                 Oorzaken van de schade<br/>                 Gevolgen van de schade op de planten<br/>                 Praktische toepassing van de bestrijdingsmiddelen<br/>                 Apparatuur/specifieke bestrijdings-technieken<br/>                 Communicatie met derden<br/>                 Communicatie met de P2 en/of de P3</p>  | <p>4,00</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p> | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p> |
| <p><b>Evaluatie/examen</b></p>  | <p>Communicatie met de P2 en/of de P3</p>  | <p>1,00</p>   | <p>X</p>   | <p>X</p>  |
| <p><b>TOTAAL</b></p>  | <p><b>TOTAAL</b></p>   | <p><b>16,00</b></p>   | <p><b>X</b></p>  | <p><b>X</b></p>   |

**PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLOGIE P2 UTILISATEUR À USAGE PROFESSIONNEL**

| ONDERWERPEN   | INHOUD  | THEORIE                              | PRAKTIJK                        | SECTORAAL                  |
|---|---|--------------------------------------|---------------------------------|----------------------------|
| Wetgeving   | Wetgeving betreffende het gebruik van de GBM's (beschermingsgebied, na te leven afstanden,...)<br>Gevolgen in geval van niet-naleving van de wetgeving<br>Bepalingen betreffende de beschermingsmaatregelen voor de werknemers<br>Typen fytotoxicities en voorrechten van de houders van elk niveau van fytotoxiciteit  | X<br>X<br>X<br>X                     |                                 |                            |
| Strategieën en technieken van geïntegreerde bescherming van de gewassen<br>Voorkomen van besmettelijke ziektes en alternatieve bestrijdingsmiddelen | 10,00<br><br>Begrip van geïntegreerde bestrijding<br>Goede landbouwpraktijken voor de controle van de vernielers van de gewassen en de ziektes (vruchtwisseling, raskeuze, bemesting en beheer van de organische stoffen, nuttige organismen,...)<br>Optimaal gebruik van de controleproducten<br>Diagnose, alarm- en interventiedrempel<br>De biologische, fysische methoden en andere duurzame niet-chemische methoden<br>Waarschuwingsdienst<br>Apparatuur en bestrijdingstechnieken | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X<br>X           | X<br>X<br>X<br>X           |
| Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)   | 15,00<br><br>Definitie<br>Omschrijving van de GBM's met inbegrip van de bio-pesticiden<br>Rangschikking, categorie en formulering van GBM's<br>Phytoweb<br>Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten<br>Verbinding en mengsel van GBM's: voordelen en nadelen<br>Analyse van de gegevens die op het etiket worden verstrekt   | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X      | X<br>X<br>X<br>X<br>X           |                            |
| Decodering van een etiket   | Begrip van de fiches met de veiligheidsgegevens   | X                                    | X                               |                            |
| Voorbereiding van de pap  | Te nemen voorzorgsmaatregelen tijdens de voorbereiding van de pap<br><br>Volume-eenheden, oppervlakte, afstand en gewicht<br>Berekening voor de voorbereiding van de pap (verduunning, omrekening, dosis)   | X<br>X<br>X                          | X<br>X<br>X                     |                            |
| Spuitmachine  | Basisregelingen, kalibratie, werking en onderhoud<br>Beginselen van de lage volumes<br>Economische interventiedrempel<br>Goede praktijken inzake verstuiving (weersomstandigheden,...)<br>Het vullen van de verstuiver<br>Reiniging van de verstuivers en kannen<br>Terugwinning en verwijdering van het water besmet met GBM's   | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X      | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X |

|                              |  |  |   |          |                                 |
|------------------------------|--|--|---|----------|---------------------------------|
|                              | Opslag   | Inrichting en beheer van het fyto-lokaal<br>Opslag en verwijdering van de verpakkingen   | X<br>X                                    | X        |                                 |
| <b>Risico's van de GBM's</b> | Voor de mens   | Toxiciteit (acuut en chronisch) en andere gevaren van de GBM's<br>Besmettingsmogelijkheden<br>Gevolg van een besmetting op de gezondheid van de gebruiker en van de consument<br>Goede praktijken voor de gebruiker en derden<br>Eerste hulp<br>Bescherming van het lichaam tegen de GBM's<br>-Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij)<br>-Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters)<br>-Bescherming van de ogen<br>Opslag, onderhoud en verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI) | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X | (X)<br>X |                                 |
|                              | Voor het milieu  | Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...)<br>Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren)<br>Verspreiding van de GBM's in de lucht<br>Ecotoxiciteit<br>Het opduiken van weerstand  | X<br>X<br>X<br>X<br>X                     |          |                                 |
|                              | Fouten en ongevallen tijdens de hantering  | Soorten fouten en ongevallen<br>Risiko's in verband met het gebruik van de machines<br>Te ondernemen acties  | X<br>X<br>X                               |          |                                 |
|                              | Algemene botanische beginselen   | Morfologie en erkenning van de planten (doorlevende planten, eenzaadlobbige planten, tweezaadlobbige planten,...) en verband met de toepassingsmodaliteiten  | X   |          | X                               |
|                              | Oorzaken van de schade aan planten/onkruid vernielers van de gewassen, ziektes van de planten) | Groei- en ontwikkelingsproces van de planten (fotosynthese, waterabsorptie, absorptie van voedingsstoffen,...)<br>Typen schade<br>Vernielers van de gewassen, ziektes en tekortkomingen<br>Schade aangericht door de weersomstandigheden (water, zon, wind, vorst, verontreiniging,...)<br>Onkruid<br>Fytotoxiciteit   | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X           |          | X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X<br>X |
|                              | Apparatuur/spe cifieke bestrijdings- technieken  | Praktische toepassing van de bestrijdingsmiddelen<br>Soorten verstuivers: rugsproeiers en andere verstuivers + soorten spuitdoppen (alleen voor de betrokken sectoren)<br>Keuze van het materiaal en van de hulpapparaten<br>Andere specificiteiten  | X<br>X<br>X<br>X                          | X        | X<br>X<br>X<br>X                |

**Toegepaste fyto-anitaire bestrijding** (naar keuze onder: Industriële groenten, tuinbouw, fruitteelt, inrichting parken en tuinen, grote gewassen en boomkwekerijen)

|                                   |   |       |  |
|-----------------------------------|---|-------|--|
| <i>Communicatie met derden</i>    | Communicatie met bewoners, voorbijgangers,...                                       | X     |  |
| <i>Communicatie t.o.v. derden</i> | Communicatie van de werkinstructies en van de inrichtingsregels van het fyto-lokaal | X     |  |
| <b>Evaluatie/examen</b>           | <b>TOTAAL</b>   | 60,00 |  |

### PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLOGICENCE P3 DISTRIBUTION/CONSEIL

De hierna vermelde onderwerpen moeten worden besproken voor het geheel van de verschillende sectoren

| ONDERWERPEN | INHOUD  | THEORIE   | PRAKTIJK             |
|-------------|---|---|----------------------|
| Wetgeving   | <p>Wetgevingen betreffende het op de markt brengen, het bewaren en het gebruiken van gewasbeschermingsmiddelen</p> <p>Wetgevingen betreffende de reductie van pesticiden, met inbegrip van hun gebruik in het kader van duurzame ontwikkeling</p> <p>Typen fytolicensies en voorrechten van de houders van elk niveau van fytolicensie</p> <p>Wetgevingen betreffende de machines bestemd voor het pesticidengebruik + wetgevingen betreffende de verplichte keuring van spuittoestellen, met inbegrip van de erkende controleorganen waaraan de controletaken van de spuittoestellen kunnen worden toevertrouwd door het FAVV</p> <p>Wetgevingen tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen</p> <p>Wetgevingen inzake de biologische productie, de etikettering en de controles van biologische producten</p> <p>Wetgevingen betreffende de autocontrole, de meldingsplicht en de traceerbaarheid in de voedselketen</p> <p>Wetgevingen betreffende de levensmiddelenhygiëne, de gehalten aan bestrijdingsmiddelenresiduen die op en in de levensmiddelen worden toegelaten</p> <p>Wetgevingen betreffende de bescherming van het aquatische milieu en het drinkwater (Waterwetboek: de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden, ...)</p> <p>Wetgevingen betreffende het gebruiken van gewasbeschermingsmiddelen in de door het publiek of kwetsbare groepen bezochte openbare ruimten en plaatsen</p> <p>Wetgevingen betreffende de milieuvergunning en de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, de ingedeelde installaties en activiteiten</p> <p>Wetgevingen met betrekking tot de randvoorwaarden</p> <p>Bepalingen betreffende de beschermingsmaatregelen voor de werknemers +</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> | <p></p> <p>12,00</p> |

|   |   |  |              |
|---|---|--|--------------|
|   | <p>bijhouden van de veiligheidsfiches<br/>                 Wetgevingen betreffende de statistieken voor pesticiden</p>  | <p>X<br/>                 X</p>  |              |
| <p><b>Strategieën en technieken van geïntegreerde bescherming van de gewassen</b></p> | <p>Begrip van geïntegreerde bestrijding<br/>                 Goede landbouwpraktijken voor de controle van de vernielers van de gewassen en de ziektes (vruchtwisseling, raskeuze, bemesting en beheer van de organische stoffen, nuttige organismen,...)<br/>                 Optimaal gebruik van de controleproducten diagnose, alarm- en interventiedrempel<br/>                 De biologische, fysische methoden en andere duurzame niet-chemische methoden<br/>                 Waarschuwingdienst<br/>                 Apparatuur en bestrijdingstechnieken</p> | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>   | <p>21,00</p> |
| <p><b>Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)</b></p>   | <p><i>Definitie</i><br/>                 Omschrijving van de GBM's met inbegrip van de bio-pesticiden<br/>                 Rangschikking, categorie en formulering van GBM's<br/>                 Phytoweb<br/>                 Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten<br/>                 Verbinding en mengsel van GBM's: voordelen en nadelen<br/>                 Identificatie en risico's van de illegale GBM's</p>   | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>  | <p>30,00</p> |
| <p><i>Decodering van een etiket</i></p>   | <p>Analyse van de gegevens die op het etiket worden verstrekt</p>   | <p>X<br/>                 X</p>  |              |
| <p><i>Voorbereiding van de pap</i></p>  | <p>Begrip van de fiches met de veiligheidsgegevens<br/>                 Te nemen voorzorgsmaatregelen tijdens de voorbereiding van de pap<br/>                 Volume-eenheden, oppervlakte, afstand en gewicht<br/>                 Berekening voor de voorbereiding van de pap (verdunning, omrekening, dosis)</p>  | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p>   |              |
| <p><i>Spuitmachine</i></p>  | <p>Basisregelingen, kalibratie, werking en onderhoud<br/>                 Beginselen van de lage volumes<br/>                 Economische interventiedrempel<br/>                 Goede praktijken inzake verstuiving (weersomstandigheden,...)<br/>                 Het vullen van de verstuiver<br/>                 Reiniging van de verstuivers en kannen<br/>                 Terugwinning en verwijdering van het water besmet met GBM's</p>  | <p>X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X<br/>                 X</p> |              |
| <p><i>Opslag</i></p>  | <p>Inrichting en beheer van het fyto-lokaal<br/>                 Opslag en verwijdering van de verpakkingen</p>   | <p>X<br/>                 X</p>  |              |

| Risico's van de GBM's   |              |  |                     |
|---|--------------|--|---------------------|
| <p><i>Voor de mens</i></p> <p>Toxiciteit (acuut en chronisch) en andere gevaren van de GBM's</p> <p>Besmettingsmogelijkheden</p> <p>Gevolg van een besmetting op de gezondheid van de gebruiker en van de consument</p> <p>Goede praktijken voor de gebruiker en derden</p> <p>Eerste hulp</p> <p>Bescherming van het lichaam tegen de GBM's</p> <p>-Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij)</p> <p>-Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters)</p> <p>-Bescherming van de ogen</p> <p>Opslag, onderhoud en verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI)</p>  | <p>21,00</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>  | <p>(X)</p> <p>X</p> |
| <p><i>Voor het milieu</i></p> <p>Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...)</p> <p>Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren)</p> <p>Verspreiding van de GBM's in de lucht</p> <p>Ecotoxiciteit</p> <p>Het opduiken van weerstand</p>  |              | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>  |                     |
| <p><i>Fouten en ongevallen tijdens de hantering</i></p> <p>Soorten fouten en ongevallen</p> <p>Risico's in verband met het gebruik van de machines</p> <p>Te ondernemen acties</p>  |              | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>   |                     |
| <p><b>Toegepaste fyto-sanitaire bestrijding</b></p> <p><i>Algemene botanische beginselen</i></p> <p>Morfologie van de planten (doorlevende planten, eenzaadlobbige planten, tweezaadlobbige planten, ...) en verband met de toepassingsmodaliteiten</p> <p>Groei- en ontwikkelingsproces van de planten (fotosynthese, waterabsorptie, absorptie van voedingsstoffen, ...)</p> <p>Interactie milieu – hoge planten – ziekteverwekkers</p> <p>Ziekteverwekkers (soorten en ontwikkelingsstadium)</p> <p>Onkruid</p> <p>Fysiologische schade</p> <p>Schade aangericht door de weersomstandigheden (water, zon, wind, vorst, verontreiniging, ...)</p> <p>Schade aangericht door de fytoxiciteit</p> <p>Schade aangericht door tekortkomingen</p> <p>Beslissingsschema voor de bestrijding</p> <p>Keuze van de behandeling volgens het ontwikkelingsstadium van de vernier van het gewas en van de plant</p> <p>Gevolgen van de schade op de planten kwantitatieve en kwalitatieve gevolgen (rendement, organoleptische kwaliteit, visuele kwaliteit, ...)</p> | <p>36,00</p> | <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> |                     |

| Apparatuur/specifieke bestrijdingstechnieken | Soorten verstuivers: rugsproeiers en andere verstuivers +<br>soorten spuitdoppen       |               |   |
|--|--|---------------|---|
|  | Keuze van het materiaal en van de hulpapparaten  | X             | X |
|  | Andere specificiteiten   | X             | X |
| <i>Communicatie met derden</i>               | Communicatie met bewoners, voorbijgangers,...  | X             |   |
| <i>Communicatie t.o.v. de P1 en de P2</i>    | Communicatie van de werkinstructies en van de<br>inrichtingsregels van het fyto-lokaal | X             |   |
| <i>Communicatie t.o.v. de klanten</i>        | Communicatie betreffende de verkoop en de voorlichting                                 | X             |   |
| <b>Evaluatie/examen</b>                      | <b>TOTAAL</b>  | <b>120,00</b> |   |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fyto-licentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie  
"Assistent professioneel gebruik" (P1)

| Type evaluatie  | Schriftelijke evaluatie  |
|---|--|
| Inhoud van de evaluatie   | De evaluatie heeft betrekking op:<br>1° het <b>programma van de aanvankelijke opleiding</b> die toegang geeft tot de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1)<br>2° de <b>pedagogische doelstellingen</b> van de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1)  |
| Organisatie van de evaluatie  | <b>De schriftelijke evaluatie</b> wordt georganiseerd als volgt:<br>1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen;<br>2° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst;<br>3° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangelegenheid betreft;<br>4° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst;<br>5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal. |
| Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier | Het Bestuur verbetert de <b>schriftelijke evaluatie</b> .  |
| Slaagdrempel  | Slaagdrempel: minimum 70 procent.  |
| Behaalde titel  | "Attest van welslagen voor de evaluatie P1".   |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

Bijlage 3. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie  
"Professioneel gebruik" (P2)

| Type evaluatie  | Schriftelijke evaluatie   |
|---|---|
| Inhoud van de evaluatie   | De evaluatie heeft betrekking op:<br>1° het <b>programma van de aanvankelijke opleiding</b> die toegang geeft tot de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2);<br>2° de <b>pedagogische doelstellingen</b> van de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2)  |
| Organisatie van de evaluatie  | <b>De schriftelijke evaluatie</b> wordt georganiseerd als volgt:<br>1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen;<br>2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst;<br>3° het examen neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst;<br>4° voor elk examen kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangelegenheid betreft;<br>5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de examenmodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal. |
| Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier | Het Bestuur verbetert de <b>schriftelijke evaluatie</b> .   |
| Slaagdrempel  | Slaagdrempel: minimum 70 procent.   |
| Behaalde titel  | "Attest van welslagen voor de evaluatie P2".  |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO



Bijlage 4. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie  
"Distributie/voorlichting" (P3)

|   |  |
|---|--|
| Type evaluatie  | De evaluatie omvat:<br>1° een <b>schriftelijke</b> evaluatie;<br>2° een <b>mondelinge</b> evaluatie.   |
| Inhoud van de evaluatie   | De evaluatie heeft betrekking op:<br>1° het <b>programma van de aanvankelijke opleiding</b> die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3);<br>2° de <b>pedagogische doelstellingen</b> van de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3);  |
| Organisatie van de evaluatie  | <b>De schriftelijke evaluatie</b> wordt georganiseerd als volgt:<br>1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen;<br>2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst;<br>3° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst;<br>4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangeleheid betreft;<br>5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal.<br><b>De mondelinge evaluatie</b> wordt georganiseerd als volgt:<br>1° het Bestuur maakt een lijst op van mondelinge vragen die betrekking hebben op het geheel van de aangeleheid alsook een examenrooster met de criteria en wijzers;<br>2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst;<br>3° het Bestuur identificeert minstens twee personen die de examencommissie samenstellen;<br>4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen opdat de evaluatie het geheel van de aangeleheid zou betreffen;<br>5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de modaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal. |
| Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier | Het Bestuur verbetert de <b>evaluatie</b> .  |
| Slaagdrempel  | Slaagdrempel: Minimum 70 procent in totaal met een minimum van 60 procent in elk evaluatiedeel.  |
| Behaalde titel  | "Attest van welslagen voor de evaluatie P3".   |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

Bijlage 5. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie  
"Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)"

| Type evaluatie          | Schriftelijke evaluatie   |
|-------------------------|---|
| Inhoud van de evaluatie | De evaluatie heeft betrekking op:<br>1° het <b>programma van de aanvankelijke opleiding</b> die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP);<br>2° de <b>pedagogische doelstellingen</b> van de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP); |

| Type evaluatie  | Schriftelijke evaluatie   |
|---|---|
| Organisatie van de evaluatie  | <b>De schriftelijke evaluatie</b> wordt georganiseerd als volgt:<br>1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen;<br>2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst;<br>3° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst;<br>4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangeleheid betreft;<br>5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of materiaal. |
| Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier | Het Bestuur <b>verbetert de schriftelijke evaluatie</b> .   |
| Slaagdrempel  | Slaagdrempel: minimum 70 procent.   |
| Behaalde titel  | "Attest van welslagen voor de evaluatie NP".  |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

Bijlage 6. Lijst van de elementen die overgemaakt moeten worden voor een aanvraag  
of een verlenging van erkenning als opleidingscentrum

De aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning van een opleidingscentrum wordt door de aanvrager bij het Bestuur ingediend en omvat minstens de volgende documenten en inlichtingen:

1. Identificatie van de opleidingsoperator:
  - a) beschrijving/voorstelling van de structuur (met inbegrip van het bedrijfsnummer);
  - b) personalia van de opleidingsoperator;
  - c) maatschappelijke zetel van de opleidingsoperator;
  - d) activiteitsplaats;
  - e) contactpersoon voor de behandeling van het dossier;
2. De omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van het opleidingscentrum, met inbegrip van:
  - a) het afschrift van het attest voor het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid die minstens elk risico voor de deelnemer dekt;
  - b) de technische en logistieke middelen alsook van de didactische uitrusting voor de organisatie van de activiteiten van het opleidingscentrum;
  - c) de lijst van het administratief personeel dat nodig is voor het goede beheer van het opleidingscentrum, met inbegrip van de begeleiding en de coördinatie van de activiteiten;
  - d) de aanvraag gericht aan de de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu om de opleidingen die de houders van fytolicensies gevolgd of geslaagd door de houders van fytolicensie rechtstreeks te kunnen coderen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

Bijlage 7. Formulier voor de aanvraag of de verlenging van erkenning van de module  
van de voortgezette opleiding

1. Algemene informatie
  - i. Naam van de opleiding
  - ii. Opleidingsthema's met inbegrip van de opleidingsthema's erkend krachtens hoofdstuk 3, afdeling 2
  - iii. Type fytolicensie
  - iv. Doelpubliek
  - v. Jaar
  - vi. Opleiders
2. Doelstellingen  
Wat zijn de bevoegdheden die de opleiding zal ontwikkelen?

3. Algemene beschrijving van de opleidingsmodule in het Frans (het volledige programma zal als bijlage gevoegd worden)

4. Totale duur van de opleiding in uren

5. Prijs van de opleiding

6. Subsidiëring

Wordt de opleiding door het Waalse Gewest, door de Federatie Wallonië-Brussel of door een openbare instelling gesubsidieerd geregeld door de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ?

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

#### Bijlage 8 : Inschrijvingsattest voor een module van de voortgezette opleiding voor de fytolicensie

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie, verklaar ik dat Mevrouw/de heer .....zich op.....heeft ingeschreven bij het opleidingscentrum.....om de voortgezette opleiding te volgen die nodig is voor het verkrijgen of de hernieuwing van het attest van welslagen voor de fytolicensie Px op.....

Handtekening

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

#### Bijlage 9. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicensie P1

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie, verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....) op ..... heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

Hierbij verstrek ik haar/hem een **attest van welslagen van de evaluatie P1**.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

#### In geval van zakken:

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie, verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....) op ..... niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

Mevr./de heer..... mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P1.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer ..... verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

## Bijlage 10. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicentie P2

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem **een attest van welslagen van de evaluatie P2.**

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

**In geval van niet-geslaagde evaluatie:**

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer ..... mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P2.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer ..... verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## Bijlage 11. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicentie P3

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem **een attest van welslagen van de evaluatie P3.**

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

**In geval van niet-geslaagde evaluatie:**

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer ..... mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P3.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer ..... verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## Bijlage 12. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicensie NP

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer .....  
 ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem een **attest van welslagen van de evaluatie NP**.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

**In geval van niet-geslaagde evaluatie:**

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer .....  
 ..... (rijksregisternummer: .....)

op ..... niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer .....  
 mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie NP.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer .....  
 verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 13. Raadplegingsnotulen van de schriftelijke/mondelijke evaluatie**

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ondergetekende Mevr./de heer .....  
 het afschrift van mijn schriftelijke evaluatie bij het Bestuur te hebben geraadpleegd of uitleggen te hebben gekregen van de onderzoekers betreffende de mondelinge evaluatie afgelegd op .....

Dit verslag dat op.-is opgemaakt, wordt binnen vijf werkdagen na de raadpleging of het vragen van uitleggen aan het Bestuur overgemaakt. Er wordt een afschrift aan de geëvalueerde persoon overgemaakt.

Handtekening van de geëvalueerde persoon

Plaats en datum

Handtekening van de examinerator

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202971]

**24 MARS 2016. — Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre des systèmes de télépéage sur le territoire des trois Régions**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent accord de coopération, on entend par :

1<sup>o</sup> concessionnaire : la personne morale publique ou privée qui a reçu en concession de la part du gestionnaire de la route, la gestion de celle-ci ou d'une partie de celle-ci;

2<sup>o</sup> décision 2009/750/CE : la décision de la Commission européenne du 6 octobre 2009 relative à la définition du service européen de télépéage et à ses aspects techniques;

3<sup>o</sup> Etat-Membre : tout Etat membre qui est destinataire de la décision 2009/750/CE;

4<sup>o</sup> parties : le(s) prestataire(s) de services, le(s) perceuteur(s) de péages et/ou Viapass opposés dans le cadre d'un différend;

5<sup>o</sup> péage : chaque prélèvement électronique imposé pour un secteur à péage délimité en Belgique;

6<sup>o</sup> perceuteur de péages : l'instance qui a instauré le système de prélèvement électronique et pour le prélèvement kilométrique spécifique :

- la Région dans le cas où le prélèvement kilométrique est perçu en tant qu'impôt sur les routes non concédées;

- le concessionnaire dans le cas où le prélèvement kilométrique est perçu en tant que péage de concession sur les routes concédées;

7<sup>o</sup> prestataire de services : toute entité juridique acceptée par un perceuteur de péages sur son secteur à péage qui offre aux redevables du prélèvement un service d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et/ou de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et/ou d'imputation aux redevables du prélèvement, de perception et de transfert du péage aux perceuteur(s) de péages, sur la base de données enregistrées par un dispositif d'enregistrement électronique, tout comme chaque entité juridique qui a amorcé un processus d'acceptation pour pouvoir opérer;

8<sup>o</sup> secteur à péage : une partie du réseau routier belge, en ce compris des structures comme un tunnel, un pont ou un transbordeur, pour lesquels un perceuteur de péages perçoit un péage – ou pour lequel un péage peut être perçu, mais dont le tarif est de zéro centime d'euro;

9<sup>o</sup> Viapass : le partenariat interrégional institué par l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la construction d'un Partenariat interrégional de droit public "Viapass" sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE II. — *Institution de l'organe de conciliation*

**Art. 2.** Il est créé un organe de conciliation indépendant chargé des missions définies aux articles 3 à 5 du présent accord de coopération.

Son siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE III. — *Missions*

**Art. 3.** L'organe de conciliation prend connaissance des différends entre les prestataires de services, d'une part, et les perceuteurs de péages et/ou Viapass, d'autre part, dans le cadre de leurs négociations ou relations contractuelles.

L'organe de conciliation est habilité, en particulier, à examiner si les conditions contractuelles appliquées par les perceuteurs de péages aux différents prestataires de services sont non-discriminatoires et reflètent de manière équitable les coûts et risques des parties au contrat.

**Art. 4.** L'organe de conciliation échange des informations avec les organes de conciliation d'autres Etats-Membres sur leurs travaux, leurs principes directeurs et leurs méthodes.

**Art. 5.** Sans préjudice de l'article 10, l'organe de conciliation établit un rapport annuel d'activités qui est publié.

CHAPITRE IV. — *Composition*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'organe de conciliation est composé de trois membres, désignés par les trois Parlements régionaux. Il s'agit :

1<sup>o</sup> d'un membre nommé par le Parlement flamand;

2<sup>o</sup> d'un membre nommé par le Parlement de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> d'un membre nommé par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'organe de conciliation est présidé par un des membres qui porte le titre de Président. La présidence est exercée à tour de rôle par période de deux ans.

§ 2. Les membres sont indépendants et ne reçoivent d'instruction d'aucune autorité dans le cadre de l'exercice de leurs missions. Ils ne peuvent être relevés de leur charge en raison d'actes qu'ils accomplissent ou d'opinions qu'ils expriment dans le cadre de leurs fonctions, sauf si leurs actes ou l'expression de leurs opinions sont constitutives d'une infraction pénale.

§ 3. Pour les affaires traitées en langue allemande, les membres sont assistés par l'agent visé à l'article 11, § 2, alinéa 4, de l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, qui dispose d'une connaissance approfondie de la langue allemande.

CHAPITRE V. — *Procédure*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'organe de conciliation est saisi dans les cas suivants par un prestataire de services, un percepteur de péages ou Viapass :

1° lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans les négociations contractuelles qu'ils mènent en vue de conclure un contrat donnant accès au prestataire de services au secteur à péage des percepteurs de péages;

2° lorsqu'ils rencontrent des difficultés au cours de l'exécution du contrat qui lie les parties et qui a donné accès au prestataire de services aux secteurs à péage des percepteurs de péages.

La saisine de l'organe de conciliation ne porte pas atteinte aux compétences des Cours et Tribunaux.

La saisine de l'organe de conciliation doit être accompagnée de tous les documents utiles à la médiation.

§ 2. Dès que l'organe de conciliation est saisi, par lettre recommandée avec accusé de réception, il accuse réception de la demande de conciliation auprès de la ou des personnes qui l'ont introduite et les invite à verser une somme maximale de 5.000 euros sur un compte déterminé par l'organe. Sous peine d'irrecevabilité de la demande de conciliation, cette somme doit être constituée par la ou les personnes ayant saisi l'organe dans un délai de quinze jours suivant l'invitation à payer. Cette somme vise à couvrir forfaitairement les frais relatifs au traitement du dossier.

A l'origine, le montant est fixé à 5.000 euros et peut être adapté, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu dans l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. L'organe de conciliation transmet une copie de la requête aux autres parties concernées qui n'ont pas saisi l'organe de conciliation.

§ 4. Dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, l'organe indique s'il est en possession de tous les documents nécessaires à la médiation. L'organe de conciliation peut, à tout moment, demander aux parties ainsi qu'à des tiers contribuant à la prestation de services, toute information pertinente complémentaire. L'organe de conciliation peut enjoindre ces personnes à répondre endéans un délai impératif qu'il détermine.

§ 5. L'organe de conciliation peut faire appel à des experts indépendants, à la demande ou non des parties.

Les frais d'expertise sont supportés par la partie qui fait la demande d'expertise.

Lorsque plusieurs parties sollicitent une expertise, les frais sont partagés entre les parties à parts égales.

Lorsque la demande émane de l'organe de conciliation, les frais sont partagés selon la clé de répartition suivante :

- Région flamande : 54 %;

- Région wallonne : 40 %;

- Région de Bruxelles-Capitale : 6 %.

§ 6. A la demande des parties, elles doivent être entendues par l'organe.

**Art. 7.** L'organe tente de concilier les points de vue divergents des parties. A cette fin, il peut faire des recommandations ou des propositions de position aux percepteurs de péages, à Viapass ou aux prestataire(s) de services.

A défaut de conciliation des parties, l'organe de conciliation rend un avis motivé non contraignant au plus tard six mois à compter de l'introduction de la demande de conciliation.

**Art. 8.** L'organe de conciliation établit un règlement d'ordre intérieur. Il est publié au *Moniteur belge*.

Le règlement d'ordre intérieur détermine entre autres les modalités de convocation des membres laquelle doit avoir lieu à la demande du Président. L'ordre du jour des réunions et tous les documents utiles à leur préparation sont communiqués aux membres avec la convocation.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les membres de l'organe de conciliation sont tenus au secret. Sans préjudice des obligations que la loi leur impose, les membres de l'organe de conciliation ne peuvent rendre publics les faits dont ils prennent connaissance du fait de leur fonction. Ils ne peuvent être appelés comme témoin par les parties dans une procédure civile ou administrative relative aux faits dont ils ont pris connaissance au cours de la procédure de conciliation devant l'organe.

L'article 458 du Code pénal s'applique aux membres de l'organe de conciliation.

§ 2. Les documents établis et les communications faites devant l'organe de conciliation et pour les besoins de cette conciliation sont confidentiels. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire. L'obligation de secret ne peut être levée qu'avec l'accord des parties.

Les documents confidentiels qui sont malgré tout communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Les tiers et les experts visés à l'article 7, § 4 et § 5, sont tenus à l'obligation de secret visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

CHAPITRE VI. — *Quorum de présence et mode de délibération*

**Art. 10.** L'organe ne peut valablement siéger que si les trois membres sont présents.

L'avis et la recommandation visés à l'article 8 est émis selon le mode du consensus.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** L'article 19, § 3, 10°, de l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public "Viapass" sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est supprimé.

**Art. 12.** Le présent accord produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 2016, en 3 exemplaires originaux, en français et en néerlandais.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,  
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,  
Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,  
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,  
du Tourisme, et du Bien-être des animaux,  
B. WEYTS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,  
Mme J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures,  
G. VANHENGEL

Le Ministre Bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics,  
P. SMET

La Ministre Bruxelloise du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,  
Mme C. FREMAULT

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202971]

**24. MÄRZ 2016 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Schaffung eines Schlichtungsorgans im Rahmen der elektronischen Mautsysteme auf dem Gebiet der drei Regionen**

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

**Artikel 1** - In vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen gelten folgende Definitionen:

1° Konzessionär: die juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, der der Straßenverwalter die Verwaltung dieser Straßen oder einen Teil dieser Straßen in Konzession vergeben hat;

2° Entscheidung 2009/750/EG: die Entscheidung der Europäischen Kommission vom 6. Oktober 2009 über die Festlegung der Merkmale des europäischen elektronischen Mautdienstes und seiner technischen Komponenten;

3° Mitgliedstaat: jeder Mitgliedstaat, für den die Entscheidung 2009/750/EG bestimmt ist;

4° Partei(en) : der (die) Dienstleister, der (die) Mauterheber und/oder Viapass, die sich im Rahmen eines Streitfalls gegenüberstehen;

5° Maut: jede elektronische Mautfassung, die für ein in Belgien abgegrenztes Mautgebiet auferlegt wird;

6° Mauterheber: die Instanz, die das elektronische Mautfassungssystem eingeführt hat, und für die Kilometerabgabe spezifisch:

- die Region, falls die Kilometerabgabe als Steuer auf nicht konzessionierten Straßen erhoben wird;

- der Konzessionär, falls die Kilometerabgabe als konzessionsgebundene Mautgebühr auf konzessionierten Straßen erhoben wird;



7° Dienstleistungserbringer: jede Körperschaft, die von einem Mauterheber auf seinem Mautgebiet angenommen wird, die den Abgabepflichtigen eine Dienstleistung zur elektronischen Erfassung der zurückgelegten Kilometer und/oder zur Berechnung der für diese erfasste Strecke geschuldeten Abgabe und/oder zur Anrechnung zu Lasten der Abgabepflichtigen, zur Erhebung und zur Übertragung der Maut an den (die) Mauterheber bietet, auf der Grundlage von Daten, die von einer elektronischen Datenerfassungsvorrichtung erfasst werden, sowie jede Körperschaft, die ein Annahmeverfahren eingeleitet hat, um als Dienstleistungserbringer auftreten zu können;

8° Mautgebiet: ein Teil des belgischen Straßennetzes, einschließlich der Strukturen wie Tunnel, Brücken oder Fähren, für die ein Mauterheber eine Maut erhebt oder für die eine Maut, deren Betrag jedoch Null Eurocent ist, erhoben werden kann;

9° Viapass: die interregionale Partnerschaft, eingerichtet durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Januar 2014 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Systems zur Erhebung der Kilometerabgabe auf dem Gebiet der drei Regionen und zur Bildung einer interregionalen Partnerschaft öffentlichen Rechts "Viapass" in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne des Artikels 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

#### KAPITEL II — *Einrichtung des Schlichtungsorgans*

**Art. 2** - Es wird ein unabhängiges Schlichtungsorgan eingerichtet, das mit den in Artikel 3 bis 5 vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens bestimmten Aufgaben beauftragt wird.

Ihr Sitz befindet sich im Verwaltungsbezirk Brüssel Hauptstadt.

#### KAPITEL III — *Aufgaben*

**Art. 3** - Das Schlichtungsorgan nimmt die Streitfälle zur Kenntnis, die zwischen den Dienstleistungserbringern einerseits und den Mauterhebern und/oder Viapass andererseits im Rahmen ihrer Verhandlungen oder vertraglichen Beziehungen entstehen.

Das Schlichtungsorgan ist insbesondere befugt, zu untersuchen, ob die Vertragsbedingungen, die von den Mauterhebern den unterschiedlichen Dienstleistungserbringern auferlegt werden, keine Diskriminierung beinhalten und Kosten und Risiken der Vertragsparteien korrekt widerspiegeln.

**Art. 4** - Das Schlichtungsorgan tauscht Informationen mit Schlichtungsorganen anderer Mitgliedstaaten über ihre Arbeit, ihre Grundsätze und konkrete Vorgehensweisen aus.

**Art. 5** - Unbeschadet von Artikel 10 erstellt das Schlichtungsorgan einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der veröffentlicht wird.

#### KAPITEL IV — *Zusammensetzung*

**Art. 6** - § 1 - Das Schlichtungsorgan besteht aus drei Mitgliedern, die von den drei regionalen Parlamenten bestellt werden. Es handelt sich um:

- 1° ein von dem Flämischen Parlament bestelltes Mitglied;
- 2° ein von dem Parlament der Wallonischen Region bestelltes Mitglied;
- 3° ein von dem Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt bestelltes Mitglied.

Den Vorsitz über das Schlichtungsorgan führt eins dieser Mitglieder, das den Titel des Vorsitzenden führt. Der Vorsitz wird abwechselnd für jeweils zwei Jahre ausgeübt.

§ 2 - Die Mitglieder sind unabhängig und erhalten keinerlei Anweisungen von irgendeiner Behörde im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben. Sie dürfen nicht aus Gründen der im Rahmen ihres Amtes durchgeführten Handlungen oder ausgedrückten Meinungen ihres Amtes enthoben werden, außer wenn sie dabei eine Straftat begehen.

§ 3 - Für in deutscher Sprache behandelte Angelegenheiten werden die Mitglieder von dem in Artikel 11 § 2 Absatz 4 des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Kooperationsabkommens zur Gründung eines gemeinsamen Ombudsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region genannten Bediensteten, der über eine tiefreichende Kenntnis der deutschen Sprache verfügt, unterstützt.

#### KAPITEL V — *Verfahren*

**Art. 7** - § 1 - Das Schlichtungsorgan wird in den folgenden Fällen von einem Dienstleistungserbringer, einem Mauterheber oder Viapass angerufen:

1° wenn sie bei den Verhandlungen, die sie im Hinblick auf den Abschluss eines Vertrags führen, der dem Dienstleistungserbringer Zugang zum Mautgebiet der Mauterheber verleiht, auf Schwierigkeiten stoßen;

2° wenn sie bei der Durchführung des Vertrags, der die Parteien bindet, und dem Dienstleistungserbringer Zugang zu den Mautgebieten der Mauterheber verliehen hat, auf Schwierigkeiten stoßen.

Die Anrufung des Schlichtungsorgans beeinträchtigt keinesfalls die Befugnisse der Gerichtshöfe und Gerichte.

Bei der Anrufung des Schlichtungsorgans müssen alle zwecks der Vermittlung nützlichen Dokumente vorgelegt werden.

§ 2 - Sobald das Schlichtungsorgan angerufen worden ist, was per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung erfolgen muss, bestätigt Letzteres den Schlichtungsantrag bei der bzw. den Personen, die ihn eingereicht haben, und fordert sie auf, einen Betrag bis höchstens 5.000 Euro auf ein vom Schlichtungsorgan bestimmtes Konto zu überweisen. Unter Gefahr der Unzulässigkeit des Schlichtungsantrags muss dieser Betrag innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zahlungsaufforderung von der bzw. den Personen zusammengestellt werden, die das Schlichtungsorgan angerufen haben. Dieser Betrag dient dazu, die Kosten für die Aktenbearbeitung zu decken.

Der Betrag wird anfänglich auf 5.000 Euro festgelegt; er kann durch ein ausführendes Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92bis § 1 letzter Absatz des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angepasst werden.

§ 3 - Das Schlichtungsorgan übermittelt den anderen betroffenen Parteien, die das Schlichtungsorgan nicht angerufen haben, eine Abschrift des Antrags.

§ 4 - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab seiner Anrufung gibt das Schlichtungsorgan an, ob es über alle zur Vermittlung nötigen Dokumente verfügt. Das Schlichtungsorgan kann jederzeit bei den Parteien oder bei Dritten, die zur Dienstleistung beitragen, jegliche ergänzende relevante Information anfragen. Das Schlichtungsorgan kann diese Personen auffordern, innerhalb einer von ihm festgelegten zwingenden Frist zu antworten.

§ 5 - Das Schlichtungsorgan kann, auf Antrag der Parteien oder nicht, unabhängige Begutachter heranziehen.

Die Begutachtungskosten gehen zu Lasten der Partei, die den Begutachtungsantrag gestellt hat.

Wenn mehrere Parteien eine Begutachtung beantragen, werden die Kosten zu gleichen Teilen übernommen.

Wenn der Antrag vom Schlichtungsorgan stammt, werden die Kosten nach folgendem Verteilerschlüssel verteilt:

- Flämische Region: 54%;

- Wallonische Region: 40%;

- Region Brüssel-Hauptstadt: 6%.

§ 6 - Wenn die Parteien es beantragen, müssen sie vom Schlichtungsorgan angehört werden.

**Art. 8** - Das Schlichtungsorgan bemüht sich um eine Annäherung der unterschiedlichen Auffassungen der Parteien. Zu diesem Zweck kann es den Mauterhebern, Viapass oder dem bzw. den Dienstleistungserbringern Empfehlungen oder Auffassungsvorschläge machen.

Kommt keine Einigung zwischen den Parteien zustande, so gibt das Schlichtungsorgan spätestens sechs Monate nach der Einreichung des Schlichtungsantrags eine nicht zwingende, begründete Stellungnahme ab.

**Art. 9** - Das Schlichtungsorgan legt eine Geschäftsordnung fest. Diese wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der Geschäftsordnung werden u.a. die Modalitäten für die Einberufung der Mitglieder bestimmt, die auf Antrag des Vorsitzenden erfolgen muss. Die Tagesordnung der Versammlungen und alle zu ihrer Vorbereitung nützlichen Dokumente werden den Mitgliedern zusammen mit der Einberufung übermittelt.

**Art. 10** - § 1 - Die Mitglieder des Schlichtungsorgans sind zur Geheimhaltung verpflichtet. Unbeschadet der ihnen durch Gesetz auferlegten Verpflichtungen dürfen die Mitglieder des Schlichtungsorgans die ihnen aufgrund ihres Amtes bekannt gewordenen Tatbestände nicht an die Öffentlichkeit bringen. Sie dürfen in einem Zivil- oder Verwaltungsverfahren betreffend die Tatbestände, die ihnen im Laufe des Schlichtungsverfahrens vor dem Schlichtungsorgan bekannt geworden sind, nicht von den Parteien als Zeuge herangezogen werden.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches ist auf die Mitglieder des Schlichtungsorgans anwendbar.

§ 2 - Die vor dem Schlichtungsorgan und zu Zwecken dieser Schlichtung aufgestellten Dokumente und erfolgten Mitteilungen sind vertraulich. Sie dürfen in keinem Gerichts-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in keinem sonstigen Verfahren zur Lösung von Streitigkeiten verwendet werden und sind als Beweismittel unzulässig, selbst als außergerichtliches Geständnis. Die Geheimhaltungspflicht kann nur mit der Zustimmung der Parteien aufgehoben werden.

Die vertraulichen Dokumente, die trotzdem mitgeteilt werden, oder auf die eine Partei sich unter Verstoß gegen die Geheimhaltungspflicht stützt, werden von Amts wegen aus den Debatten ausgeschlossen.

§ 3 - Die Geheimhaltungspflicht nach Paragraf 1 vorliegenden Artikels gilt auch für Drittpersonen und Begutachter nach Artikel 7 § 4 und § 5.

#### KAPITEL VI — *Anwesenheitsquorum und Beschlussfassungsmodus*

**Art. 11** - Die Tagungen des Schlichtungsorgans können nur dann beschlussfähig sein, wenn die drei Mitglieder anwesend sind.

Die Stellungnahme und die Empfehlung nach Artikel 8 werden nach dem Konsensmodus abgegeben.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 12** - Artikel 19 § 3 Ziffer 10 des Zusammenwerksabkommens vom 31. Januar 2014 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Systems zur Erhebung der Kilometerabgabe auf dem Gebiet der drei Regionen und zur Bildung einer interregionalen Partnerschaft öffentlichen Rechts Viapass in der Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne des Artikels 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen wird gestrichen.

**Art. 13** - Das vorliegende Abkommen wird am 1. April 2016 wirksam.

Geschehen zu Brüssel am 24. März 2016, in drei Urschriften, in französischer und niederländischer Sprache.

Für die Flämische Region:

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung,  
flämische Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe  
G. BOURGEOIS

Die Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung  
und flämische Ministerin für Haushalt, Finanzen und Energie  
Frau A. TURTELBOOM

Der flämische Minister für Mobilität, öffentliche Arbeiten, den Vlaamse Rand, Tourismus und Tierschutz  
B. WEYTS

Die flämische Ministerin für Umgebung, Natur und Landwirtschaft  
Frau J. SCHAUVLIEGE

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe  
M. PREVOT

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
C. LACROIX

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt  
R. VERVOORT

Der Minister der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt für Finanzen, Haushalt und Außenbeziehungen  
G. VANHENGEL

Der Minister der Region Brüssel-Hauptstadt für Mobilität und öffentliche Arbeiten  
P. SMET

Die Ministerin der Region Brüssel-Hauptstadt für Wohnungswesen, Lebensqualität, Umwelt und Energie  
Frau C. FREMAULT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202971]

**24 MAART 2016. — Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van een bemiddelende instantie in het kader van de elektronische tolheffingssystemen op het grondgebied van de drie gewesten**

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord, wordt verstaan onder :

1° concessiehouder : de publieke of private rechtspersoon die het beheer van de weg of een gedeelte van de weg van de wegbeheerder in concessie heeft gekregen;

2° beschikking 2009/750/EG : de beschikking van de Europese Commissie van 6 oktober 2009 tot definiëring van de Europese elektronische tolheffingsdienst en de bijbehorende technische onderdelen;

3° lidstaat : elke lidstaat die de adressaat is van de beschikking 2009/750/EG;

4° partijen : de dienstverlener(s), de tolheffende instantie(s) en/of Viapass in het kader van een geschil dat tussen hen rijst;

5° tol of tolheffing : elke elektronische heffing die wordt geheven voor een afgebakend tolgebied binnen België;

6° tolheffende instantie : de instantie die een elektronisch tolheffingssysteem heeft uitgebouwd en voor de kilometerheffing specifiek :

- het gewest in het geval dat de kilometerheffing wordt geheven als belasting op de niet geconcedeerde wegen;

- de concessiehouder in het geval dat de kilometerheffing wordt geheven als concessietolgeld op de geconcedeerde wegen;

7° dienstverlener : elke door een tolheffende instantie op haar tolgebied aanvaarde juridische entiteit, die een dienst aanbiedt van elektronische registratie van afgelegde kilometers en/of berekening van de verschuldigde tolheffing op deze geregistreerde afstand en/of facturatie aan heffingsplichtigen, inning, en afdracht aan de tolheffende instantie(s), van de tolheffing op basis van door een elektronische registratievoorziening geregistreerde gegevens, evenals elke juridische entiteit die een acceptatieproces heeft opgestart om als zodanig te kunnen optreden;

8° tolgebied : een deel van het Belgisch wegennet met inbegrip van structuren zoals een tunnel, een brug, of een veerpont waarvoor door een tolheffende instantie tol wordt geïnd of waarop tol kan worden geïnd, maar het tarief nul eurocent bedraagt;

9° Viapass : het interregionaal samenwerkingsverband opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 31 januari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de invoering van de kilometerheffing op het grondgebied van de drie gewesten en tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven Interregionaal Samenwerkingsverband Viapass onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen".

#### HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de bemiddelende instantie*

**Art. 2.** Een onafhankelijke bemiddelende instantie belast met de opdrachten zoals gedefinieerd in artikelen 3 tot 5 van het voorliggend samenwerkingsakkoord wordt opgericht.

Haar zetel is gevestigd in het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad.

#### HOOFDSTUK III. — *Opdrachten*

**Art. 3.** De bemiddelende instantie neemt kennis van de geschillen tussen, enerzijds, de dienstverleners en, anderzijds, de tolheffende instantie(s) en/of Viapass, in het kader van hun onderhandelingen of contractuele relaties.

De bemiddelende instantie is met name bevoegd om te onderzoeken of de contractuele voorwaarden die door de tolheffende instanties worden opgelegd aan verschillende dienstverleners niet-discriminerend zijn en de kosten en risico's van de partijen bij de overeenkomst op rechtvaardige wijze weerspiegelen.

**Art. 4.** De bemiddelende instantie wisselt informatie uit met de bemiddelende instanties van andere lidstaten over haar werkzaamheden, richtsnoeren en praktijken.

**Art. 5.** Zonder afbreuk te doen aan artikel 10, stelt de bemiddelende instantie een jaarlijks activiteitenverslag op dat wordt bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Samenstelling*

**Art. 6.** § 1. De bemiddelende instantie is samengesteld uit drie leden, aangeduid door de drie gewestparlementen. Het betreft :

1° één lid benoemd door het Vlaamse Parlement;

2° één lid benoemd door het Parlement van het Waalse Gewest;

3° één lid benoemd door het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bemiddelende instantie wordt voorgezeten door één van de leden die de titel van voorzitter voert. Het voorzitterschap wordt beurtelings uitgeoefend per periode van 2 jaar.

§ 2. De leden zijn onafhankelijk en ontvangen van geen enkele autoriteit instructies in het kader van de uitvoering van hun opdrachten. Ze kunnen niet ontheven worden van hun taak, omwille van daden die ze stellen of meningen die ze uiten in het kader van hun functies, behoudens in geval hun daden of de uiting van hun meningen beantwoorden aan een strafrechtelijke inbreuk.

§ 3. Voor de in het Duits behandelde zaken, worden de leden bijgestaan door het personeelslid bedoeld in artikel 11, § 2, lid 4 van het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, dat over een grondige kennis van het Duits beschikt.

#### HOOFDSTUK V. — *Procedure*

**Art. 7.** § 1. Een geschil wordt bij de bemiddelende instantie aanhangig gemaakt door een dienstverlener, een tolheffende instantie of Viapass in volgende gevallen :

1° wanneer zij stoten op moeilijkheden bij de contractuele onderhandelingen die ze voeren om een overeenkomst te sluiten die aan de dienstverlener toegang zou verlenen tot de tolgebieden van de tolheffende instanties;

2° wanneer zij stoten op moeilijkheden in de loop van de uitvoering van de overeenkomst die de partijen verbindt en die aan de dienstverlener toegang heeft verleend tot de tolgebieden van de tolheffende instanties.

Het aanhangig maken bij de bemiddelende instantie doet geen afbreuk aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken.

Het aanhangig maken van het geschil bij de bemiddelende instantie dient vergezeld te zijn van alle documenten die nuttig zijn voor de bemiddeling.

§ 2. Zodra een geschil per aangetekend schrijven met ontvangstmelding bij de bemiddelende instantie aanhangig wordt gemaakt, meldt zij ontvangst van het verzoek tot bemiddeling aan diegene of diegenen die het hebben ingediend en nodigt hen uit tot het overschrijven van een bedrag van maximaal 5.000 euro op een rekening bepaald door de instantie. Op straffe van onontvankelijkheid van het verzoek tot bemiddeling, moet dit bedrag worden voldaan door diegene of diegenen die het geschil aanhangig hebben gemaakt bij de instantie, binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de uitnodiging tot betaling. Dit bedrag heeft als doel de kosten die betrekking hebben op de dossierbehandeling op forfaitaire wijze te dekken. Het bedrag wordt initieel bepaald op 5.000 euro en kan worden aangepast krachtens een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in art. 92 bis, § 1, laatste lid van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ter hervorming van de instellingen.

§ 3. De bemiddelende instantie maakt een kopie van het verzoekschrift over aan de andere betrokken partijen die het geschil niet aanhangig hebben gemaakt bij de bemiddelende instantie.

§ 4. Binnen een termijn van één maand vanaf het aanhangig maken, brengt de bemiddelende instantie ter kennis of zij over de voor de bemiddeling nodige documenten beschikt. De bemiddelende instantie kan de partijen evenals derden die betrokken zijn bij de dienstverlening ten allen tijde om iedere relevante aanvullende informatie vragen. De bemiddelende instantie kan deze personen gelasten om, binnen een dwingende termijn die zij bepaalt, antwoord te geven.

§ 5. De bemiddelende instantie kan een beroep doen op onafhankelijke experts, al dan niet op vraag van de partijen.

De expertisekosten gedragen door de partij, die om de expertise verzocht.

Wanneer meerdere partijen om een expertise verzoeken, worden de kosten gedeeld door deze partijen in gelijke delen.

Als de vraag afkomstig is van de bemiddelende instantie worden de kosten verdeeld volgens volgende verdeelsleutel :

- Vlaams Gewest: 54 %;
- Waalse Gewest: 40 %;
- Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 6 %.

§ 6. Op vraag van de partijen, dienen zij te worden gehoord door de bemiddelende instantie.

**Art. 8.** De bemiddelende instantie tracht de afwijkende standpunten van de partijen te verzoenen. Met dat doel kan zij aanbevelingen doen of voorstellen van standpunt aanbrengen aan de tolheffende instanties, Viapass of de dienstverlener(s).

Bij gebrek aan een verzoening tussen de partijen, verleent de instantie een gemotiveerd en niet bindend advies ten laatste zes maanden na indiening van het verzoek om bemiddeling.

**Art. 9.** De bemiddelende instantie stelt een reglement van inwendige orde op. Dat wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het reglement van inwendige orde bepaalt onder andere de modaliteiten voor de oproeping van de leden welke op verzoek van de Voorzitter moet plaatsvinden. De agenda van de vergaderingen en alle ter voorbereiding ervan nuttige documenten worden meegegeeld aan de leden samen met de oproeping.

**Art. 10.** § 1. De leden van de bemiddelende instantie zijn tot geheimhouding verplicht. Zonder afbreuk te doen aan de hen door de wet opgelegde verplichtingen, kunnen de leden van de bemiddelende instantie de feiten waarvan zij kennis nemen uit hoofde van hun functie niet openbaar maken. Zij kunnen door de partijen niet als getuige worden geroepen in een burgerlijke of administratieve procedure betreffende de feiten waarvan zij kennis hebben genomen in de loop van de bemiddelingsprocedure voor de bemiddelende instantie.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de leden van de bemiddelende instantie.

§ 2. De documenten opgesteld en de gedane communicaties voor de bemiddelende instantie en voor de noden van de bemiddeling zijn vertrouwelijk. Deze kunnen niet worden gebruikt in een gerechtelijke, administratieve of arbitrale procedure, of iedere andere procedure, die tot doel heeft geschillen te beslechten en zijn niet ontvankelijk als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke erkenning. De vertrouwelijkheidsplicht kan slechts worden opgeheven mits het akkoord van de partijen.

De vertrouwelijke documenten die desondanks worden bekendgemaakt of waarop de partij zich beroept met schending van de vertrouwelijkheidsplicht worden van ambtswege geweerd uit de debatten.

§ 3. De derden en de experts bedoeld in artikel 7, § 4 en § 5, zijn gehouden tot de vertrouwelijkheidsplicht zoals bedoeld in § 1 van dit artikel.

#### HOOFDSTUK VI. — *Aanwezigheidsquorum en wijze van beraadslaging*

**Art. 11.** De bemiddelende instantie kan slechts rechtsgeldig zetelen indien de drie leden aanwezig zijn.

Het advies en de aanbeveling bedoeld in artikel.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Artikel 19, § 3, 10<sup>o</sup>, van het samenwerkingsakkoord van 31 januari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de invoering van de kilometerheffing op het grondgebied van de drie gewesten en tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven Interregionaal Samenwerkingsverband "Viapass" onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" wordt opgeheven.

**Art. 13.** Het voorliggend akkoord heeft uitwerking met ingang van 1 april 2016.

Gedaan te Brussel, op 24 maart 2016, in 3 originele exemplaren, In het Nederlands en het Frans.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,  
en Vlaamse Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,  
G. BOURGEOIS

De Vice-minister-President van de Vlaamse Regering  
en Vlaamse Minister van Begroting, Financiën en Energie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,  
B. WEYTS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,  
Mevr. J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de Simplification administrative,  
C. LACROIX

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,  
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister van Mobiliteit en Openbare Werken,  
P. SMET

De Brusselse Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,  
Mevr. C. FREMAULT

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31405]

26 MEI 2016. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 mei 2016.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

Rudi VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

Guy VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Didier GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

Pascal SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

Céline FREMAULT

Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2015-2016

A-322/1 Ontwerp van ordonnantie

A-322/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 29 april 2016.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31405]

26 MAI 2016. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mai 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

Rudi VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

Guy VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

Didier GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

Pascal SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

Céline FREMAULT

Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2015-2016

A-322/1 Projet d'ordonnance

A-322/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 29 avril 2016.

**Samenwerkingsakkoord  
tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest,  
het Waalse Gewest en  
het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest  
betreffende de beheersing van de gevaren  
van zware ongevallen waarbij  
gevaarlijke stoffen zijn betrokken**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 6, § 1, I en II, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993 en de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming, en artikel 92*bis*, § 3, b), ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikelen 4 en 42, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en van 27 maart 2006, de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, ter uitvoering van de artikelen 118 en 123 van de Grondwet, de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en de bijzondere wet van 6 januari 2014, tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het advies nr. 1.912 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 september 2014;

Gelet op het advies van de Strategische Adviesraad Ruimtelijke Ordening – Onroerend Erfgoed, gegeven op 26 november 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken vervangt, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006;

Overwegende dat krachtens artikel 92*bis*, § 3, b) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de Federale Staat en de Gewesten gehouden zijn een samenwerkingsakkoord te sluiten voor de toepassing op federaal en gewestelijk vlak van de regelen die de Europese Unie heeft vastgesteld inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten;

Overwegende dat die materie het voorwerp uitmaakt van de richtlijn 2012/18/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, houdende wijziging en vervolgens intrekking van richtlijn 96/82/EG;

Overwegende dat het Verdrag betreffende de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, ondertekend te Helsinki op 17 maart 1992, en het Verdrag nr. 174 betreffende de voorkoming van zware industriële ongevallen, aangenomen te Genève op 22 juni 1993 door de Internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar tachtigste zitting, betrekking hebben op dezelfde materie en dat het derhalve aangewezen is de tenuitvoerlegging ervan te verzekeren door middel van hetzelfde samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van die bepalingen deels tot de bevoegdheid van de Federale Staat en deels tot deze van de Gewesten behoort en dat sommige bepalingen tot beider bevoegdheid behoren;

Overwegende dat een gecoördineerde en doeltreffende tenuitvoerlegging van die bepalingen enerzijds, en de noodzaak de exploitanten van de door die bepalingen beoogde inrichtingen niet te confronteren met onvoldoende op elkaar afgestemde of overlappende regelgeving anderzijds, vereist dat dat gebeurt door middel van een samenwerkingsakkoord dat rechtstreeks van toepassing is;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om voor het hele Belgische grondgebied een optimaal gecoördineerde regeling te treffen;

Overwegende dat, met name om te beantwoorden aan de eisen van de voormelde richtlijn 2012/18/EU van 4 juli 2012 en om de nieuwe en aangepaste bepalingen op een duidelijke en samenhangende wijze te integreren, er reden is om het voormelde samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999, op te heffen en te vervangen door dit samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat sinds de aanneming van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 de regelgeving inzake inspectie van verschillende diensten geëvolueerd en gemoderniseerd is;

Overwegende dat door de relevante bepalingen van de federale en gewestelijke regelgeving inzake inspectie te importeren in dit samenwerkingsakkoord rekening wordt gehouden met die evolutie en modernisering, zonder afbreuk te doen aan de samenwerkingsgedachte;

Overwegende dat met het oog op een uniforme toepassing van het samenwerkingsakkoord en een optimale informatie-uitwisseling tussen de bevoegde overheden de permanente overlegstructuur, die werd opgezet onder het voormeld samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999, bestendig wordt;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord niet belet dat de Gewesten in hun wetgeving op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven de verplichting kunnen opleggen om een veiligheidsrapport of een veiligheidsstudie op te stellen met het oog op het beoordelen van een aanvraag voor het verkrijgen van een in die wetgeving bedoelde vergunning en dit op grond van de op dat ogenblik beschikbare en benodigde gegevens;

Overwegende dat de Gewesten erover waken dat in een dergelijk geval het rapport of de studie op zodanige manier wordt opgevat dat het rapport of de studie later kan worden aangevuld tot het veiligheidsrapport zoals het in dit samenwerkingsakkoord wordt bedoeld;

Overwegende dat krachtens artikel 31 van de voormelde richtlijn 2012/18/EU van 4 juli 2012, de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om er uiterlijk op 31 mei 2015 aan te voldoen;



Overwegende dat de partijen bij dit samenwerkingsakkoord zich ertoe verbinden om onmiddellijk na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord een gezamenlijke studie uit te voeren naar de financiering van de opdrachten van de federale en gewestelijke overheden zoals bedoeld in dit samenwerkingsakkoord;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Werk en Economie, de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Minister van Leefmilieu;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Rege-ring, in de persoon van haar Minister-President en de Minister van Omge-ving, Natuur en Landbouw;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-Presi-dent en de Minister van Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening;

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar Minister-President, belast met Territoriale Ontwikkeling, en de Minister belast met Leefmilieu;

Zijn overeengekomen wat volgt :

## HOOFDSTUK 1 Algemene bepalingen

### Artikel 1

§ 1. – Dit samenwerkingsakkoord voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2012/18/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, houdende wijziging en vervolgens intrekking van richtlijn 96/82/EG.

§ 2. – Dit samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk.

§ 3. – Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de preventie van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, en de beperking van de gevolgen daarvan voor de menselijke gezondheid en het milieu, teneinde op coherente en doeltreffende wijze een hoog niveau van bescherming in het hele land te waarborgen.

### Artikel 2

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

- 1° inrichting : het gehele door een exploitant beheerde gebied waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in een of meer installaties, met inbegrip van gemeenschappelijke of bijbehorende infrastructuur of activiteiten; inrichtingen zijn ofwel lagedrempelinrichtingen ofwel hogedrempelinrichtingen;
- 2° lagedrempelinrichting : een inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden die gelijk zijn aan of groter dan de in kolom 2 van deel 1 of kolom 2 van deel 2 van bijlage 1 vermelde hoeveelheden, die evenwel niet gelijk zijn aan of groter dan de in kolom 3 van deel 1 of in kolom 3 van deel 2 van bijlage 1 vermelde hoeveelheden, in voorkomend geval gebruikmakend van de in noot 4 bij bijlage 1 bedoelde sommatieregel;
- 3° hogedrempelinrichting : een inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden die gelijk zijn aan of groter dan de in kolom 3 van deel 1 of kolom 3 van deel 2 van bijlage 1 vermelde hoeveelheden, in voorkomend geval gebruikmakend van de in noot 4 bij bijlage 1 bedoelde sommatieregel;
- 4° naburige inrichting : een inrichting die zich zodanig dicht bij een andere inrichting bevindt dat het risico op of de gevolgen van een zwaar ongeval worden vergroot;
- 5° nieuwe inrichting :
  - a) een inrichting die in bedrijf wordt gesteld op of na de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord;
  - b) een bedrijf dat onder het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord komt door wijzigingen van haar installaties of activiteiten die leiden tot een wijziging van haar inventaris van gevaarlijke stoffen;
  - c) een lagedrempelinrichting die een hogedrempelinrichting wordt, of omgekeerd, door wijzigingen van haar installaties of activiteiten die leiden tot een wijziging van haar inventaris van gevaarlijke stoffen;
- 6° bestaande inrichting : een inrichting die :
  - a) de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord onder het toepassingsgebied viel van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999, en
  - b) vanaf de datum van inwerkingtreding van het huidige samenwerkingsakkoord onder het toepassingsgebied van dit akkoord valt zonder wijziging van haar indeling als lagedrempelinrichting of hogedrempelinrichting;
- 7° andere inrichting : een bedrijf dat onder het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord komt of een lagedrempelinrichting die een hogedrempelinrichting wordt, of omgekeerd, om andere redenen dan die welke zijn bedoeld in 5°;
- 8° installatie : een technische eenheid binnen een inrichting, boven- of ondergronds, waar gevaarlijke stoffen worden geproduceerd, gebruikt, behandeld of opgeslagen, en die alle uitrusting, constructies, leidingen, machines, gereedschappen, spoorwegafslakkingen, laad- en loskades, aanlegsteigers voor de installatie, pieren, depots of soortgelijke, al dan niet drijvende constructies, omvat die nodig zijn voor de werking van die installatie;

- 9° exploitant : iedere natuurlijke of rechtspersoon die de inrichting exploiteert;
- 10° gevaarlijke stof : een onder deel 1 van bijlage 1 vallende of in deel 2 van bijlage 1 opgenomen stof of mengsel, onder meer onder de vorm van grondstof, product, bijproduct, residu of tussenproduct;
- 11° mengsel : een mengsel of oplossing bestaande uit twee of meer stoffen;
- 12° aanwezigheid van gevaarlijke stoffen : de werkelijke of verwachte aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in de inrichting, of van gevaarlijke stoffen waarvan redelijkerwijs kan worden voorzien dat ze zouden kunnen ontstaan bij verlies van controle over de processen, met inbegrip van opslagactiviteiten, in installaties binnen de inrichting, in hoeveelheden, die gelijk zijn aan of groter dan de in deel 1 of deel 2 van bijlage 1 vermelde drempelwaarden;
- 13° zwaar ongeval : een gebeurtenis, zoals een zware emissie, brand of explosie die het gevolg is van ongecontroleerde ontwikkelingen tijdens de exploitatie van een inrichting waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing is, waardoor hetzij onmiddellijk, hetzij na verloop van tijd ernstig gevaar voor de menselijke gezondheid of het milieu, binnen of buiten de inrichting ontstaat en waarbij één of meer gevaarlijke stoffen betrokken zijn;
- 14° gevaar : de intrinsieke eigenschap van een gevaarlijke stof of van een fysische situatie die potentieel tot schade voor de menselijke gezondheid of het milieu kan leiden;
- 15° risico : de waarschijnlijkheid dat een bepaald effect zich binnen een bepaalde periode of onder bepaalde omstandigheden voordoet;
- 16° opslag : de aanwezigheid van een hoeveelheid gevaarlijke stoffen voor opslag, veilige bewaring of voorraadbewaring;
- 17° het publiek : een of meer natuurlijke of rechtspersonen, alsook hun verenigingen, organisaties of groepen;
- 18° inspectie : alle door de inspecteurs ondernomen acties, met inbegrip van bezoeken ter plaatse, controles van de interne maatregelen, systemen en rapporten en vervolgdocumenten, en alle noodzakelijke follow-up, om de naleving van de voorschriften van dit samenwerkingsakkoord door de exploitanten te controleren, te bevorderen en indien nodig af te dwingen;
- 19° inspecteur : een overeenkomstig artikel 4, § 4, aangewezen personeelslid van een inspectiedienst bedoeld in artikel 4, § 3;
- 20° inspectieteam : alle inspecteurs bevoegd voor de inspectie van de inrichtingen gelegen op het grondgebied van een gewest;
- 21° extern noodplan : het bijzonder nood- en interventieplan bedoeld in artikel 2<sup>ter</sup> van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en in artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;
- 22° noodplanningszone : de zone die gedefinieerd wordt krachtens artikelen 2 en 2<sup>ter</sup> van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en artikelen 8 en 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;
- 23° gouverneur : de provinciegouverneurs;
- 24° samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 : het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006 en opgeheven door het huidige samenwerkingsakkoord.

### Artikel 3

§ 1. – Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op de inrichtingen bedoeld in artikel 2, 1°.

De artikelen 8, 12, 13, 14, tweede lid, 15, 21, 28 en 29 zijn uitsluitend van toepassing op hogedrempelinrichtingen.

§ 2. – Dit samenwerkingsakkoord is niet van toepassing op :

- 1° militaire inrichtingen, installaties of opslagplaatsen;
- 2° gevaren die samenhangen met ioniserende straling afkomstig van stoffen;
- 3° het vervoer van gevaarlijke stoffen – en de daaraan rechtstreeks gerelateerde tijdelijke opslag – over de weg, per spoor, over binnenwateren of over zee of door de lucht, met inbegrip van laden en lossen en de overbrenging naar en van een andere vervoerswijze in havens, op kaden of op spoorwegemplacements, buiten de door dit samenwerkingsakkoord bestreken inrichtingen;
- 4° het vervoer van gevaarlijke stoffen door pijpleidingen, met inbegrip van de pompstations, buiten de onder dit samenwerkingsakkoord begrepen inrichtingen;
- 5° de exploitatie, namelijk de exploratie, winning en verwerking, van mineralen in mijnen en groeven, ook door middel van boringen;
- 6° de offshore exploratie en exploitatie van mineralen, met inbegrip van koolwaterstoffen;
- 7° de offshore ondergrondse gasopslag, met inbegrip van zowel specifieke opslaglocaties als locaties waar eveneens aan exploratie- en exploitatie van mineralen, met inbegrip van koolwaterstoffen, wordt gedaan;
- 8° stortplaatsen voor afval, met inbegrip van ondergrondse opslag van afval.

§ 3. – In afwijking van paragraaf 2, 5° en 8°, vallen onder het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord :

- 1° onshore ondergrondse gasopslag in natuurlijke aardlagen, waterhoudende grondlagen, zoutholtes en niet meer gebruikte mijnen;

- 2° chemische en thermische verwerkingsactiviteiten en opslag die samenhangt met die activiteiten, waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn;
- 3° operationele voorzieningen voor het zich ontdoen van residuen, waaronder residuivijvers of -bekkens, die gevaarlijke stoffen bevatten.

#### Artikel 4

§ 1. – Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden aangewezen als « coördinerende dienst » :

- 1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaamse Gewest gelegen zijn;
- 2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waalse Gewest gelegen zijn;
- 3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn.

§ 2. – Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden aangewezen als « beoordelingsdienst » :

- 1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaamse Gewest gelegen zijn;
- 2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waalse Gewest gelegen zijn;
- 3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn;
- 4° de met het toezicht op de arbeidsveiligheid belaste dienst van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;
- 5° voor inrichtingen die vallen onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op de springstoffen, van de wetgeving inzake ondergrondse opslag van gas of van de wetgeving betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie;
- 6° de door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken aangewezen dienst;
- 7° de bevoegde hulpverleningszone of de bevoegde brandweerdienst als die nog niet geïntegreerd is in een hulpverleningszone.

§ 3. – Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden aangewezen als « inspectiedienst » :

- 1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaamse Gewest gelegen zijn;
- 2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waalse Gewest gelegen zijn;
- 3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn;
- 4° de met het toezicht op de arbeidsveiligheid belaste dienst van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;
- 5° voor inrichtingen die vallen onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op de springstoffen, de wetgeving inzake ondergrondse opslag van gas en de wetgeving betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie.

§ 4. – De federale en gewestelijke Ministers die bevoegd zijn voor de diensten, bedoeld in paragrafen 1 tot 3, wijzen ieder voor zich, de personeelsleden van die diensten aan die in het bijzonder belast zijn met de aan deze diensten toegewezen opdrachten.

De aanwijzing, bedoeld in het eerste lid, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Iedere wijziging wordt op dezelfde wijze bekendgemaakt.

## HOOFDSTUK 2 Preventie van zware ongevallen

#### Artikel 5

De exploitant neemt alle nodige maatregelen om zware ongevallen te voorkomen en de gevolgen daarvan voor de menselijke gezondheid en het milieu te beperken.

De exploitant is te allen tijde in staat om aan de bevoegde diensten, in het bijzonder aan de inspectiediensten, aan te tonen dat hij alle in dit samenwerkingsakkoord aangegeven noodzakelijke maatregelen heeft genomen.

#### Artikel 6

§ 1. – De exploitant stelt een preventiebeleid voor zware ongevallen vast.

Dit beleid staat borg voor een hoog beschermingsniveau van de menselijke gezondheid en het milieu en is evenredig met de gevaren van zware ongevallen.

§ 2. – De exploitant stelt een document op waarin hij dit beleid beschrijft.

Het bevat de algemene doelen van en beginselen voor het handelen van de exploitant, alsook de rol en de verantwoordelijkheid van het management, en de verbintenis de beheersing van gevaren van zware ongevallen continu te verbeteren en een hoog beschermingsniveau te waarborgen.

De exploitant houdt het document ter beschikking van de bevoegde inspectiediensten.

§ 3. – Paragraaf 2, eerste en tweede lid, is niet van toepassing indien de exploitant een document heeft opgesteld dat het preventiebeleid voor zware ongevallen beschrijft vóór de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord krachtens het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 en de informatie vervat in het document beantwoordt aan paragraaf 2, tweede lid, en ongewijzigd is gebleven.

§ 4. – De exploitant voert het preventiebeleid voor zware ongevallen uit, met passende middelen, structuren en een veiligheidsbeheersysteem, in overeenstemming met bijlage 2.

Het veiligheidsbeheersysteem is gebaseerd op de evaluatie van de risico's en is evenredig met de gevaren van zware ongevallen, de activiteiten en de complexiteit van de organisatie van de inrichting.

§ 5. – Onverminderd artikel 10, herziet de exploitant het preventiebeleid voor zware ongevallen periodiek en ten minste om de vijf jaar.

Indien nodig stuurt de exploitant het preventiebeleid bij en past het document, bedoeld in paragraaf 2, aan overeenkomstig deze bijsturing.

#### Artikel 7

§ 1. – De exploitant dient een kennisgeving in bij de bevoegde coördinerende dienst, die de volgende informatie bevat :

- 1° de naam van de exploitant, het volledige adres van de inrichting in kwestie en haar vestigingsplaatsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de maatschappelijke zetel van de exploitant, het volledige adres ervan en het ondernemingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 3° de naam en de functie van de persoon die met de leiding van de inrichting belast is, als dat een andere is dan de persoon bedoeld in 1°;
- 4° voldoende gegevens om de gevaarlijke stoffen en de categorie van de gevaarlijke stoffen te identificeren die aanwezig zijn of kunnen zijn;
- 5° de hoeveelheid en de fysische vorm van de betrokken gevaarlijke stof of stoffen;
- 6° de activiteit die in de installatie of op de opslagplaats wordt uitgeoefend of is gepland;
- 7° de onmiddellijke omgeving van de inrichting en de factoren die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken of de gevolgen ervan ernstiger kunnen maken, met inbegrip van, in voorkomend geval, gegevens over naburige inrichtingen, alsook van bedrijven die buiten het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord vallen, gebieden en ontwikkelingen die de bron kunnen zijn van het risico op of de gevolgen van een zwaar ongeval en van domino-effecten zouden kunnen vergroten.

§ 2. – De exploitant dient de kennisgeving of de actualisering ervan in binnen de volgende termijnen :

- 1° voor nieuwe inrichtingen : uiterlijk vier maanden vóór de inbedrijfstelling van de inrichting of vóór de wijziging bedoeld in artikel 2, 5°, b) of c);
- 2° voor bestaande inrichtingen : uiterlijk drie maanden na de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord;
- 3° voor andere inrichtingen : uiterlijk drie maanden na de datum waarop de inrichting beantwoordt aan artikel 2, 7°.

§ 3. – Paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de exploitant een kennisgeving heeft ingediend bij de coördinerende dienst vóór de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord krachtens het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 en de informatie vervat in deze kennisgeving beantwoordt aan paragraaf 1 en ongewijzigd is gebleven.

§ 4. – De exploitant dient de kennisgeving en de actualiseringen ervan in op papier in acht exemplaren of in elektronisch formaat.

De bevoegde gewestregering kan het model, het formaat en de indieningsmodaliteiten van de kennisgeving bepalen.

§ 5. – Zodra hij er kennis van heeft, brengt de exploitant de coördinerende dienst onmiddellijk op de hoogte van :

- 1° veranderingen aan de informatie bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 3°;
- 2° de definitieve sluiting of de buitengebruikstelling van de inrichting.

#### Artikel 8

§ 1. – De exploitant van een hogedrempelinrichting dient bij de coördinerende dienst een veiligheidsrapport in om :

- 1° aan te tonen dat er een preventiebeleid voor zware ongevallen en een veiligheidsbeheerssysteem voor het uitvoeren daarvan zijn ingevoerd overeenkomstig de in bijlage 2 genoemde punten;
- 2° aan te tonen dat de gevaren van zware ongevallen en scenario's voor mogelijke zware ongevallen geïdentificeerd zijn en dat de nodige maatregelen zijn getroffen om dergelijke ongevallen te voorkomen en de gevolgen ervan voor de menselijke gezondheid en het milieu te beperken;
- 3° aan te tonen dat het ontwerp, de constructie, de exploitatie en het onderhoud van alle met de werking van de inrichting samenhangende installaties, opslagplaatsen, apparatuur en infrastructuur die verband houden met de gevaren van een zwaar ongeval binnen de inrichting, voldoende veilig en betrouwbaar zijn;